



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada

Canada

LE COMMERCE INTERNATIONAL

Le point sur le commerce et l'investissement

2017



Le Commerce
international du Canada

Le point sur le commerce et
l'investissement - 2017

À PROPOS DE CE DOCUMENT

Le commerce international du Canada – 2017 a été produit sous la direction de Mykyta Vesselovsky du Bureau de l'économiste en chef d'Affaires mondiales Canada. Le rapport a été rédigé principalement par Mykyta Vesselovsky, avec des collaborations individuelles de Catherine Lemieux, Ash Ahmad, Crystal Arnburg, David Boileau, Jackson Bryan, Stephen Moon et Aaron Sydor. Nancy Blanchet a assuré la révision statistique et la relecture des textes, avec le concours de David Boileau et Aaron Sydor. André Downs, économiste en chef, Affaires mondiales Canada, a révisé et approuvé les textes.

Vos commentaires sur le rapport de cette année seraient appréciés. Veuillez les transmettre à Mykyta Vesselovsky, à : Mykyta.Vesselovsky@international.gc.ca.

© Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2017

ISSN 1926-4291

Catalogue no. FR2-8F-PDF

Table des matières

Message du ministre	III
Sommaire	V
I. La performance économique et commerciale dans le monde	1
Vue d'ensemble et perspectives de l'économie mondiale	8
Vue d'ensemble et perspectives du commerce mondial	9
Les exportations de marchandises	9
Les importations de marchandises	10
Les exportations de services	11
Les importations de services	12
II. Évolution de l'économie et du commerce – tour d'horizon	
des pays et des régions	13
Tour d'horizon des pays	19
Les États-Unis	19
La Chine	20
Le Mexique	21
Tour d'horizon des régions	23
Les pays émergents d'Asie	23
La zone euro	24
L'Amérique latine et les Caraïbes (ALC)	25
Classement du commerce mondial des marchandises selon la valeur	27
Classement du commerce mondial des services selon la valeur	28
<i>Encadré : Analyse à part de marché constante de la performance</i>	
<i>à l'exportation du Canada aux États-Unis</i>	<i>29</i>
III. La performance économique du Canada	33
Le produit intérieur brut (PIB)	37
Le produit intérieur brut par activité industrielle	39
L'emploi	40
L'inflation	41
Le dollar canadien	42
IV. Les transactions internationales du Canada	43
La balance des paiements	46
Les exportations de biens	49
Les importations de biens	51
<i>Encadré : Caractéristiques des PME exportatrices détenues en majorité par des</i>	
<i>femmes au Canada</i>	<i>52</i>
Le commerce des services	56
Le commerce des services par région	58

V. Points saillants de l'évolution du commerce des marchandises du Canada.	61
Le commerce des principaux produits. . . . .	.65
Les exportations de marchandises. . . . .	.65
Les importations de marchandises. . . . .	.67
<i>Encadré : Les exportateurs canadiens</i>	.68
Le commerce avec les principaux partenaires commerciaux . . . . .	.71
Les exportations de marchandises. . . . .	.71
Les importations de marchandises. . . . .	.73
Le commerce des marchandises au niveau des provinces et des territoires . . . . .	.74
Les exportations de marchandises. . . . .	.74
<i>Encadré : Exportations des provinces et des territoires canadiens aux États-Unis</i>	.75
Les importations de marchandises. . . . .	.79
Les principaux déterminants du commerce des marchandises . . . . .	.80
 VI. Performance de l'investissement étranger mondial et canadien	83
Les flux d'investissement étranger direct (IED) dans le monde. . . . .	.87
La performance du Canada au chapitre de l'investissement étranger direct . . . . .	.89
L'investissement entrant. . . . .	.89
Entrées d'IED . . . . .	.89
Stock d'IED . . . . .	.89
<i>Encadré : Les effets macroéconomiques de l'investissement étranger direct (IED) entrant au Canada</i>	.93
L'investissement sortant . . . . .	.94
Flux d'investissement direct canadien à l'étranger (IDCE) . . . . .	.94
Stock d'IDCE . . . . .	.94
<i>Encadré : Activités des sociétés étrangères affiliées au Canada et des filiales de sociétés canadiennes à l'étranger</i>	.98

Le Commerce international du Canada - Message du ministre

Je suis ravi de présenter l'édition 2017 du Commerce international du Canada. Les résultats étayés dans le rapport de cette année montrent des signes positifs d'expansion des exportations et de l'investissement au Canada. Il est particulièrement encourageant de constater que les exportations du Canada vers les pays membres de l'Union européenne ont augmenté en 2016, de même que nos exportations en Chine. La stratégie commerciale ambitieuse et progressive du Canada crée de nouvelles occasions d'exportation et suscite un intérêt réel pour l'investissement au Canada. Cependant, ces résultats révèlent également un climat mondial difficile pour le commerce, avec une progression plus faible que prévue du volume des exportations tout au long de 2016 et des prévisions incertaines quant à la croissance des échanges commerciaux au cours de l'année à venir.

Le gouvernement du Canada est conscient qu'un plus grand volume de commerce et d'investissement signifie plus d'emplois pour les Canadiens et une croissance économique plus robuste qui contribue à renforcer la classe moyenne dans notre pays, et tous ceux et celles qui ne ménagent pas leurs efforts pour y accéder. Le Canada est une nation commerçante dont le marché intérieur est relativement restreint. Notre prospérité est inextricablement liée à celle de l'économie mondiale. Seulement 36 millions de personnes vivent au Canada. Mais bien que le Canada compte pour environ 0,5 p. 100 de la population mondiale, nous sommes à l'origine de 2,5 p. 100 des exportations mondiales de marchandises. Pour que nos entreprises prospèrent et créent de bons emplois pour la classe moyenne, nous devons commercer avec le monde et encourager les investisseurs étrangers à s'établir dans nos collectivités.

C'est pourquoi le gouvernement du Canada assume un rôle de chef de file en aidant à relever certains des défis que soulève l'environnement commercial dans le monde. Le Canada réagit contre la montée des sentiments protectionnistes en suivant un plan d'action progressif en matière de commerce. Une approche progressive au commerce signifie qu'aucun effort n'est ménagé pour que tous les segments de la société, au Canada comme à l'étranger, puissent profiter des possibilités économiques découlant du commerce et de l'investissement, en mettant plus particulièrement l'accent sur les femmes, les peuples autochtones, les jeunes, ainsi que les petites et moyennes entreprises.

Un commerce progressif signifie également que les accords commerciaux renferment des dispositions rigoureuses dans des domaines aussi importants que le travail, la protection de l'environnement et l'égalité des sexes, et qu'ils renforcent le droit continu des gouvernements à réglementer dans l'intérêt public. Un excellent exemple de commerce progressif en action est l'Accord économique et commercial global (AECG) que le Canada a conclu avec l'Union européenne. L'AECG est un canevas détaillé pour une coopération économique responsable entre les pays. C'est un accord orienté vers l'avenir qui reflète un plan d'action véritablement progressif en matière de commerce et qui protège la capacité des sociétés à promouvoir le bien public.

Aujourd'hui, la solution aux défis économiques mondiaux est de s'assurer que le commerce soit au service des gens. Il incombe aux gouvernements de travailler ensemble pour renforcer le système commercial multilatéral, qui peut hausser – et qui



Le ministre du Commerce
international,
l'honorable
François-Philippe Champagne

hausse effectivement – les niveaux de vie. La libéralisation du commerce a déjà permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté. En tant que membre fondateur d’institutions multilatérales telles que l’Organisation mondiale du commerce (OMC), le Canada a été l’un des bâtisseurs du système de commerce international que nous possédons aujourd’hui. Le plan d’action progressif en matière de commerce que le Canada vise maintenant à concrétiser aidera à préserver ce rôle de leadership et à faire en sorte que les générations actuelles et futures bénéficient du commerce mondial.

Le ministre du Commerce international,
l’honorable François-Philippe Champagne

Sommaire

Soutenue par la remontée partielle des prix des produits de base, une activité manufacturière et commerciale plus robuste a été observée dans de nombreuses régions et économies au cours du second semestre de 2016, amenant de nombreux analystes à prédire que la reprise cyclique attendue depuis longtemps était enfin arrivée. Bien que les estimations de la croissance mondiale indiquent que la production mondiale réelle a ralenti de 2,7 p. 100 en 2015 à 2,4 p. 100 en 2016¹, plusieurs acteurs économiques clés, en particulier parmi les économies avancées, ont enregistré des performances supérieures aux attentes au second semestre. Cela est particulièrement vrai pour les États-Unis, le Royaume-Uni et le Japon. L'Allemagne et l'Espagne ont connu dans l'ensemble une bonne année; enfin, la croissance en Chine est demeurée forte, tandis que l'Inde a connu des soubresauts vers la fin de l'année en lien avec sa réforme monétaire et que le Brésil a passé toute l'année en récession.

L'amélioration des conditions économiques s'est accompagnée d'un regain de confiance à l'égard de l'économie et d'un réchauffement de l'humeur du marché, en particulier dans les économies développées. La production de biens durables et de biens d'équipement est en hausse, ainsi que l'investissement et le commerce. Les prix des produits de base, qui ont touché un creux au début de 2016, se sont considérablement renforcés en cours d'année, ce qui a profité aux exportateurs de ressources et leur a permis d'améliorer leur bilan. De même, les politiques monétaires de soutien et une orientation budgétaire légèrement favorable ont stimulé la croissance au niveau mondial. Parmi les facteurs adverses, les plus importants ont été les problématiques à plus long terme : le vieillissement de la population et la croissance relativement plus faible de la productivité.

Sur la base de ses prévisions, le FMI s'attend à ce que la politique budgétaire au niveau mondial soit globalement neutre en 2017 et 2018, avec des variations substantielles au niveau des pays. On prévoit que les conditions financières demeureront accommodantes et que les prix des produits de base se raffermiront modérément. La croissance mondiale devrait atteindre 2,9 p. 100 en 2017 et 3,0 p. 100 en 2018. L'économie canadienne quant à elle devrait croître de 1,9 p. 100 en 2017 et de 2,0 p. 100 en 2018.

Outre les courants sous-jacents du vieillissement de la population et de la maigre croissance de la productivité, les perspectives sont assombries par des risques considérables à court terme qui restent inclinés à la baisse. Les principaux éléments d'incertitude qui planent sur les prévisions concernent une perturbation possible du commerce mondial, des flux de capitaux et des migrations; l'incertitude quant au programme politique américain, la dilution de la réglementation financière mondiale, le resserrement des conditions économiques et financières dans les marchés émergents, ainsi que des facteurs non économiques (tensions géopolitiques, conflits, terrorisme, etc.).

Le volume des échanges internationaux a progressé au taux famélique de 1,3 p. 100 en 2016, ce qui est nettement sous le taux de croissance de 2,4 p. 100 de la production mondiale, marquant la première année depuis 2001 où l'expansion du commerce a été inférieure à la croissance de la production. Des facteurs cycliques et la faiblesse de l'investissement mondial expliquent ce résultat. Les importations réelles des économies développées ont augmenté de 2,0 p. 100 en 2016, tandis que les importations des économies en développement stagnaient à 0,2 p. 100. Les exportations réelles ont enregistré une croissance modeste à la fois dans les économies développées et les économies en développement.

Les conditions différaient entre les économies et les régions qui ont une importance stratégique pour les intérêts commerciaux canadiens. L'économie américaine a ralenti au début de 2016, perdant alors sa position de chef de file de la croissance économique parmi

¹ Aux taux de change basés sur le marché. En fait, la croissance économique mondiale en 2016 était à son niveau le plus bas depuis 2009.

les pays du G7. Mais une performance beaucoup plus solide est prévue en 2017, alors que les États-Unis seront positionnés pour retrouver leur avantage sur le plan de la croissance parmi les principales économies développées. De bonnes nouvelles proviennent du marché du travail et des marchés boursiers, et des stimulants budgétaires pourraient par ailleurs être mis en place par la nouvelle administration.

Le Mexique a commencé à ralentir après deux années de robuste croissance, même si son rôle commercial au sein de l'ALENA a continué à progresser. Le Mexique est la troisième plus grande source d'importations canadiennes, fournissant autant de marchandises que l'Allemagne et le Japon réunis, et ses produits ont une importance cruciale pour plusieurs industries clés du Canada : l'automobile, les machines électriques et électroniques et les machines mécaniques. Les perspectives du Mexique à court terme sont assombries par l'incertitude qui émane des États-Unis, mais cela représente également une occasion pour les entreprises et les gouvernements canadiens de forger des liens plus étroits dans divers domaines. Il en va de même pour d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC), les voisins hémisphériques du Canada qui risquent de perdre le plus en raison de l'incertitude qui règne au sujet de la politique américaine.

La croissance économique dans la zone euro s'est stabilisée tout juste sous la barre des 2 p. 100 et elle devrait se maintenir à ce niveau à court terme. L'environnement politique demeure plus propice à la croissance qu'au cours de la période 2010-2013, et certains risques électoraux immédiats ont été évités. L'étroite association commerciale historique avec cette région a été renforcée l'an dernier avec la ratification de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne (UE). Sa mise en application au cours de l'année qui vient devrait offrir des occasions inégalées aux entreprises et aux consommateurs canadiens, notamment dans le secteur des services.

La croissance est demeurée robuste dans les pays émergents d'Asie. L'économie chinoise a poursuivi sa transition d'une croissance basée sur l'investissement vers une croissance axée sur le marché intérieur; ses exportations réelles de biens et services ont amorcé une remontée en 2016, alors que l'inflation et le chômage restaient stables. En 2016, le Canada a franchi une étape importante en vue de resserrer ses liens commerciaux avec la Chine en ouvrant des discussions exploratoires sur un éventuel accord de libre-échange. L'Inde devrait continuer à réaliser son énorme potentiel de croissance. Dans l'ensemble de la région, les économies dynamiques se spécialisent en devenant de vastes plateformes d'exportation dans les secteurs des machines électriques et électroniques, du vêtement, des services et d'autres domaines.

Dans le contexte de l'évolution de l'économie mondiale, l'économie du Canada a suivi une voie similaire à celle des autres pays développés tout au long de 2016, mais pas pour les mêmes raisons. Après une solide performance au premier trimestre, la croissance a glissé en terrain négatif au deuxième trimestre en raison des perturbations de la production pétrolière provoquées par les incendies de forêt en Alberta. À mesure que l'industrie et la collectivité se rétablissaient de cette catastrophe naturelle et que la production augmentait, le renforcement de la confiance des consommateurs et la reprise de l'investissement ont poussé la croissance à 3,8 p. 100 au troisième trimestre, et celle-ci est restée robuste à 2,6 p. 100 au quatrième trimestre. La croissance globale de 1,4 p. 100 sur l'année 2016 était un demi-point de pourcentage plus élevée qu'en 2015, et assez près du potentiel estimatif actuel de l'économie; la croissance devrait atteindre environ 2,0 p. 100 à brève échéance.

La situation de la population active et l'âge de la population au Canada font meilleure figure que dans la plupart des pays avancés, comme c'est aussi le cas de sa situation financière. Les exportations nettes ont fait une contribution positive à la croissance pour la quatrième année consécutive, après une décennie léthargique, et celle-ci a été plus importante que l'augmentation provenant de l'activité de l'administration fédérale. L'emploi a progressé de 0,7 p. 100 pour dépasser 18 millions d'emplois, tandis que le taux de chômage a fléchi pour s'établir à 6,9 p. 100 (il était tombé à 6,5 p. 100 en avril 2017). Le dollar canadien est demeuré près de la marque des 75 ¢É.-U. pendant la majeure partie

de l'année. Le dollar canadien s'est apprécié par rapport au dollar américain et à l'euro au cours de l'année, il est demeuré stable face au yen japonais, tandis qu'il a gagné sensiblement sur la livre britannique.

Même si les baisses des prix des produits de base ont été modérées en 2016, elles ont continué d'avoir une influence considérable sur le commerce canadien. Globalement, les prix à l'exportation ont diminué de 13,8 p. 100 dans le secteur de l'énergie et de 1,1 p. 100 dans l'ensemble des secteurs; parallèlement, l'indice des prix des importations au Canada a monté de 1,2 p. 100. En conséquence, les termes de l'échange du Canada se sont encore détériorés en 2016, en cédant 2,0 points de pourcentage à 91,4 p. 100 de leur niveau de 2007.

Les ajustements subséquents aux mouvements dans les termes de l'échange montrent que le volume des exportations a augmenté de 0,5 p. 100, tandis que le volume des importations a fléchi de 1,3 p. 100. Les valeurs nominales des exportations et des importations de biens ont légèrement diminué en 2016. Par contre, les services étaient en expansion. Les exportations de services ont augmenté de 4,8 p. 100, et les importations ont gagné 2,0 p. 100. Notamment, le déficit au poste des services de tourisme (principale cause du déficit commercial du Canada dans les services) a fortement diminué en 2016. Parmi les services commerciaux, la plus forte augmentation absolue a été enregistrée dans les exportations de services de télécommunications, d'informatique et d'information, un mouvement encourageant pour l'industrie. En 2016, le déficit du commerce des biens s'est creusé, alors que le déficit des services s'est rétréci. La somme de tous ces mouvements a laissé le solde du compte courant du Canada pratiquement inchangé en 2016 alors que le déficit a légèrement monté à 67,7 milliards \$.

L'examen détaillé du commerce des marchandises du Canada révèle que les exportations ont légèrement diminué, soit de 1,4 p. 100 (7,1 milliards \$) pour s'établir à 516,9 milliards \$; de même, les importations de marchandises au Canada ont reculé pour la première fois depuis 2009 (baisse de 0,6 p. 100), pour atteindre 533,3 milliards \$. La faiblesse des recettes du secteur de l'énergie est à l'origine de ce déclin; le volume de pétrole brut exporté était stable, mais il a augmenté pour le gaz. Parmi les principales destinations, la plus forte augmentation relative des exportations a touché le Mexique (hausse de 14,8 p. 100). La proportion des exportations allant aux États-Unis a diminué, mais l'expansion des exportations vers d'autres grandes destinations s'est traduite par un accroissement de la concentration des exportations canadiennes vers les 10 principales destinations (à 90,9 p. 100) et les 20 principales destinations (à 94,7 p. 100). À l'inverse, la concentration des importations a diminué à la fois pour les 10 premières et les 20 premières sources en importance. Les importations en provenance des États-Unis et de la Chine ont reculé en 2016, mais l'augmentation des importations venant du Mexique, du Japon et de la Corée du Sud a compensé une part importante de cette baisse.

Parmi les points saillants de l'évolution du commerce, les exportations de produits de l'automobile au Mexique ont augmenté de 45,7 p. 100 et de 136,4 p. 100 en Chine. Les exportations de produits pharmaceutiques ont poursuivi leur forte ascension, qui a atteint 12,8 p. 100 en 2016. Depuis 2011, ces exportations ont progressé de 132,2 p. 100 – un taux annuel moyen de 18,3 p. 100, ce qui fait des produits pharmaceutiques la neuvième catégorie d'exportation de biens la plus importante au Canada. Les importations de machines et matériel électriques du Vietnam ont continué de croître de façon explosive, gagnant plus de 60 p. 100 en 2016 et plus de 1 500 p. 100 en cinq ans.

Les flux mondiaux d'investissement étranger direct (IED) ont diminué de 1 500 milliards \$É.-U. en 2016, après avoir touché leur plus haut niveau en 2015 depuis le début de la Grande Récession, stimulés par une recrudescence de l'activité de fusions et acquisitions (F et A). Les entrées d'IED dans les économies développées ont diminué légèrement au cours de l'année, alors que les entrées dans l'UE ont chuté de près de 30 p. 100. Cependant, les entrées dans les économies en développement ont reculé à près de deux fois le rythme du déclin observé pour les économies développées (baisse de 20 p. 100).

Les entrées d'IED au Canada ont régressé de 15,8 p. 100 en 2016 pour s'établir à 44,7 milliards \$. Les entrées en provenance des États-Unis ont diminué de près de 40 p. 100, tandis que les entrées reçues du reste du monde progressaient de 83 p. 100. Le recul global des flux d'investissement s'explique principalement par une baisse de l'activité de F et A. Les entrées de l'étranger ont diminué dans le secteur de la gestion de sociétés et d'entreprises et celui des autres industries, mais elles ont plus que doublé dans la fabrication et ont augmenté de façon notable dans l'extraction minière, pétrolière et gazière ainsi que dans les finances et les assurances. Le stock d'investissement étranger au Canada a avancé de 4,7 p. 100 pour s'établir à 825,7 milliards \$; fait à noter, la proportion du stock d'investissement originaire des États-Unis est demeurée sous le seuil des 50 p. 100 cette année. Le secteur de la fabrication et celui de l'extraction minière, pétrolière et gazière sont demeurés les plus importantes cibles des investisseurs étrangers.

Les sorties d'investissement direct du Canada ont légèrement augmenté en 2016 pour atteindre 88,0 milliards \$. La tendance au désinvestissement dans le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière s'est renversée pour devenir positive; la reprise significative de l'activité de F et A a entraîné une augmentation des flux d'investissement dans les secteurs du commerce et du transport. Le stock d'investissement du Canada à l'étranger a aussi augmenté légèrement, l'appréciation du dollar canadien ayant largement compensé la vigueur de l'activité au cours de l'année. Le solde net de l'investissement direct du Canada s'est légèrement contracté en 2016, mais il continue d'arborer un surplus important.

CHAPITRE 1

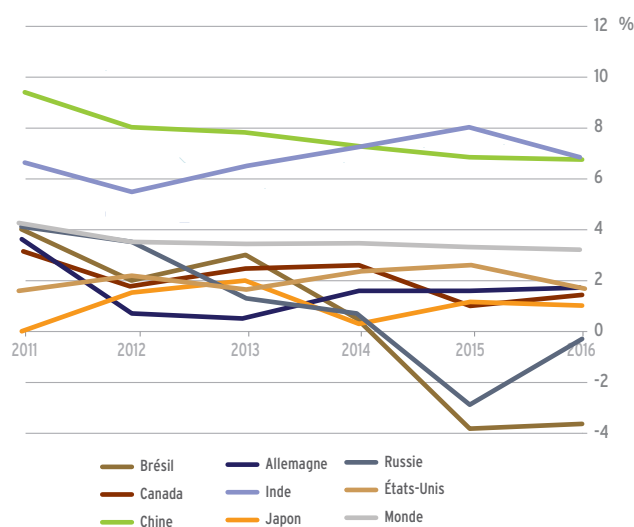
La performance économique
et commerciale dans le monde

La performance économique et commerciale dans le monde¹

Huit ans après la crise économique et financière mondiale de 2008-2009, l'économie mondiale est finalement passée en vitesse supérieure à la fin de 2016. Une activité plus robuste et des signes de vigueur dans divers secteurs et régions signalent indéniablement une reprise cyclique mondiale dans les secteurs de la fabrication, du commerce et de l'investissement. La confiance économique et l'humeur du marché sont en progression, la production de biens durables et de biens d'équipement augmente et on observe une expansion des investissements à travers le monde, entraînant le commerce international dans leur sillage. Les prix des produits de base se sont nettement raffermis par rapport au creux du début de 2016. Il est donc plutôt ironique de constater qu'alors que l'économie mondiale semble avoir tourné le coin, les risques négatifs considérables susceptibles de freiner la reprise mondiale tant attendue se cachaient au tournant. Malgré de solides perspectives et une vision optimiste, le niveau de risque baissier a sérieusement augmenté en cours d'année. 2016 passera à l'histoire comme étant l'année où les citoyens des deux grands piliers de l'ordre mis en place après la Seconde Guerre mondiale ont voté pour que leur pays se replie sur lui-même, montrant le dos à la communauté mondiale. Ces événements ont jeté une ombre sur le système de commerce international encadré par des règles et sur les flux transfrontaliers économiques et humains que ces deux pays ont tant contribué à créer et à soutenir. Le vote en faveur du Brexit au Royaume-Uni et les élections présidentielles aux États-Unis sont porteurs de changements potentiellement radicaux dans l'économie mondiale, dont les contours ne peuvent être précisés à l'heure actuelle avec un quelconque degré de confiance. Outre ces risques, des problèmes structurels tels qu'une croissance de la productivité obstinément faible et les pressions en faveur de solutions purement nationales continuent de limiter la robustesse de la reprise.

Bien que le mouvement haussier de la plupart des indicateurs économiques se soit manifesté clairement au cours de 2016, la faible performance observée durant les six premiers mois a fait en sorte que l'économie mondiale n'a crû que de 2,4 p. 100 en termes réels pour l'ensemble de l'année sur la base des taux de change du marché². Cela représente un ralentissement par rapport à la croissance de 2,7 p. 100 enregistrée en 2015. En fait, la croissance économique mondiale a atteint son niveau le plus bas depuis 2009. Plusieurs acteurs économiques clés, notamment parmi les économies avancées, ont

FIGURE 1-1
Croissance réelle du PIB
des principales économies, 2011-16



¹ Les statistiques, les estimations et les projections présentées dans ce chapitre proviennent de la parution d'avril 2017 de Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international, complétées par des statistiques provenant de l'OMC, du Bureau of Economic Analysis des États-Unis, de Statistique Canada, du Japan Cabinet Office, de la Banque centrale européenne et de la base de données d'avril 2017 de Perspectives de l'économie mondiale.

² Le FMI publie la croissance rajustée pour la PPA comme figure phare, ce qui est approprié pour une analyse macroéconomique générale. Toutefois, aux fins du commerce et de l'investissement, l'agrégation basée sur les taux de change du marché est plus appropriée et elle est utilisée pour évaluer la croissance mondiale dans le présent rapport.

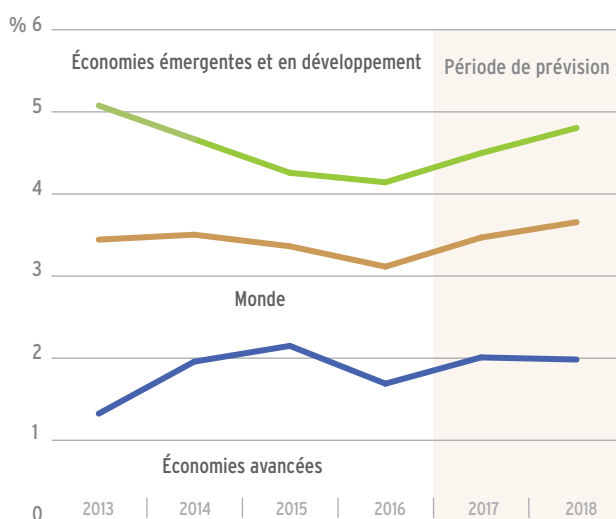
très bien performé par rapport aux attentes au cours du second semestre, après un premier semestre anémique – entre autres les États-Unis, le Royaume-Uni et le Japon – même si les trois ont globalement ralenti en 2016. L'Allemagne et l'Espagne ont toutes deux profité d'une solide croissance économique sur l'ensemble de l'année. La performance parmi les pays en développement a été plus inégale. La croissance en Chine a de nouveau été robuste, alors qu'elle a connu un ralentissement en Inde à cause des problèmes liés à la réforme monétaire; pour sa part, le Brésil est demeuré profondément ancré dans une récession durant toute l'année. Les exportateurs de produits de base continuent de remonter la pente après les creux qu'ont atteints les prix de leurs principales exportations, tandis que des problèmes de sécurité et de gouvernance pèsent sur plusieurs pays du Moyen-Orient et d'Afrique. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que la croissance augmentera sensiblement en 2017, soit à 2,9 p. 100, puis à 3,0 p. 100 en 2018. Ces projections renferment de légères révisions à la hausse pour l'année dernière en fonction de la meilleure tenue des économies avancées à la fin de 2016. On s'attend à ce que la croissance des économies émergentes et développées ait marqué un creux en 2016 et qu'elle s'accélère en 2017, alors que l'Amérique latine et la Russie sortent de la récession. L'Inde devrait maintenir ou améliorer sa performance impressionnante au chapitre de la croissance. Dans la plupart des économies avancées, la croissance devrait augmenter en 2017 et 2018, menée par les États-Unis.

En termes rajustés pour la PPA, la croissance mondiale a ralenti l'an dernier, passant de 3,4 p. 100 en 2015 à 3,1 p. 100 en 2016. La croissance des grandes économies avancées

a décéléré par rapport au niveau – revu à la hausse – de 2,1 p. 100 en 2015, à 1,7 p. 100 en 2016. Néanmoins, la performance au deuxième semestre a été si robuste que les perspectives pour 2017 sont presque uniformément positives. La plupart de ces économies se caractérisaient par une faible inflation de base, une hausse des taux d'intérêt et un renforcement des marchés boursiers. Le dollar américain a poursuivi sur sa trajectoire de raffermissement, en hausse de près de 30 p. 100 depuis 2012, tandis que l'euro et le yen se sont affaiblis. Aux États-Unis, la croissance a reculé d'un point de pourcentage, mais elle repose désormais sur une assise plus solide et devrait rebondir l'an prochain. La croissance dans la zone euro a ralenti, passant de 2,0 p. 100 en 2015 à 1,7 p. 100³ en 2016, et un ralentissement similaire a été observé dans l'UE, soit de 2,4 p. 100 en 2015 à 2,0 p. 100 en 2016. Alors que la croissance en Allemagne a accéléré pour atteindre 1,8 p. 100, elle a ralenti au Royaume-Uni pour s'établir au même niveau. En France et en Italie, la croissance a plutôt zigzagué. Le Japon a révisé

à la hausse ses comptes nationaux et le taux de croissance en 2016 a atteint 1,0 p. 100, ce qui est largement supérieur aux attentes en raison de la robustesse des exportations nettes. Les prévisions pour la croissance des économies avancées sont plus élevées que prévu à la faveur de la reprise cyclique projetée dans la fabrication et d'une amélioration de la confiance.

FIGURE 1-2
Croissance rajustée pour le PPA, principales régions, 2013-2016 et prévisions pour 2017-2018



³ Estimations préliminaires du FMI.

La croissance dans les économies émergentes et en développement a ralenti pour la sixième année consécutive, passant de 7,4 p. 100 en 2010 à 4,2 p. 100 en 2015, puis à 4,1 p. 100 en 2016. Parmi les facteurs positifs derrière ce bilan, il y a la vigueur modérée de la croissance en Chine, le retour à la croissance en Russie⁴ et dans la région voisine de la Communauté des États indépendants (CEI), ainsi que le renforcement de plusieurs économies du Moyen-Orient. Mais il y avait aussi des faiblesses flagrantes : un ralentissement à la fin de l'année en Inde, le glissement en récession de l'Amérique latine et des chocs importants ayant nui à la croissance en Turquie, en Arabie Saoudite, au Nigéria et en Afrique du Sud. Ces derniers étaient dus à des conditions idiosyncrasiques locales : guerre, insurrection, corruption ou coup d'État. Globalement, la performance s'est affaiblie en raison du rajustement continu au ralentissement de la demande en Chine et des séquelles de l'affaissement des prix des ressources, un aspect notamment important pour les pays exportateurs de produits de base. Il y a eu aussi des conflits persistants au Moyen-Orient et dans la CEI, ainsi qu'une aggravation mondiale des tensions et de la rhétorique transfrontières. Les attentes sur le plan de la croissance dans les économies émergentes et en développement ont légèrement diminué, mais les prévisions montrent une accélération et une amélioration en général ainsi que dans la plupart des économies individuelles.

La cadence a ralenti aux États-Unis au début de 2016, ce qui s'est traduit par une performance économique plutôt faible, avec une croissance de seulement 1,6 p. 100 pour l'année, le taux le plus bas depuis 2011. On s'attend à ce que la croissance reprenne sensiblement en 2017, et surtout en 2018, mais cette perspective repose en partie sur des hypothèses de politiques budgétaires favorables, qui pourraient s'avérer risquées. Néanmoins, dans la plupart des scénarios, la reprise cyclique de l'accumulation des stocks et la confiance croissante des consommateurs qui sous-tendent la demande intérieure devraient favoriser une plus forte croissance. La hausse mesurée des taux d'intérêt devrait continuer à soutenir la vigueur du dollar américain et, partant, à freiner la croissance en provenance des exportations nettes. La croissance devrait également demeurer aux niveaux actuels dans la zone euro, alors que la politique budgétaire devient plus favorable et que la diminution de la valeur de la monnaie stimule les exportations nettes. L'incertitude quant aux liens futurs avec le Royaume-Uni pourrait compromettre l'activité économique, à l'instar de la faible croissance de la productivité, de la démographie défavorable et des problèmes d'endettement non résolus dans certains pays. Une croissance plus lente est prévue en Allemagne, en Italie et en Espagne, tandis que la France devrait voir sa croissance s'accélérer légèrement.

Le Royaume-Uni a mieux performé que prévu après le vote en faveur du Brexit en juin 2016, et la tendance de la croissance devrait se maintenir jusqu'en 2017, avec un ralentissement en 2018 à cause de l'accroissement prévu des obstacles au commerce, à l'activité financière et à la migration. Le Japon a profité d'un bond de ses exportations nettes en 2016, et de bons chiffres sont attendus pour 2017, avec une modération par la suite. La plupart des autres économies avancées devraient voir leur croissance s'accélérer, y compris le Canada et l'Australie. Dans les économies nouvellement industrialisées (ÉNI) d'Asie, la croissance augmentera au cours de 2017 à Hong Kong⁵ (pour atteindre 2,4 p. 100), à Taiwan (à 1,7 p. 100) et à Singapour (à 2,2 p. 100), bénéficiant nettement du soutien provenant du renforcement prévu de la demande à l'importation en Chine. En revanche, il y aura un léger repli de la croissance en Corée du Sud (à 2,7 p. 100) en 2017 devant l'incertitude politique élevée et l'élimination progressive des mesures de soutien temporaire.

Dans les économies en développement, le rythme de la croissance en Chine devrait ralentir à 6,6 p. 100 en 2017, puis à 6,2 p. 100 en 2018. Cela représente une révision à la hausse qui reflète une plus grande cadence au deuxième semestre de 2016, le soutien continu des politiques axées sur la croissance du crédit et les politiques gouvernementales. Cependant, les taux de croissance actuels ne sauraient durer en raison des vents

⁴ Sur une base trimestrielle.

⁵ Tout au long de ce rapport, « Hong Kong » fait référence à la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine.

contraires soulevés par la correction du marché résidentiel et du surendettement. En Inde, la croissance devrait ralentir à 7,2 p. 100 en 2017, en grande partie à cause des frictions liées à la mise en œuvre du récent programme d'échange de monnaie. Mais le rythme devrait remonter à près de 8 p. 100 à moyen terme. Une légère accélération de la croissance est attendue dans la plupart des pays d'Asie du Sud-Est. Les projections de la croissance au Mexique ont été ramenées à 1,7 p. 100 pour 2017 et à 2,0 p. 100 pour 2018, les perspectives de l'investissement et de la consommation étant assombries par l'incertitude et des conditions financières plus rigoureuses. Le Brésil devrait sortir d'une profonde récession et voir sa croissance marginalement positive en 2017 et atteindre le rythme de 1,7 p. 100 en 2018. L'activité en Argentine devrait progresser de 2,2 p. 100 en 2017 après la contraction survenue l'an dernier, en prenant appui sur l'investissement public et la confiance des consommateurs. La Russie sort d'une récession et la croissance dans ce pays devrait atteindre 1,4 p. 100 en 2017. Une hausse des prix du pétrole et l'assouplissement des conditions financières seront à l'origine de la reprise en Russie et dans la région voisine de la CEI. Après une année de forte croissance, les perspectives se sont assombries pour les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN). La croissance globale devrait s'établir à 2,6 p. 100 pour la région. Les conflits, l'incertitude et l'entente visant à réduire la production de pétrole sont derrière ce ralentissement de la croissance. Dans les pays d'Afrique subsaharienne (ASS) la reprise devrait être modeste, le Nigeria retrouvant le sentier d'une croissance positive et l'Afrique du Sud performant légèrement mieux que le taux de croissance de 0,3 p. 100 enregistré en 2016. Les principaux risques pour l'avenir demeurent inclinés à la baisse et montrent une inquiétante corrélation (ce qui signifie qu'enclencher un risque pourrait déclencher simultanément d'autres risques). Il s'agit notamment des risques de perturbation du commerce mondial, des flux de capitaux et des migrations, des risques liés au programme politique des États-Unis, à la déréglementation financière et au resserrement du crédit sur les marchés émergents, et des risques géopolitiques.

L'expansion des volumes d'échanges internationaux en 2016 a été très faible, soit 1,3 p. 100, ce qui est nettement sous le taux de croissance de 2,4 p. 100 de la production mondiale réelle. Il s'agit de la première année depuis 2001 où le commerce mondial a crû à un rythme inférieur à celui du PIB mondial. En 2015, le commerce mondial et la production ont tous deux progressé à un taux de 2,6 p. 100, mais au cours des trois dernières décennies, la croissance du commerce mondial a normalement dépassé la croissance de la production. Selon l'OMC, le ralentissement de la croissance des échanges est attribuable à des facteurs cycliques, alors que l'activité économique mondiale ralentissait, en particulier dans les marchés émergents et en développement. Un changement structurel est également survenu dans la relation entre la croissance et le commerce, l'investissement mondial étant particulièrement faible en 2016. Dans l'ensemble, les importations des économies développées ont augmenté de 2,0 p. 100 l'an dernier, tandis que les importations des économies en développement ont stagné à 0,2 p. 100. Les exportations ont affiché une croissance modeste tant dans les économies développées que dans les économies en développement.

Les importations réelles de l'Asie ont diminué au premier trimestre de 2016, plombées par les turbulences financières en Chine et chez ses partenaires commerciaux de la région. La croissance a repris durant le reste de l'année, et l'Asie a finalement enregistré une croissance de 2,0 p. 100 en 2016. Les importations se sont contractées en Amérique du Sud (alors que le Brésil a éprouvé des difficultés jusqu'au sortir de la récession), ainsi que dans les « autres régions » (ce qui comprend l'Afrique, le Moyen-Orient et la CEI), notamment sous l'effet de la faiblesse des prix des produits de base. Les exportations et les importations de l'Amérique du Nord ont été essentiellement stationnaires sur l'ensemble de 2016; l'Amérique du Nord a contribué de manière considérable à la faiblesse des importations mondiales. En 2015, cette région a compté pour 42 p. 100 de la croissance mondiale des importations (1,2 point de pourcentage sur un taux de 2,9 p. 100). En 2016, la région n'a contribué que 0,1 point de pourcentage au taux de croissance des importations

mondiales (1,2 p. 100). Pour la deuxième année d'affilée, la remontée des importations en Europe a fait une contribution considérable au commerce mondial (39 p. 100 de la progression globale), mais c'est l'Asie qui a le plus contribué avec 49 p. 100 du total en 2016. Les projections, en partie basées sur les indicateurs avancés, laissent entrevoir une plus forte expansion du volume du commerce mondial, soit 2,4 p. 100, en 2017. En raison du niveau élevé d'incertitude qui prévaut dans l'économie mondiale, une fourchette de croissance de 1,8 p. 100 à 3,6 p. 100 est aussi fournie pour 2017, et une fourchette de croissance de 2,1 p. 100 à 4,0 p. 100 pour 2018.

En termes nominaux, les importations mondiales mesurées en dollars américains ont reculé à nouveau en 2016, perdant 3,2 p. 100 de leur valeur pour s'établir à 15 800 milliards \$É.-U. Le renforcement du dollar américain par rapport à plusieurs monnaies a contribué au déclin observé. Après trois années de domination du commerce mondial des marchandises, la Chine a rétrocédé la première place aux États-Unis. La valeur des importations mondiales de services commerciaux est demeurée essentiellement inchangée en 2016 (il n'y a pas de statistiques sur le volume des échanges de services), mais la composante des services de transport affiche un repli inquiétant, en baisse de 4,7 p. 100.

Vue d'ensemble et perspectives de l'économie mondiale

La croissance du PIB mondial a atteint 3,1 p. 100 en 2016 (rajusté pour la PPA), ce qui est presque identique à la prévision de 3,2 p. 100 faite il y a un an. Cela augure bien pour l'amélioration prévue de la performance de la croissance mondiale l'an prochain. Selon le FMI, la croissance rajustée en fonction de la PPA augmentera à 3,5 p. 100 en 2017, puis à 3,6 p. 100 en 2018 (ou, si elle est calculée à l'aide des taux de change du marché, à 2,9 p. 100 et à 3,0 p. 100, respectivement). Les prévisions montrent une amélioration des résultats à la fois dans les économies avancées, à 2,0 p. 100 pour 2017 et 2018, ainsi que dans les

économies en développement, à 4,5 p. 100 en 2017 et 4,8 p. 100 en 2018. La perspective d'ensemble est assez robuste, mais les risques demeurent orientés vers la baisse.

Dans les économies avancées, les meilleures perspectives sont dues à la reprise cyclique projetée de la fabrication au niveau mondial et au renforcement de la confiance des consommateurs et des entreprises. La plus grande stabilité des prix pétroliers et des politiques monétaires généralement favorables auront également un effet favorable. La politique budgétaire devrait rester neutre dans l'ensemble, mais avec un léger assouplissement par rapport à 2016. Certains pays (Canada, Allemagne et France) devraient adopter une approche budgétaire expansionniste, tandis que d'autres (Australie, Corée du Sud et Royaume-Uni) subiront des pressions contractionnelles. Aux États-Unis, des stimulants budgétaires importants ne sont pas attendus avant 2018.

La croissance a ralenti dans les économies émergentes et en développement depuis 2010, mais la décélération a été plus lente en 2016, avec une baisse de seulement 0,1 point de pourcentage par rapport à 2015. Cela vient renforcer les attentes misant sur une rupture de cette tendance l'an prochain. Dans l'état actuel des choses, la majeure partie de la reprise prévue de la croissance mondiale proviendra de l'activité accrue dans ces économies à court et à moyen terme. Cette perspective implique une stabilisation et une reprise chez plusieurs exportateurs de produits de base, le renforcement de la croissance en Inde et un retournement haussier cyclique au Brésil et en Russie. Certains facteurs viendront toutefois partiellement freiner cette tendance,

comme le ralentissement graduel de la Chine, qui poursuit sa transformation vers un modèle de croissance plus durable. Par ailleurs, l'Amérique latine et les Caraïbes sortiront d'une période de croissance négative en 2017. L'amélioration des prix des produits de base restera encore structurellement plus faible que dans le passé récent, ce qui imposera de lents rajustements à la diminution des flux de revenus pour de nombreux exportateurs de produits de base, limitant du même coup leur croissance. Le Mexique et l'Amérique centrale bénéficieront de la vigueur de la reprise américaine, mais les risques politiques pour ces pays pèseront lourd dans la balance. Ailleurs, des conflits et des tensions géopolitiques, tant à l'intérieur qu'à l'étranger, influenceront sur les perspectives de plusieurs pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et de celle de l'Afrique subsaharienne.

TABLEAU 1-1 Croissance du PIB réel (%) dans certaines régions et économies			
Régions (agrégats selon le PPA)	2016	2017	2018
Monde	3,1	3,5	3,6
Économies avancées	1,7	2,0	2,0
Zone euro	1,7	1,7	1,6
Économies en développement	4,1	4,5	4,8
Asie en développement	6,4	6,4	6,4
Pays émergents d'Europe	3,0	3,0	3,3
CEI	0,3	1,7	2,1
Amérique latine et Caraïbes	-0,1	1,1	2,0
Moyen-Orient et Afrique du Nord	3,9	2,6	3,4
Afrique sub-saharienne	1,4	2,6	3,5
Pays (agrégats selon le marché)	2016	2017	2018
Monde	2,4	2,9	3,0
Canada	1,4	1,9	2,0
États-Unis	1,6	2,3	2,5
Royaume-Uni	1,8	2,0	1,5
Japon	1,0	1,2	0,6
France	1,2	1,4	1,6
Allemagne	1,8	1,6	1,5
Italie	0,9	0,8	0,8
Espagne	3,2	2,6	2,1
Chine	6,7	6,6	6,2
Inde	6,8	7,2	7,7
Russie	-0,2	1,4	1,4
Brésil	-3,6	0,2	1,7
Mexique	2,3	1,7	2,0
Nigeria	-1,5	0,8	1,9
Afrique du Sud	0,3	0,8	1,6

Vue d'ensemble et perspectives du commerce mondial

Les exportations de marchandises

Les exportations réelles de marchandises des économies développées ont augmenté de 1,4 p. 100 en 2016, tandis que celles des économies en développement progressaient de 1,3 p. 100. Les exportations en provenance d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale sont celles qui ont le plus augmenté en 2016, soit de 2,0 p. 100, l'Asie suivant derrière avec un gain de 1,8 p. 100. L'Europe a enregistré une bonne croissance (1,4 p. 100), tandis que les exportations réelles de l'Amérique du Nord ont peiné à avancer pour la deuxième année consécutive, enregistrant une croissance de seulement 0,5 p. 100. Les prévisions faites par l'OMC l'an dernier avaient projeté avec justesse une croissance des exportations des pays développés supérieure à celle des pays en développement en 2016; pour 2017, l'organisme prévoit un élargissement de cet écart d'un demi-point de pourcentage, alors que les économies développées verront la croissance de leurs échanges réels doubler. L'expansion globale devrait augmenter d'un point de pourcentage à 2,4 p. 100 en 2017, bien que cette prévision soit entourée d'un intervalle d'incertitude considérable, allant de 1,8 p. 100 à 3,6 p. 100.

En termes nominaux (mesurées en dollars américains), les exportations mondiales de marchandises ont reculé une fois de plus en 2016, cédant 3,3 p. 100 à 15 500 milliards \$É.-U. Les fluctuations substantielles des taux de change ont été le principal responsable, notamment le renforcement du dollar américain⁶.

La baisse de la valeur des exportations mondiales était assez généralisée, affectant la plupart des régions et des grandes économies, mais plus particulièrement les exportateurs de produits de base. La CEI a enregistré une baisse de 16,2 p. 100 de ses exportations, suivie de l'Afrique avec un recul de 11,5 p. 100, et du Moyen-Orient juste derrière avec une diminution de 9,5 p. 100. C'est en Europe que les exportations nominales ont été le moins affectées, fléchissant de seulement 0,3 p. 100. Parmi les grandes économies, la baisse des recettes d'exportation de la Russie est notable, soit 17,5 p. 100. Le repli des exportations a été de 11,0 p. 100 au Royaume-Uni, 7,7 p. 100 en Chine et 4,8 p. 100 au Canada. En revanche, l'Allemagne, l'Italie et le Japon ont vu la valeur de leurs exportations augmenter au cours de l'année.

TABLEAU 1-2
Exportations mondiales de
marchandises, 2016, par région

	Valeur G \$É.-U.	Part (%)	Croissance (%)
Monde	15 464	100,0	-3,3
Amérique du Nord	2 219	14,3	-3,2
États-Unis	1 455	9,4	-3,2
Canada	390	2,5	-4,8
Mexique	374	2,4	-1,8
Amérique du Sud et Amérique centrale	511	3,3	-5,6
Brésil	185	1,2	-3,1
Europe	5 942	38,4	-0,3
UE-28	5 373	34,7	-0,3
Allemagne	1 340	8,7	1,0
France	501	3,2	-0,9
Royaume-Uni	409	2,6	-11,0
Italie	462	3,0	0,9
CEI	419	2,7	-16,2
Russie	282	1,8	-17,5
Afrique	346	2,2	-11,5
Moyen-Orient	766	5,0	-9,5
Asie	5 262	34,0	-3,7
Chine	2 098	13,6	-7,7
Japon	645	4,2	3,2
Inde	264	1,7	-1,3
NEI	1 131	7,3	-3,5

⁶ Selon l'indice du dollar américain pondéré en fonction du commerce publié par la Réserve fédérale des États-Unis, le dollar américain a augmenté de 4,7 p. 100 par rapport au panier des monnaies mondiales en 2016.

Les importations de marchandises

À nouveau en 2016, les importations réelles de marchandises des pays en développement ont à peine augmenté (0,2 p. 100). Une forte baisse de 3 p. 100 au premier trimestre de l'année (11,6 p. 100 sur une base annuelle) est à l'origine de ce résultat. Même si la croissance a repris au deuxième trimestre, le reste de l'année a été consacré à récupérer les pertes initiales. Les principales causes ont été le ralentissement continu du boom de l'investissement en Asie, aggravé par les turbulences financières survenues en Chine au premier trimestre et la consolidation des soldes commerciaux des exportateurs de produits de base, dont les recettes d'exportation ont connu récemment un déclin structurel.

Pendant ce temps, la croissance des importations réelles des économies développées a ralenti à 2,0 p. 100 en 2016. L'Europe arrive en tête des régions avec un taux de 3,1 p. 100, tandis que les importations en Asie ont progressé de 2,0 p. 100. Les importations de l'Amérique du Nord ont essentiellement fait du sur-place, tandis que les importations réelles de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud étaient fortement en recul, soit de 8,7 p. 100. Les importations réelles de l'Afrique, de la CEI et du Moyen-Orient ont également diminué (perte de 2,4 p. 100). Ces replis devraient s'inverser en 2017.

En termes nominaux, les importations mondiales de marchandises ont régressé de 3,2 p. 100 sur l'année, à 15,8 milliards \$É.-U. Tout comme dans le cas des exportations, les taux de change ont été le plus important facteur, en particulier la vigueur du dollar américain. En valeur, les importations ont diminué dans toutes les régions, à l'exception de l'Europe, qui a enregistré une faible croissance de 0,2 p. 100. Ailleurs, la CEI a affiché la baisse la plus modeste, soit 2,6 p. 100, suivie de près par l'Amérique du Nord, dont les importations ont fléchi de 2,9 p. 100.

La valeur des importations a reculé plus fortement en Asie, cédant 4,7 p. 100. Le Moyen-Orient suit avec une baisse de 7,2 p. 100, et l'Afrique, avec une perte de 9,5 p. 100. Les importations en Amérique centrale et en Amérique du Sud ont reculé de 14,5 p. 100, la deuxième baisse d'affilée.

Parmi les grandes économies, c'est au Brésil que la valeur des importations a chuté le plus en 2016, soit de 19,8 p. 100. Les importations des pays asiatiques ont aussi connu de fortes baisses : l'Inde, de 8,6 p. 100, le Japon, de 6,3 p. 100, et la Chine, de 5,5 p. 100. La valeur combinée des importations des NIE a également reculé de 5,8 p. 100. Pour leur part, les États-Unis ont importé 2,8 p. 100 de moins en 2016, tandis que les importations ont augmenté légèrement en Allemagne et sensiblement au Royaume-Uni (hausse de 1,5 p. 100).

L'Europe est demeurée au premier rang des régions importatrices, avec 37,5 p. 100 des échanges mondiaux. Les importations de l'Asie représentent 30,3 p. 100. Ensemble, ces deux régions importent les deux tiers des marchandises dans le monde. La part de l'Amérique du Nord se situe à un peu moins de 20 p. 100, tandis que l'Afrique, la CEI et le Moyen-Orient représentent collectivement environ 10 p. 100 des importations mondiales.

TABLEAU 1-3 Importations mondiales de marchandises, 2016, par région			
	Valeur G \$É.-U.	Part (%)	Croissance (%)
Monde	15 799	100,0	-3,2
Amérique du Nord	3 067	19,4	-2,9
États-Unis	2 251	14,2	-2,8
Canada	417	2,6	-4,5
Mexique	398	2,5	-1,9
Amérique du Sud et Amérique centrale	533	3,4	-14,5
Brésil	143	0,9	-19,8
Europe	5 920	37,5	0,2
UE-28	5 330	33,7	0,1
Allemagne	1 055	6,7	0,3
France	573	3,6	-0,1
Royaume-Uni	636	4,0	1,5
Italie	404	2,6	-1,6
CEI	333	2,1	-2,6
Russie	191	1,2	-0,8
Afrique	501	3,2	-9,5
Moyen-Orient	665	4,2	-7,2
Asie	4 781	30,3	-4,7
Chine	1 587	10,0	-5,5
Japon	607	3,8	-6,3
Inde	359	2,3	-8,6
NEI	1 041	6,6	-5,8

Les exportations de services

En contraste avec la baisse significative de la valeur des exportations de marchandises, la valeur des exportations mondiales de services (mesurée en dollars américains) est demeurée essentiellement inchangée en 2016, gagnant 0,1 p. 100 pour atteindre 4 800 milliards \$É.-U. Ce bilan fait suite à une baisse de 5,5 p. 100 en 2015. Les services liés aux biens⁷ ont inscrit la plus forte avance de toutes les catégories, avec un gain en valeur de 2,1 p. 100, suivis des exportations de services de voyage, en hausse de 1,8 p. 100 et des exportations de services commerciaux qui ont avancé de 0,9 p. 100. Toutefois, ces gains ont été compensés par une diminution de 4,7 p. 100 des exportations de services de transport.

Au niveau régional, l'Asie a enregistré la plus forte augmentation des exportations de services, soit 0,9 p. 100. Ce chiffre dissimule une forte disparité entre les pays de la région : les exportations de l'Inde ont progressé de 3,5 p. 100, et celles du Japon, de 6,5 p. 100; en revanche, les exportations chinoises ont reculé de 4,3 p. 100. L'Amérique du Nord a aussi enregistré une légère augmentation de ses exportations de services, soit 0,5 p. 100, le Mexique inscrivant le plus fort taux de croissance, à 5,3 p. 100, et les États-Unis, le plus modeste (0,3 p. 100). Les exportations de services du Canada ont augmenté de 1,3 p. 100⁸. Les exportations de services de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud sont demeurées pratiquement inchangées, le repli de 1,3 p. 100 observé au Brésil ayant été compensé par la croissance enregistrée dans d'autres pays.

L'Europe n'a connu qu'une légère baisse de 0,3 p. 100 de ses exportations de services, en dépit d'une croissance de 2,8 p. 100 en Allemagne. Les exportations de services du Royaume-Uni ont régressé de 5,2 p. 100, et celles de la France ont ralenti de 2,5 p. 100. Collectivement, les exportations de l'Afrique, du Moyen-Orient et de la CEI ont fléchi de 0,6 p. 100. L'Égypte s'est distinguée par une chute de 23,3 p. 100 de ses exportations de services.

L'Europe est demeurée le principal fournisseur mondial de services, accaparant 47,1 p. 100 de la valeur globale des services exportés, ce qui est principalement attribuable aux échanges intracommunautaires de services. L'Asie arrive au second rang, avec un peu plus du quart des exportations mondiales (1 200 milliards \$É.-U.), suivie de l'Amérique du Nord à 800 milliards \$É.-U., ce qui représente 17,6 p. 100 des exportations mondiales de services en 2016.

TABLEAU 1-4
Exportations mondiales de services,
2016, par région

	Valeur G \$É.-U.	Part (%)	Croissance (%)
Monde	4 770	100,0	0,1
Amérique du Nord	840	17,6	0,5
États-Unis	733	15,4	0,3
Canada	80	1,7	1,3
Mexique	24	0,5	5,3
Amérique du Sud et Amérique centrale	140	2,9	-0,1
Brésil	33	0,7	-1,3
Europe	2 245	47,1	-0,3
UE-28	2 010	42,1	0,2
Allemagne	267	5,6	2,8
Royaume-Uni	329	6,9	-5,2
France	235	4,9	-2,5
Pays-Bas	174	3,8	-1,0
Asie	1 215	25,5	0,9
Chine	207	4,3	-4,3
Japon	169	3,5	6,5
Inde	161	3,4	3,5
NEI	380	8,0	-2,3
Autres régions	330	6,9	-0,6
Russie	49	1,0	-3,3
Égypte	14	0,3	-23,3
Afrique du Sud	14	0,3	-4,9
Émirats arabes unis	26	0,5	-

⁷ Les « services liés aux biens » sont une catégorie agrégée de services de l'OMC qui comprend les services de fabrication sur des intrants physiques appartenant à d'autres et les services d'entretien et de réparation.

⁸ Mesurées en dollars américains. Mesurées en dollars canadiens, les exportations de services du Canada ont augmenté de 4,8 p. 100.

Les importations de services

La valeur totale des importations mondiales de services a augmenté de 0,5 p. 100 pour s'établir à 4 600 milliards dollars en 2016. Les importations de services ont avancé de 2,6 p. 100 en Asie, de 2,2 p. 100 en Amérique du Nord et de 1,1 p. 100 en Europe. L'Amérique centrale et l'Amérique du Sud ont vu leurs importations de services régresser de 4,8 p. 100 par rapport à l'année précédente, alors que les importations combinées de l'Afrique, du Moyen-Orient et de la CEI étaient en baisse de 7,4 p. 100.

Les résultats enregistrés en Amérique du Nord ont à nouveau été influencés par la solide performance des États-Unis, dont les importations de services ont augmenté

de 3,2 p. 100. Les importations de services au Canada ont diminué de 1,7 p. 100⁹, tandis que celles du Mexique étaient stationnaires. En Asie, les grandes économies (Chine, Japon, et surtout l'Inde) ont affiché une performance plus robuste que la moyenne, mais la croissance régionale a été freinée par la stagnation des importations de services des ÉNI.

Le Brésil est à l'origine de la baisse des importations de services en Amérique centrale et en Amérique du Sud, ses importations reculant de 10,8 p. 100. En Europe, l'Allemagne et la France ont consommé plus d'importations de services, alors que les importations de services au Royaume-Uni ont diminué considérablement (baisse de 8,9 p. 100). Ailleurs, les importations de services de la Russie ont régressé de 16,4 p. 100, tandis que les importations en Égypte et en Afrique du Sud diminuaient également (de 3,3 p. 100 et 3,7 p. 100, respectivement).

L'Europe est demeurée le plus grand importateur de services, avec 42,1 p. 100 des importations mondiales en 2016, suivie de l'Asie avec 30,5 p. 100. La part des importations allant en Amérique du Nord atteignait 13,1 p. 100, tandis que la part combinée de l'Afrique, du Moyen-Orient et de la CEI s'établissait à 10,5 p. 100 du total.

TABLEAU 1-5
Importations mondiales de services,
2016, par région

	Valeur G \$É.-U.	Part (%)	Croissance (%)
Monde	4 645	100,0	0,5
Amérique du Nord	610	13,1	2,2
États-Unis	482	10,4	3,2
Canada	97	2,1	-1,7
Mexique	29	0,6	0,0
Amérique du Sud et Amérique centrale	165	3,6	-4,8
Brésil	61	1,3	-10,8
Europe	1 955	42,1	1,1
UE-28	1 767	38,0	1,1
Allemagne	304	6,5	2,2
Royaume-Uni	191	4,1	-8,9
France	235	5,1	1,5
Pays-Bas	165	3,6	-1,7
Asie	1 415	30,5	2,6
Chine	449	9,7	3,7
Japon	181	3,9	3,6
Inde	133	2,9	8,4
NEI	390	8,4	0,0
Autres régions	500	10,5	-7,4
Russie	73	1,5	-16,4
Égypte	16	0,3	-3,3
Afrique du Sud	15	0,3	-3,7
Émirats arabes unis	66	1,4	-

⁹ Mesurées en dollars américains. Mesurées en dollars canadiens, les importations de services au Canada ont progressé de 2,0 p. 100.

CHAPITRE 2 | Évolution de l'économie et du commerce - tour d'horizon des régions et des pays

Évolution de l'économie et du commerce - tour d'horizon des régions et des pays

Bien que la perspective économique mondiale se soit sensiblement améliorée au cours du deuxième semestre de 2016, la croissance économique sur l'ensemble de l'année a été inférieure aux prévisions. Les données révisées montrent que le PIB mondial, rajusté sur la base de la PPA¹, a augmenté de 3,5 p. 100 en 2014, puis a ralenti à 3,4 p. 100 en 2015 avant de se replier à 3,1 p. 100 en 2016. Il y a eu de nombreuses perturbations de l'activité économique et financière normale au cours de la première moitié de 2016, notamment des conditions financières vulnérables dans les marchés émergents, l'incertitude quant aux perspectives à court terme de la Chine et les conséquences du vote au Royaume-Uni en faveur du retrait de l'Union européenne (le « Brexit »). La croissance globale a ainsi été estimée à 2,9 p. 100 au premier semestre de 2016.

L'activité a été léthargique durant les deux premiers trimestres aux États-Unis et dans plusieurs autres économies avancées. Au début du second semestre, la croissance s'est considérablement renforcée dans les économies avancées. La réaction du marché face au Brexit a été contenue et les pires craintes à court terme ne se sont pas matérialisées; également, la réponse des marchés aux résultats de l'élection américaine de novembre a généralement été positive. À l'échelle mondiale, l'activité, le commerce et l'investissement dans le secteur manufacturier ont tous profité d'un rebond cyclique grâce à une robustesse accrue des facteurs fondamentaux et à la plus grande confiance des entreprises et des consommateurs. Dans l'ensemble, la croissance des économies avancées a été inférieure au taux de 2 p. 100 enregistré en 2014 et dépassé en 2015. À seulement 1,7 p. 100, elle était néanmoins supérieure aux prévisions de mi-année, et elle devrait remonter à 2,0 p. 100 en 2017 et 2018.

La croissance des économies en développement et émergentes a également fluctué tout au long de l'année en raison des facteurs mentionnés. La bonne nouvelle pour les exportateurs de produits de base de ces économies est que les prix de ces produits ont cessé de fléchir au début de l'année 2016, puis ont commencé à se raffermir. Selon le FMI, les prix du pétrole ont gagné 50 p. 100, à 45 \$É.-U. le baril, entre janvier et août 2016 et ont encore augmenté de 20 p. 100 jusqu'en février 2017; les prix du charbon ont suivi une trajectoire semblable, tandis que les prix des principaux produits de base autres que les carburants ont aussi progressé au cours du second semestre de 2016. La mauvaise nouvelle est qu'il faudra du temps à la plupart de ces économies pour s'adapter à ces nouveaux niveaux de prix, rétablir leurs bilans éprouvés et normaliser leur situation macroéconomique. Ainsi, la croissance annuelle des économies en développement et émergentes a globalement diminué pour la sixième année consécutive. La croissance de l'activité a ralenti de 5,1 p. 100 en 2013, à 4,7 p. 100 en 2014, à 4,2 p. 100 en 2015 et à 4,1 p. 100 en 2016. La décélération de l'année dernière a été plus modeste que celles enregistrées précédemment, et les conditions sont propices à une reprise des échanges et des investissements en 2017 et au-delà, en particulier si les risques géopolitiques et locaux demeurent contenus. Les perspectives de la Chine semblent à nouveau favorables, le Brésil et la Russie sortent de la récession et les monnaies relativement affaiblies de nombreux pays auront un effet globalement stimulant sur les exportations. La croissance devrait atteindre 4,5 p. 100 en 2017 et 4,8 p. 100 en 2018.

Les problèmes de politique économique auxquels sont confrontées les différentes économies deviennent plus similaires avec la mondialisation. Dans presque tous les pays, les autorités sont mises au défi par les forces intérieures de concevoir de meilleures solutions à leurs problèmes économiques, d'assurer des conditions stables sur le marché intérieur, de repérer des domaines d'investissement sûrs et prometteurs, d'augmenter la productivité, d'améliorer la répartition des revenus, de régler les problèmes

¹ Tous les chiffres sur la croissance globale des groupes et des régions présentés dans ce chapitre sont établis sur la base de la PPA puisque les données du PIB sur la base des taux de change du marché ne sont pas disponibles auprès du FMI.

d'infrastructure tout en tenant compte des questions de justice sociale dans ce processus. Faillir à l'une de ces tâches pourrait facilement avoir des conséquences politiques, aussi bien dans les économies en développement que dans les pays émergents. Jongler avec toutes ces priorités avec un ensemble limité d'outils économiques et dans un horizon temporel incertain, tout en luttant contre l'effet de ralentissement lié au vieillissement de la population, l'instabilité financière et politique et l'incertitude croissante est certes difficile. Mais, par le passé, on a cru que les solides traditions de gouvernance mettaient les pays démocratiques avancés à l'abri de toute influence substantielle des mouvements politiques sur l'économie. Cette conviction ne tient plus, augmentant les risques inhérents au système économique mondial et exposant éventuellement le prochain bastion de la gouvernance – les institutions internationales – à des perturbations.

Devant ce bilan, les régions clés pour la politique commerciale du Canada pourraient devenir plus fluides dans les années à venir. Si certaines constantes demeurent, telles que l'importance primordiale des États-Unis pour l'économie et les échanges commerciaux du Canada, d'autres pays et régions pourraient occuper une plus large place selon leur capacité à saisir les possibilités qu'offre l'économie mondiale moderne. Au cours des prochaines années, les marchés de consommation bien établis et structurés de la zone euro devraient retenir davantage l'attention des exportateurs canadiens alors que progresse la mise en œuvre prévue de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne. La proximité et l'engagement avec l'Amérique latine et les Caraïbes (en particulier le Mexique) en font également une région prioritaire, compte tenu notamment des obstacles potentiels dans leurs relations économiques avec les États-Unis. Simultanément, l'Asie émergente demeure un leader mondial de la croissance, la Chine et l'Inde étant encore des terres d'opportunité sans précédent; les négociations commerciales avec la Chine constituent une étape importante pour pouvoir profiter de ces occasions. Le présent chapitre donne un bref aperçu des facettes les plus importantes de l'évolution économique et commerciale de ces pays et régions.

L'économie des États-Unis a ralenti durant la première moitié de 2016 et elle a perdu la position de tête de la croissance économique au sein du G7 qu'elle avait acquise en 2015. Cependant, la dynamique positive qui a animé la seconde moitié de l'année laisse entrevoir une performance beaucoup plus forte en 2017, et celle-ci semble bien placée pour retrouver l'avantage sur le plan de la croissance parmi les grandes économies avancées. Bien que la croissance du PIB pour l'année 2016 ait ralenti d'un point de pourcentage, les bonnes nouvelles émanant du marché du travail et des marchés boursiers ont étayé la conjoncture économique, qui peut également s'attendre à profiter d'une éventuelle stimulation budgétaire annoncée par la nouvelle administration. Les États-Unis demeurent le principal réservoir de la croissance des économies avancées – ce qui est doublement le cas pour le Canada qui compte sur son immense marché pour environ les trois quarts de ses exportations de biens et de services. Les États-Unis devraient prendre la tête des grandes économies avancées au chapitre de la croissance en 2017 et 2018, grâce à la reprise cyclique de l'accumulation des stocks, à une forte croissance de la consommation des ménages et, éventuellement, à des mesures de stimulation budgétaire. Dans un contexte marqué par la confiance des entreprises et la vigueur des marchés financiers, les prix intègrent déjà le penchant plus favorable de la nouvelle administration pour les entreprises; toutefois, le vieillissement de la population et la faiblesse de la croissance de la productivité imposent une limite à ce qui peut être réalisé à long terme. Les relations du Canada avec les États-Unis demeureront solides dans l'avenir, car les liens économiques entre les deux pays ont une importance vitale pour des millions de gens; toutefois, on doit s'attendre à ce que le partenariat en matière de commerce et d'investissement en Amérique du Nord évolue jusqu'à un certain point sous l'actuelle présidence, les deux partenaires étant disposés à retirer davantage de bénéfices de leur relation.

L'économie chinoise a poursuivi la transition sans précédent qu'elle a amorcée pour passer d'une croissance axée sur l'investissement à une croissance axée sur le marché intérieur. Le gouvernement reste déterminé à atteindre ses objectifs et il

déploie successivement plus d'instruments et de mécanismes de soutien pour y parvenir. Cependant, l'impact de certaines de ces mesures reste à vérifier. Régler le problème du surendettement des entreprises demeure un défi considérable et pourrait nécessiter un ralentissement plus marqué au cours des prochaines années. En attendant, les exportations réelles de biens et de services ont repris le sentier de la croissance en 2016, bien que l'augmentation des importations ait été beaucoup plus rapide; l'inflation et le chômage sont stables et les plans du pays en matière économique conservent la confiance des marchés.

L'économie du Mexique a commencé à ralentir après deux années de forte croissance, le PIB réel progressant à un rythme de 2,3 p. 100 en 2016. Le rôle commercial du Mexique au sein de l'ALENA continue de progresser et ce pays est devenu un fournisseur clé du Canada dans les secteurs de l'automobile, des machines électriques et électroniques et des machines mécaniques. Le Mexique est la troisième plus importante source d'importations au Canada, fournissant autant de marchandises que l'Allemagne et le Japon réunis. Cependant, les perspectives à court terme sont assombries au moment où l'incertitude qui plane sur les relations de ce pays avec les États-Unis a provoqué un ralentissement de l'investissement et de la consommation; la croissance devrait décélérer considérablement en 2017. Cette situation représente une occasion pour les entreprises canadiennes et les initiatives gouvernementales; le Mexique a déjà commencé à explorer des moyens de resserrer ses contacts avec ses autres grands partenaires, dont la Chine.

La croissance économique de la zone euro s'est stabilisée juste en-dessous de 2 p. 100 et devrait se maintenir à ce niveau à court terme. La politique dans la zone euro demeure plus propice à la croissance qu'au cours de la période 2010-2013 et, jusqu'à mai 2017, certains des risques électoraux les plus sérieux ont été évités avec succès (comme aux Pays-Bas et en France). Alors que son aînée, l'union politique (l'UE), a été ébranlée en 2016, l'union monétaire a montré une unité d'objectifs et de perspectives beaucoup plus grande face à divers défis, tels que la migration et la sécurité. Malgré les risques et les manchettes, l'expertise et la confiance que possèdent les pays d'Europe continentale restent très importants et, avec un appui fiscal et monétaire solide et une croissance stable chez ses partenaires commerciaux, la zone euro pourrait ressortir encore plus forte de ce passage difficile. Historiquement, une grande partie du commerce et de l'investissement du Canada a été liée à la zone euro, où ses racines puisent dans des normes, des valeurs et une histoire communes. La mise en œuvre prévue de l'AECG va de nouveau faire passer la zone euro à l'avant-garde de la politique commerciale du Canada, ouvrant des possibilités pour les entreprises et les consommateurs canadiens. Cela est particulièrement important à l'ère de la commercialisation croissante des services, car l'Europe est le plus important centre au chapitre des services dans le monde.

Les pays d'Asie émergente sont économiquement attrayants, diversifiés et adaptables, et constituent une région clé pour l'expansion des activités commerciales du Canada. De vastes plateformes d'exportation dans des domaines tels que les machines électriques et électroniques (la Malaisie, la Thaïlande et, de plus en plus, le Vietnam), les services (l'Inde) et les vêtements (le Vietnam et le Bangladesh) continuent de prendre de l'expansion. L'Asie émergente est la région qui a connu la plus forte croissance dans le monde et ses perspectives d'avenir demeurent excellentes. Le Canada a franchi une importante étape en vue de renforcer ses liens avec cette région en entamant des pourparlers exploratoires sur un éventuel accord de libre-échange avec la Chine, ce qui a ouvert une voie cruciale dans cette région qui favorise d'autres accords également. La Chine continue de dominer la région en raison de la taille même de son économie en expansion, mais son taux de croissance a récemment été dépassé par celui de l'Inde, un pays beaucoup plus pauvre.

Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) sont des voisins du Canada dans l'hémisphère américain et demeurent prioritaires sur le plan de la politique commerciale. Au cours des prochaines années, les risques possibles qui se poseront dans les relations entre l'ALC et les États-Unis sur les questions de commerce et de migration offrent au

Canada une bonne occasion d'étendre son empreinte commerciale dans ces pays – ce que d'autres pays, comme la Chine, sont prêts à faire. Le Mexique est l'un des principaux partenaires du Canada dans cette région, sa vaste économie s'aligne toujours plus étroitement sur celles de ses partenaires de l'ALENA en s'intégrant à leurs chaînes de valeur. La renégociation éventuelle de l'ALENA ne devrait pas reléguer à l'arrière-plan l'opportunité d'adapter l'accord en vue de créer des liens économiques encore plus étroits entre les deux pays, dans leur intérêt mutuel. Plusieurs accords de libre-échange et de protection de l'investissement ont été signés avec les pays de l'ALC au cours de la dernière décennie, et des pays tels que le Chili, le Pérou et la Colombie sont devenus d'importants fournisseurs d'entreprises canadiennes. Les perspectives à long terme pour la région demeurent favorables.

Tour d'horizon des pays

Les États-Unis

La croissance économique des États-Unis a diminué d'un point de pourcentage en 2016, à 1,6 p. 100 contre 2,6 p. 100 en 2015. La croissance du PIB réel reflète principalement les contributions positives des dépenses des ménages, de l'investissement en capital fixe résidentiel, et des dépenses des États et des administrations locales. Les dépenses du gouvernement fédéral ont également fait un apport positif. Ces contributions ont été partiellement compensées par le recul de l'investissement privé dans les stocks et de l'investissement en capital fixe non résidentiel. Par rapport à l'année précédente, la décélération traduisait des reculs de l'investissement privé dans les stocks et de l'investissement en capital fixe non résidentiel, ainsi que des ralentissements dans les dépenses des ménages, de l'investissement en capital fixe résidentiel et des dépenses des États et des administrations locales. Cette décélération a toutefois été amortie par une décélération des importations et une accélération des dépenses du gouvernement fédéral et des exportations.

Les dépenses des ménages ont augmenté de 2,7 p. 100 en 2016, ce qui représente une décélération par rapport au taux de 3,2 p. 100 observé en 2015, mais elles ont néanmoins fait une contribution de 1,9 point de pourcentage au taux de croissance global de 1,6 p. 100 (ce qui signifie que l'impact combiné de toutes les autres sources a été négatif). Les dépenses en biens et services ont ralenti, mais la décélération a été relativement plus marquée pour les services. Les dépenses en biens non durables ont le mieux résisté, progressant à un taux d'un cran seulement inférieur à celui de l'année précédente. La croissance de l'investissement en capital fixe des entreprises a considérablement ralenti, passant de 4,0 p. 100 en 2015 à seulement 0,7 p. 100 en 2016. L'investissement résidentiel (recul de la croissance de

TABEAU 2-1
PIB réel des États-Unis et mesures connexes

	Part en dollars courants (%)	Croissance par rapport à l'année précédente (%)		Contribution au changement en pourcentage du PIB réel (point de pourcentage)	
	2016	2015	2016	2015	2016
Produit intérieur brut	100	2,6	1,6	2,6	1,6
Dépenses des ménages	69,2	3,2	2,7	2,16	1,86
Biens	24,0	4,0	3,6	0,91	0,79
Biens durables	9,5	6,9	5,8	0,51	0,42
Biens non durables	15,0	2,6	2,5	0,40	0,36
Services	44,9	2,8	2,3	1,26	1,08
Investissement en capital fixe des entreprises	16,7	4,0	0,7	0,65	0,11
Résidentiel	3,6	11,7	4,9	0,39	0,18
Non résidentiel	13,1	2,1	-0,5	0,27	-0,07
Structures	2,6	-4,4	-2,9	-0,13	-0,08
Machines et matériel	6,3	3,6	-2,9	0,21	-0,17
Produits de propriété intellectuelle	4,3	4,8	4,7	0,19	0,19
Investissement dans les stocks	0,1	45,6	-73,8	0,17	-0,37
Exportations nettes de biens et services	-3,4	26,8	4,3	-0,71	-0,13
Exportations	12,8	0,1	0,4	0,01	0,04
Biens	8,7	-0,6	0,6	-0,06	0,05
Services	4,1	1,6	-0,1	0,07	0,00
Moins les importations	16,2	4,6	1,2	-0,73	-0,17
Biens	13,3	4,9	0,7	-0,65	-0,09
Services	2,9	2,9	3,1	-0,08	-0,08
Dépenses et investissement brut des gouvernements	17,4	1,8	0,8	0,32	0,14
Fédéral	6,7	0,0	0,6	0,00	0,04
États et administrations locales	10,7	2,9	0,9	0,32	0,10

11,7 p. 100 en 2015 à 4,9 p. 100 en 2016) et l'investissement non résidentiel (baisse de la croissance de 2,1 p. 100 en 2015 à 0,5 p. 100 en 2016) sont tous deux à l'origine de ce piètre bilan. Dans le dernier cas, le repli s'explique par le recul de l'investissement dans les structures (de 4,4 p. 100 en 2015 à 2,9 p. 100 en 2016) ainsi que la diminution de l'investissement en machines et matériel (baisse de 2,9 p. 100 en 2016), tandis que l'investissement non physique (produits de la propriété intellectuelle) a fortement progressé, à un taux s'approchant de celui de l'année précédente (gain de 4,7 p. 100 en 2016). En conséquence, l'investissement en capital fixe des entreprises a contribué 0,1 point de pourcentage à la croissance du PIB, en baisse sur le taux de 0,7 point de pourcentage observé l'année précédente.

La contribution à la croissance du PIB provenant des exportations nettes a encore une fois été négative (baisse de 0,1 point de pourcentage), mais beaucoup moins qu'en 2015. La croissance des exportations a légèrement progressé, à 0,4 p. 100, en raison de la hausse des exportations de biens, tandis que la croissance des importations ralentissait, de 4,6 p. 100 en 2015 à 1,2 p. 100 en 2016. La contribution à la croissance provenant des dépenses des États et des administrations locales est demeurée positive, mais faible par rapport à 2015, alors que la contribution du gouvernement fédéral a été encore plus mince.

Comme lors de nombreuses années antérieures, la faiblesse du premier trimestre s'est répétée en 2016, l'économie ne progressant que de 0,8 p. 100. Une baisse des stocks a plafonné la croissance à 1,4 p. 100 au second trimestre. Au troisième trimestre, l'économie a repris de l'allant et atteint les 3,5 p. 100, les dépenses des consommateurs, les échanges commerciaux et les investissements commerciaux s'affichant en forte hausse. La croissance a ensuite ralenti à 2,1 p. 100 au dernier trimestre de l'année. Dans l'ensemble, les données sur les États-Unis montrent une forte reprise au second semestre, la plupart des indicateurs cycliques étant prometteurs pour l'expansion de la fabrication, du commerce et de l'investissement en 2017. Les indicateurs du marché du travail demeurent solides, le taux de chômage étant descendu à 4,7 p. 100 à la fin de 2016. Le dernier rapport sur l'emploi de 2016 a également marqué 75 mois consécutifs de croissance à ce chapitre, alors que plus de deux millions d'emplois ont été créés au cours de l'année. Au début de 2017, les données sur le travail indiquent que le plein emploi est à portée de main dans l'économie américaine. Le FMI s'attend à ce que la croissance du PIB atteigne 2,3 p. 100 en 2017, puis 2,5 p. 100 en 2018.

Les exportations de biens du Canada vers les États-Unis ont diminué de 1,2 p. 100 en 2016, soit un peu plus rapidement que la baisse globale de l'ensemble des exportations de biens du Canada. La croissance des importations provenant des États-Unis a également diminué de 0,9 p. 100, soit plus rapidement que le taux global de déclin des importations de 0,1 p. 100². En revanche, les exportations de services aux États-Unis ont augmenté de 4,5 p. 100, tandis que les importations de services provenant de ce pays progressaient de 2,1 p. 100. Les cinq principales catégories de produits d'exportation du Canada chez son voisin du sud ont été les produits de l'automobile, les combustibles et huile minéraux, les machines mécaniques, les plastiques, et le bois et les articles en bois; les cinq principales importations ont été les produits de l'automobile, les machines mécaniques, les combustibles et huile minéraux, les machines et le matériel électriques, et les plastiques.

La Chine

En 2016, l'économie chinoise a poursuivi sur le sentier d'une légère décélération de la croissance gérée, avec un taux final de 6,7 p. 100 (0,2 point de pourcentage de moins qu'en 2015 et 0,6 point de pourcentage de moins qu'en 2014). Encore une fois, la planification globale de l'important revirement de la Chine et son contrôle opérationnel par le gouvernement ont réussi à conserver la confiance des marchés, mais pas en tout temps. Au début de 2016, certaines questions ont surgi au sujet des changements survenus dans la gestion du taux de change de la Chine, ce qui a provoqué des poussées occasionnelles d'aversion au risque visant les marchés émergents en général. Cependant, une plus grande

² Tous les chiffres sur la croissance dans ce paragraphe sont calculés en dollars canadiens.

transparence et une meilleure communication de la part de la Chine au sujet de ses objectifs stratégiques clés ont permis de dissiper ces craintes et ces doutes réservés sur le dynamisme sous-jacent de l'économie. Cependant, le gouvernement chinois porte un fardeau annuel plus lourd : selon l'Economist Intelligence Unit (EIU), les réformes fiscales en cours et l'augmentation du soutien budgétaire du gouvernement à l'économie ont accru le déficit budgétaire à 3,8 p. 100 du PIB nominal en 2016, et les projections laissent entrevoir une hausse à 4,2 p. 100 du PIB en 2017.

Les données du FMI montrent que les exportations réelles de biens et services de la Chine ont augmenté de 1,1 p. 100 en 2016 (après une contraction de 2,2 p. 100 en 2015). Une expansion plus substantielle est survenue dans la croissance réelle des importations, atteignant un rythme de 4,9 p. 100, après avoir fléchi de 0,5 p. 100 en 2015. Les dépenses générales des gouvernements ont augmenté de 31,3 p. 100 en 2015 à 32,0 p. 100 en 2016, et le solde du compte courant est passé de 2,7 p. 100 du PIB en 2015 à 1,8 p. 100 du PIB en 2016. L'inflation s'est redressée à 2,0 p. 100, avec un taux de chômage déclaré de 4,0 p. 100.

De façon générale, les progrès de la réorientation de l'économie chinoise vers une croissance plus durable, axée sur la consommation plutôt que sur l'investissement, sont conformes aux objectifs, mais il pourrait y avoir des passages difficiles dans l'avenir. On estime que la croissance de la consommation privée réelle, qui avait atteint 8,2 p. 100 en 2014 et 8,0 p. 100 en 2015, a ralenti à seulement 5,6 p. 100 en 2016. La décélération des investissements, facteur principal de ce ralentissement, a poursuivi sa descente, le taux de croissance passant de 6,9 p. 100 en 2015 à seulement 3,6 p. 100 en 2016³. Selon le FMI, la cadence de l'économie chinoise devrait continuer à ralentir à moyen terme – à 6,6 p. 100 en 2017 et à 6,2 p. 100 en 2018. Pour sa part, l'EIU annonce un atterrissage beaucoup plus difficile : 6,2 p. 100 en 2017 et 4,2 p. 100 en 2018-2019. En l'occurrence, ce serait un ralentissement contrôlé pour freiner la croissance excessive du crédit et contenir la dette des entreprises, dont une grande partie est jugée comme étant risquée; la plus grande partie de l'impact de ce ralentissement se produirait du côté de l'investissement. La croissance devrait rebondir à environ 5 p. 100 par la suite. Il y a des risques considérables liés à ces prévisions, à la hausse comme à la baisse; dans ce dernier cas, ils découlent principalement de l'incertitude entourant les politiques américaines envers la Chine.

Les exportations canadiennes de marchandises en Chine ont augmenté de 4,0 p. 100 en 2016, après une croissance similaire en 2015. Pendant ce temps, les importations canadiennes de biens en provenance de la Chine ont reculé de 3,5 p. 100, ce qui a permis de corriger en partie le déséquilibre bilatéral dans les échanges. La Chine reste le deuxième partenaire commercial du Canada. En 2016, les principaux produits d'exportation du Canada en Chine ont été la pâte de bois, les graines oléagineuses et les plantes diverses, le bois et les articles en bois, les minerais, et les produits de l'automobile. Les principaux produits importés par le Canada de la Chine étaient les machines électriques et électroniques, les machines mécaniques, les meubles, les jouets et le matériel de sport, et les articles vestimentaires.

Le Mexique

Après deux années de bonne croissance du PIB – 2,3 p. 100 en 2014 et 2,6 p. 100 en 2015 – l'économie du Mexique a amorcé une trajectoire descendante en 2016. Le PIB réel a crû de 2,3 p. 100, alors que l'agriculture a progressé de 4,1 p. 100, suivie des services à 3,4 p. 100. La consommation privée a été robuste en 2016 en raison de la vigueur du dollar américain, une année record pour les transferts de fonds; cependant, l'investissement fixe brut a stagné, avec une progression de 0,4 p. 100 sur l'année. Les exportations réelles ont continué de croître en 2016, mais à un rythme modeste de 1,2 p. 100, tandis que les importations réelles ont augmenté de 1,1 p. 100. Le déficit du compte courant s'est refermé à 2,7 p. 100 du PIB, en baisse par rapport au niveau de 2,9 p. 100 enregistré en 2015. L'inflation a avancé légèrement en 2016, soit à 2,8 p. 100, tandis que le taux de

³ Les chiffres de 2016 pour la Chine sont des estimations fournies par le prévisionniste IHS Global Insight.

chômage reculait à 4,2 p. 100. Le peso a continué de se déprécier par rapport au dollar américain, passant de 14 pesos/\$ en janvier 2015 à 21 pesos/\$ en janvier 2017, pour toucher un creux suscité par les craintes qui ont suivi les élections américaines, duquel il est ensuite remonté.

Le Mexique est sans doute le pays le plus à risque au lendemain des élections américaines de novembre 2016. Ce pays dépend encore plus du commerce avec les États-Unis que le Canada et sa dépendance est beaucoup plus grande aux postes de l'investissement, des transferts de fonds et des flux humains transfrontières. Dans le sillage des élections américaines, la confiance des consommateurs a atteint un creux historique en janvier 2017. En outre, un mécontentement intérieur considérable au sujet de la réforme des subventions énergétiques qui a fait monter les prix du pétrole sur le marché intérieur menace de freiner la demande des consommateurs. Bien que certaines mesures aient été prises pour rétablir la confiance du public, l'incertitude quant aux relations futures entre les États-Unis et le Mexique devrait à nouveau être une source de volatilité au cours de l'année 2017.

Les projections à court terme pour l'économie mexicaine font voir une décélération de la croissance à 1,7 p. 100 en 2017 (selon le FMI), ou un net ralentissement à un taux de croissance de 1,2 p. 100 (selon l'EIU). Les perspectives limitées de l'investissement et de la consommation en présence de conditions financières plus strictes et d'une incertitude croissante venant du Nord surpassent les avantages liés à la proximité du marché américain. La plupart des risques sont associés à la politique des États-Unis, où des barrières commerciales punitives ou une taxe d'ajustement à la frontière sont évoquées. Le climat d'austérité budgétaire et la hausse des taux d'intérêt freinent également la croissance économique.

Le Mexique demeure l'un des principaux partenaires commerciaux du Canada et le contexte actuel pourrait être particulièrement propice à l'expansion de ces liens, car le Mexique devra compter sur ses amis en 2017. Les importations de biens du Canada en provenance du Mexique ont augmenté de 2,8 p. 100 en 2016. Par contre, les exportations de biens du Canada ont augmenté beaucoup plus rapidement pour la deuxième année d'affilée, en hausse de 14,0 p. 100. Néanmoins, le déficit du commerce des marchandises du Canada avec le Mexique s'est creusé à 25,6 milliards \$ en 2016, au second rang derrière le déficit avec la Chine. Ce déficit est en grande partie attribuable à trois secteurs : les produits de l'automobile, les machines électriques et électroniques, et les machines mécaniques, qui représentent ensemble plus des trois quarts du solde déficitaire.

Tour d'horizon des régions

Les pays émergents d'Asie

Selon les estimations du FMI, la croissance en Asie émergente a été en moyenne de 6,4 p. 100 en 2016, contre 6,7 p. 100 en 2015. Cependant, cette région demeure de loin celle qui enregistre la croissance la plus forte dans le monde, et ce rythme devrait se maintenir à moyen terme. Parmi les grandes économies de la région, l'Inde est demeurée en tête avec un taux de croissance publié de 6,8 p. 100 en 2016, un cran devant la Chine, qui a progressé à un taux de 6,7 p. 100. Les économies de l'ANASE-5 (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Vietnam) ont encore bien performé, leur croissance étant passée de 4,8 p. 100 en 2015 à 4,9 p. 100 en 2016. Les perspectives de croissance à moyen terme restent favorables pour cette région. En Inde, le choc négatif sur la consommation engendré par le programme d'échange de devises devrait être temporaire, et la mise en œuvre de nouvelles réformes économiques clés devrait pousser la croissance vers la marque des 8 p. 100. Une forte demande intérieure soutiendra le dynamisme des économies de l'ANASE-5, et les dépenses publiques plus élevées devraient gonfler l'activité économique aux Philippines. En Chine, le soutien continu au niveau des politiques fournit un socle à la croissance, mais cet effet de stimulation pourrait s'affaiblir à mesure que le gouvernement tourne son attention vers l'endettement des entreprises et l'expansion exubérante du crédit. Il est important de se rappeler de la grande diversité de cette région. Ainsi, le revenu par habitant en Inde est moins du quart de celui de la Chine, et si la Malaisie et la Chine enregistrent un excédent dans leur compte courant, c'est la situation contraire qui prévaut en Inde et en Indonésie.

L'inflation demeure modérée dans la plus grande partie de la région, mais a tendance à être plus élevée en Inde, avec le redressement des prix des produits de base et des denrées agricoles et la reprise de l'investissement. L'inflation a atteint 2,9 p. 100 en moyenne dans les pays émergents d'Asie en 2016. Le chômage est bas dans l'ensemble de la région et, parmi les grandes économies, il est le plus élevé en Indonésie, à 5,6 p. 100, bien que les données pour l'Inde ne soient pas disponibles. Les exportations réelles de biens et de services ont renoué avec la croissance en 2016, progressant à un rythme de 2,3 p. 100, après avoir connu un repli en 2015. Les exportations réelles de l'Indonésie ont reculé en 2016, mais les exportations de l'Inde ont connu une forte expansion après la baisse survenue en 2015. Les importations réelles étaient en forte croissance, soit de 5,0 p. 100, les plus petits pays contribuant davantage à celle-ci. Le solde du compte courant atteignait en moyenne 1,3 p. 100 du PIB, avec un excédent plus important en Chine et en Malaisie et un déficit de 1,8 p. 100 en Indonésie.

TABEAU 2-2

Aperçu, pays émergents d'Asie, 2016

2016	Asie émergente	Chine	Inde	Indonésie	Malaisie
Croissance du PIB (%)	6,4	6,7	6,8	5,0	4,2
PIB par habitant (\$É.-U.)	-	8 113	1 723	3 604	9 360
Inflation (%)	2,9	2,0	4,9	3,5	2,1
Chômage (%)	-	4,0	-	5,6	3,5
Solde du compte courant (% du PIB)	1,3	1,8	-0,9	-1,8	2,0
Croissance des exportations réelles, biens et services (%)	2,3	1,1	5,7	-1,0	2,5
Croissance des importations réelles, biens et services (%)	5,0	4,9	5,0	3,2	0,6
Exportations canadiennes (marchandises, M \$É.-U.)	22 942	15 825	3 004	1 103	535
Importations canadiennes (marchandises, M \$É.-U.)	64 456	48 595	3 049	1 223	1 956
Balance commerciale du Canada avec (M \$É.-U.)	-41 514	-32 770	-45	-120	-1 421

La Chine est et restera le partenaire commercial le plus important du Canada en Asie émergente, représentant plus des deux tiers des exportations canadiennes et plus des trois quarts des importations canadiennes. Les importations de machines électriques et électroniques par le biais des grandes plateformes internationales d'exportation (comme celles de la Chine, de la Malaisie et, de plus en plus, le Vietnam) occupent une place primordiale dans les échanges du Canada avec cette région. Le commerce du Canada avec les pays de cette région qui ne participent pas à ces plateformes, comme l'Inde et l'Indonésie, affiche un solde presque équilibré, démontrant ainsi que le déficit commercial n'est pas forcément une caractéristique des échanges du Canada avec la région. L'Asie émergente représente aujourd'hui 16,0 p. 100 des importations du Canada et 5,9 p. 100 de ses exportations, des niveaux essentiellement inchangés par rapport à l'année précédente.

La zone euro

Une forte demande intérieure a continué d'animer les pays de la zone euro en 2016, soutenant une forte croissance dans des pays tels que l'Allemagne et l'Espagne. Après un taux de croissance révisé de 2,0 p. 100 en 2015, l'allure a légèrement ralenti à 1,7 p. 100 en 2016, mais elle devrait demeurer autour de ce niveau au cours des deux prochaines années. La reprise cyclique de la fabrication et du commerce s'affermirait dans l'ensemble de la région, et la production devrait dépasser le potentiel dans de nombreux pays européens qui pourraient éprouver des manques à produire. L'environnement économique continuera de favoriser la croissance dans la région alors que les prix des matières premières restent modérés, que l'euro est plus faible, qu'un régime budgétaire un peu plus expansionniste est adopté en France et en Allemagne, et que la position monétaire de la Banque centrale européenne demeure largement accommodante. Du côté négatif, des risques importants liés à l'incertitude politique demeurent présents, car les élections prévues dans plusieurs pays et les négociations entourant le Brexit pourraient peser sur l'économie. La faiblesse de la productivité et les problèmes qui subsistent en lien avec la dette publique et privée dans certains pays continuent d'hypothéquer la croissance potentielle.

L'inflation a évolué en direction positive, se situant en moyenne 0,2 p. 100 sur l'année, bien que l'Italie et l'Espagne soient toujours en déflation. Le taux de chômage s'est amélioré à 10,0 p. 100 mais demeure un sérieux problème, notamment à la lumière

des risques politiques concomitants, et il atteint 19,6 p. 100 en Espagne. En proportion du PIB, le solde du compte courant des pays de la région est demeuré fortement positif à 3,4 p. 100, atteignant 8,5 p. 100 en Allemagne, mais il s'est détérioré à -1,1 p. 100 en France.

Après avoir progressé de 1,5 p. 100 en 2015 à 1,8 p. 100 en 2016, la croissance en Allemagne devrait ralentir à 1,6 p. 100 en 2017. La France devrait connaître une légère amélioration, avec une croissance de 1,2 p. 100 en 2016 et de 1,4 p. 100 en 2017. L'économie de l'Espagne, qui a fortement progressé de 3,2 p. 100 en 2015 et 2016, devrait ralentir à 2,6 p. 100 en 2017. La croissance en Italie

TABLEAU 2-3
Aperçu, zone euro, 2016

2016	Zone euro	France	Allemagne	Italie	Espagne
Croissance du PIB (%)	1,7	1,2	1,8	0,9	3,2
PIB par habitant (\$É.-U.)	-	38 128	41 902	30 507	26 609
Inflation (%)	0,2	0,3	0,4	-0,1	-0,2
Chômage (%)	10,0	10,0	4,2	11,7	19,6
Solde du compte courant (% du PIB)	3,4	-1,1	8,5	2,7	2,0
Croissance des exportations réelles, biens et services (%)	2,9	1,1	2,6	2,4	4,4
Croissance des importations réelles, biens et services (%)	4,0	3,7	3,7	2,9	3,3
Exportations canadiennes (marchandises, M \$É.-U.)	15 597	2 569	3 069	1 750	1 366
Importations canadiennes (marchandises, M \$É.-U.)	34 625	4 518	13 033	5 696	1 780
Balance commerciale du Canada avec (M \$É.-U.)	-19 029	-1 949	-9 965	-3 946	-414

(0,9 p. 100 en 2016) se maintiendra autour de 0,8 p. 100 au cours des deux prochaines années. Les exportations réelles ont repris avec une expansion de 2,9 p. 100 dans la zone euro, mais elles n'ont augmenté que de 1,1 p. 100 en France. Les importations réelles ont avancé plus rapidement, à 4,0 p. 100. La croissance moyenne de la zone euro devrait se maintenir à 1,7 p. 100 en 2017 et fléchir à 1,6 p. 100 en 2018.

Le commerce bidirectionnel des marchandises du Canada avec la zone euro représente un peu plus de la moitié du commerce avec l'Asie émergente. Les importations totales du Canada en provenance de la zone euro s'élèvent à 8,6 p. 100 des importations totales du Canada. Les importations d'Allemagne – principalement des produits de l'automobile et des machines – comptent pour plus du tiers de ce chiffre. Les exportations vers la zone euro sont plus modestes, soit 4,0 p. 100 des exportations totales du Canada vers le monde, bien que cette part ait augmenté en 2016. Les échanges commerciaux du Canada avec les pays de la zone euro ont une composition beaucoup plus variée qu'avec la plupart des autres régions. Alors que l'Allemagne occupe une place très importante, elle ne domine pas le commerce du Canada avec ses partenaires de la zone euro. De nombreux pays de la zone euro occupent des créneaux clés dans les chaînes d'approvisionnement mondiales du Canada, et la primauté de l'Europe en tant que centre de services mondiaux pourrait se révéler très précieuse pour le Canada dans l'avenir.

L'Amérique latine et les Caraïbes (ALC)

L'économie de la région de l'ALC a ralenti pour la sixième année consécutive et est entrée clairement en récession avec une croissance négative de 1,0 p. 100, qui a suivi une croissance positive (révisée) minime de 0,1 p. 100 en 2015. En plus du ralentissement prolongé qui touche le Brésil (où le PIB a reculé de 3,6 p. 100 en 2016), l'Argentine a connu une récession au cours de l'année (baisse du PIB de 2,3 p. 100 en 2016), tandis que l'activité économique au Venezuela n'a cessé de s'empirer (chute du PIB de 18 p. 100 en 2016 selon l'estimation du FMI). La faiblesse de la croissance au Mexique, examinée ci-dessus, a également contribué au ralentissement.

L'inflation a atteint en moyenne 5,6 p. 100 dans la région, mais elle a constitué un problème endémique dans certains pays. Aucune donnée n'était disponible sur l'Argentine. L'inflation au Venezuela a dépassé 250 p. 100; elle était également élevée au Brésil, à 8,7 p. 100, où le taux de chômage a aussi atteint un niveau élevé, soit à 11,3 p. 100. Au Mexique, le taux d'inflation était parmi les plus bas, à 4,3 p. 100. Le solde du compte courant de la région a progressé à -2,1 p. 100, et toutes les grandes économies étaient en territoire négatif. Les exportations réelles de la région de l'ALC ont progressé de 0,8 p. 100, tandis que les importations réelles diminuaient de 4,0 p. 100. Les importations du Brésil ont fortement chuté (baisse de 9,9 p. 100); le Mexique a fait exception avec une croissance de 1,1 p. 100 de ses importations.

Les prix des produits de base se sont raffermis en 2016, mais la plupart des

TABLEAU 2-4
Aperçu, Amérique latine et Caraïbes, 2016

2016	Amérique latine et Caraïbes	Brésil	Chili	Mexique	Pérou
Croissance du PIB (%)	-1,0	-3,6	1,6	2,3	3,9
PIB par habitant (\$É.-U.)	-	8 727	13 576	8 555	6 199
Inflation (%)	5,6	8,7	3,8	2,8	3,6
Chômage (%)	-	11,3	6,5	4,3	6,7
Solde du compte courant (% du PIB)	-2,1	-1,3	-1,4	-2,7	-2,8
Croissance des exportations réelles, biens et services (%)	0,8	-1,0	-0,1	1,2	11,8
Croissance des importations réelles, biens et services (%)	-4,0	-9,9	-1,6	1,1	-3,2
Exportations canadiennes (marchandises, M \$É.-U.)	10 801	1 545	548	5 771	574
Importations canadiennes (marchandises, M \$É.-U.)	36 505	2 915	1 272	25 067	1 846
Balance commerciale du Canada avec (M \$É.-U.)	-25 704	-1 370	-724	-19,296	-1 272

économies exportatrices de la région prendront un certain temps à s'ajuster aux nouveaux prix inférieurs pour rétablir leurs bilans publics et privés. Le Brésil sortira de sa profonde récession pour connaître une légère expansion (gain de 0,2 p. 100) en 2017. Il en sera de même de l'Argentine, où les réformes et le processus de restauration de la stabilité macro-économique soutiendront un taux de croissance de 2,2 p. 100 l'an prochain. Les prix plus élevés des produits de base contribueront à la croissance au Chili (hausse de 1,7 p. 100) et en Colombie (gain de 2,3 p. 100), quoique ces taux demeurent modestes. L'estimation de la croissance du Mexique pour les deux prochaines années a été révisée à la baisse en raison de l'incertitude et des conditions financières qui prévalent; au Venezuela, on s'attend à ce que les choses s'enveniment avant de s'améliorer. Dans l'ensemble, la région de l'ALC sortira de la récession avec une croissance de 1,1 p. 100 en 2017, qui devrait se renforcer à 2,0 p. 100 en 2018.

Les liens du Canada avec cette région se sont resserrés ces dernières années. Les importations de l'ALC ont représenté 9,1 p. 100 des importations totales du Canada en 2016, le Mexique accaparant plus des deux tiers des importations canadiennes venant de la région, soit plus de huit fois la valeur des importations en provenance du Brésil. Les exportations vers la région représentaient 2,8 p. 100 des exportations totales du Canada, dont plus de la moitié allant au Mexique. Le Canada a enregistré des déficits commerciaux importants avec le Mexique, le Brésil et le Pérou en 2016. Cette région présente un intérêt particulier pour la politique commerciale du Canada, et un certain nombre d'accords commerciaux et de protection des investissements ont été signés ces dernières années. Alors que le Partenariat transpacifique (PTP) n'a pas réussi à se concrétiser, on peut s'attendre à d'autres initiatives alors que les pays d'Amérique latine et du Pacifique cherchent à établir des liens hémisphériques plus étroits devant les risques politiques pouvant provenir des États-Unis.

Classement du commerce mondial des marchandises selon la valeur

Pour la huitième année consécutive, la Chine a été le premier exportateur de marchandises, à 2 100 milliards \$É.-U., représentant 13,2 p. 100 des exportations mondiales. Les États-Unis venaient en deuxième place, avec des exportations de marchandises de 1 500 milliards \$É.-U. L'Allemagne occupait le troisième rang avec des exportations évaluées à 1 300 milliard \$É.-U., soit 8,1 p. 100 du marché mondial.

Les trois premiers exportateurs étaient suivis, à une distance considérable, par le Japon, dont les exportations ont atteint 645 milliards \$É.-U., et les Pays-Bas, avec 570 milliards \$É.-U. d'exportations. Hong Kong est monté au sixième rang avec des exportations de 517 milliards \$É.-U., et la France au septième rang avec des exportations de 501 milliards \$É.-U. La Corée du Sud a glissé de la sixième à la huitième place avec des exportations de 495 milliards \$É.-U.

Le Royaume-Uni, avec des exportations fortement en repli de 409 milliards \$É.-U., a cédé la neuvième place du classement à l'Italie, qu'il avait dépassée en 2015 et qui a exporté 462 milliards \$É.-U. de marchandises. Le Canada est revenu à la 12e place avec des exportations de 390 milliards \$É.-U., ce qui s'est traduit par une part de 2,4 p. 100 des exportations mondiales.

Du côté des importations, le Canada a avancé de la dixième à la neuvième place – le seul changement dans les dix premiers rangs. Le Canada a importé 417 milliards \$É.-U. de marchandises, dépassant la Corée du Sud, qui a glissé au dixième rang avec des importations de 406 milliards \$É.-U. Les États-Unis occupent le premier rang avec des importations d'une valeur de 2 300 milliards \$É.-U. et sont redevenus la principale nation commerciale, reprenant cette distinction à la Chine, qui l'a détenue au cours des quatre années précédentes.

TABLEAU 2-5
Principaux exportateurs et importateurs,
commerce mondial des marchandises, 2016
(G \$É.-U. et %)

2016 Rang	2015 Rang	Exportateurs	2016 Valeur (G \$É.-U.)	2016 Part (%)
1	1	Chine	2 098	13,2
2	2	États-Unis	1 455	9,1
3	3	Allemagne	1 340	8,4
4	4	Japon	645	4,0
5	5	Pays-Bas	570	3,6
6	7	Hong Kong	517	3,2
7	8	France	501	3,1
8	6	Corée du Sud	495	3,1
9	10	Italie	462	2,9
10	9	Royaume-Uni	409	2,6
12	11	Canada	390	2,4

2016 Rang	2015 Rang	Importateurs	2016 Valeur (G \$É.-U.)	2016 Part (%)
1	1	États-Unis	2 251	13,9
2	2	Chine	1 587	9,8
3	3	Allemagne	1 055	6,5
4	5	Royaume-Uni	636	3,9
5	4	Japon	607	3,7
6	6	France	573	3,5
7	7	Hong Kong	547	3,4
8	8	Pays-Bas	503	3,1
9	10	Canada	417	2,6
10	9	Corée du Sud	406	2,5

Classement du commerce mondial des services selon la valeur

En 2016, les États-Unis ont renforcé leur position de plus important fournisseur et consommateur de service dans le monde. Ses exportations de services de 733 milliards \$É.-U. représentaient 15,4 p. 100 des exportations mondiales, soit une augmentation considérable par rapport à 2015. Le Royaume-Uni arrive loin derrière, au second rang, à 329 milliards \$É.-U., soit 6,9 p. 100 des exportations mondiales, ce qui représente une baisse en valeur absolue et en valeur relative par rapport à 2015. L'Allemagne et la France sont

demeurées en troisième et quatrième position avec des exportations de 267 milliards \$É.-U. et 235 milliards \$É.-U., respectivement. La Chine s'est maintenue au cinquième rang, avec des exportations de services de 207 milliards \$É.-U. Toutes ces places demeurent inchangées depuis 2013.

Les Pays-Bas se sont maintenus au sixième rang, exportant pour 174 milliards \$É.-U. de services; le Japon et l'Inde suivent avec, respectivement, 169 milliards \$É.-U. et 161 milliards \$É.-U. en septième et huitième places. Singapour a conservé le neuvième rang qu'il avait gagné en 2015, bien qu'il ait été talonné de près par l'Irlande, au dixième rang, avec des exportations de services de 146 milliards \$É.-U. Le Canada est demeuré en 18e place, avec des exportations de 80 milliards \$É.-U., représentant 1,7 p. 100 des exportations mondiales de services.

Du côté des importations, les États-Unis occupent toujours le premier rang avec des importations de services de 482 milliards \$É.-U., soit 10,4 p. 100 du total mondial. La Chine demeure très proche avec des importations de services de 449 milliards \$É.-U. en 2016. L'Allemagne, dont les importations de services ont atteint 304 milliards \$É.-U., arrivait troisième; La France au quatrième rang, a importé 235 milliards \$É.-U. de services. L'Irlande a progressé au cinquième rang pour devancer le Royaume-Uni, avec des importations de services de 192 milliards \$É.-U.; le Royaume-Uni est passé sixième, à 191 milliards \$É.-U. Le Japon et les Pays-Bas occupent les septième et

huitième rangs, avec des importations de 181 milliards \$É.-U. et de 165 milliards \$É.-U., respectivement, alors que Singapour est resté en neuvième place. L'Inde complète la liste des dix premiers importateurs de services, à 133 milliards \$É.-U. Les importations de services du Canada ont atteint 97 milliards \$É.-U., ce qui le place au 14e rang, le même rang qu'en 2015, avec 2,1 p. 100 du marché mondial des importations de services.

TABEAU 2-6
Principaux exportateurs et importateurs,
commerce mondial des services, 2016
(G \$É.-U. et %)

2016 Rang	2015 Rang	Exportateurs	2016 Valeur (G \$É.-U.)	2016 Part (%)
1	1	États-Unis	733	15,4
2	2	Royaume-Uni	329	6,9
3	3	Allemagne	267	5,6
4	4	France	235	4,9
5	5	Chine	207	4,3
6	6	Pays-Bas	174	3,7
7	7	Japon	169	3,5
8	8	Inde	161	3,4
9	9	Singapour	149	3,1
10	10	Irlande	146	3,1
18	18	Canada	80	1,7

2016 Rang	2015 Rang	Importateurs	2016 Valeur (G \$É.-U.)	2016 Part (%)
1	1	États-Unis	482	10,4
2	2	Chine	449	9,7
3	3	Allemagne	304	6,5
4	4	France	235	5,1
5	8	Irlande	192	4,1
6	5	Royaume-Uni	191	4,1
7	6	Japon	181	3,9
8	7	Pays-Bas	165	3,6
9	9	Singapour	155	3,3
10	10	Inde	133	2,9
14	14	Canada	97	2,1

Analyse à part de marché constante de la performance à l'exportation du Canada aux États-Unis

Contexte

Les exportations canadiennes de marchandises aux États-Unis ont augmenté sensiblement au cours des 20 dernières années, passant de 207,8 milliards \$ en 1995 à 394,4 milliards \$ en 2016. Cependant, les exportations du Canada vers les États-Unis n'ont pas progressé autant que celles de nombreux autres pays. Un examen de la part du marché d'importation américain détenue par le Canada révèle que celle-ci n'a cessé de reculer durant cette période, passant de 19,5 p. 100 en 1995 à 12,7 p. 100 en 2016. Alors que le Canada voyait sa part du marché américain se rétrécir, d'autres pays faisaient des gains notables, les deux premiers à ce chapitre étant la Chine et le Mexique. La Chine a vu sa part des importations américaines passer de 6,1 p. 100 en 1995 à 21,2 p. 100 en 2016, tandis que celle du Mexique a progressé de 8,3 p. 100 à 13,4 p. 100 sur la même période.

Une baisse de la part de marché s'explique soit par le panier de produits (concentration dans des secteurs en croissance lente), soit par une perte de compétitivité au niveau sectoriel. La présente analyse montre que lorsque l'énergie est exclue des importations américaines en provenance du Canada, la faible compétitivité dans l'ensemble des secteurs a joué un rôle important dans le recul de la part de marché du Canada, alors que la combinaison de produits a eu une incidence plus neutre.

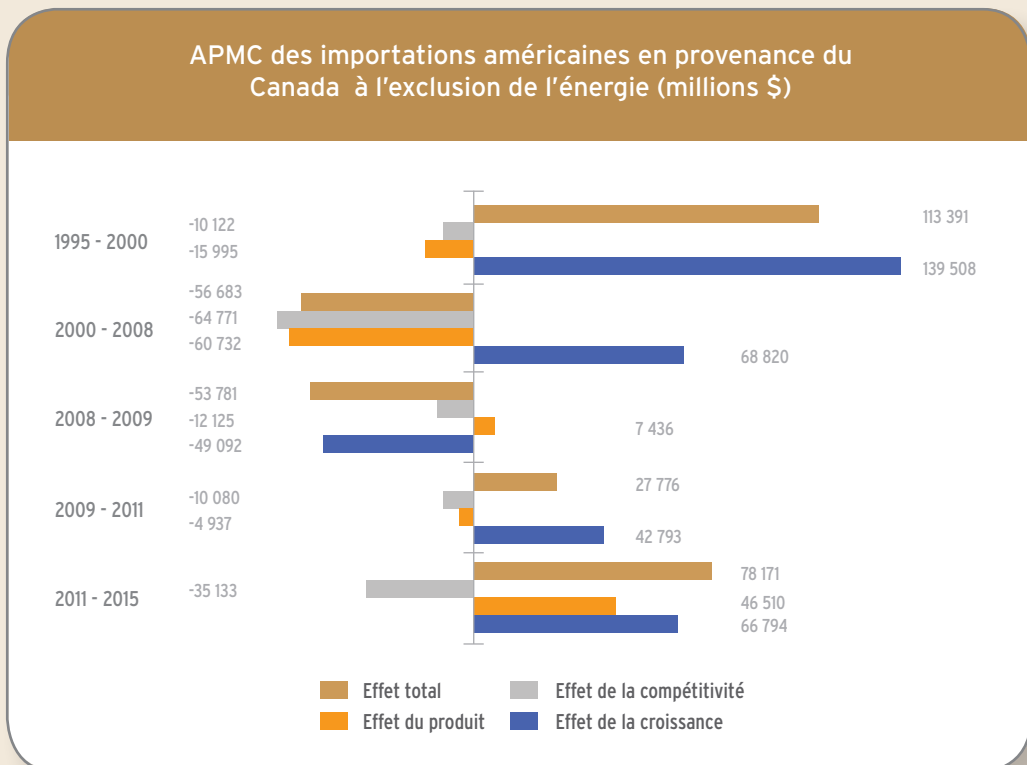
Analyse à part de marché constante (APMC)

Pour mieux comprendre la performance du Canada sur le marché d'importation des États-Unis, nous utilisons les données américaines sur les importations de marchandises pour décomposer la variation totale des importations de provenance canadienne en trois effets distincts : l'effet de la croissance (ou l'effet lié à la taille du marché), l'effet du produit et l'effet de la compétitivité. Cette ventilation est connue sous le nom d'analyse à part de marché constante (APMC). L'effet de la croissance (EG) a trait à la croissance potentielle des importations américaines provenant du Canada si elles avaient augmenté au même rythme que les importations totales des États-Unis au cours de la période étudiée. L'effet du produit (EP) reflète la variation des importations américaines provenant du Canada imputable à l'augmentation ou à la diminution de certains secteurs (ou produits) dans le panier d'importations des États-Unis. Le dernier effet est l'effet de la compétitivité (EC), qui montre le gain ou la perte d'importations américaines en provenance du Canada lié à la hausse ou à la baisse des parts de marché des exportations canadiennes dans un secteur particulier au cours de la période étudiée.

Aux fins de cette analyse, les importations américaines en provenance du Canada sont réparties en neuf grands secteurs : l'agroalimentaire; les métaux et les minéraux; les produits chimiques; le bois et le papier; les machines et le matériel électronique; les véhicules à moteur et les pièces; l'aérospatiale; la fabrication diverse; et l'énergie. Cependant, le dernier secteur, l'énergie – qui, pendant la plus grande partie de la période étudiée, a été le plus important produit d'exportation du Canada aux États-Unis – est exclu de l'analyse afin de faire ressortir les principales tendances des secteurs non énergétiques du Canada, dont la performance relativement faible durant cette période a été masquée par les gains importants des exportations canadiennes d'énergie.

Résultats de l'APMC

Les résultats de l'APMC sont ventilés en cinq périodes distinctes de croissance des importations américaines.



1995-2000

Cette période s'est généralement caractérisée par des taux élevés de croissance économique et commerciale en Amérique du Nord après la mise en œuvre de l'ALENA. Le Canada a bien performé pendant cette période, haussant ses exportations non énergétiques vers les États-Unis de 113,4 milliards \$. Cependant, cette expansion est due à l'essor de l'économie américaine. Ensemble, l'effet de la compétitivité et l'effet du produit se sont soldés par une légère baisse des importations américaines en provenance du Canada.

2000-2008

Au cours de cette période de huit ans, la croissance des importations américaines a ralenti, par suite notamment du boom et de l'éclatement de la bulle technologique. Malgré l'expansion globale des importations des États-Unis (effet de croissance positif), les importations américaines de produits non énergétiques en provenance du Canada ont diminué, ce qui est attribuable – à parts à peu près égales – à l'effet de la compétitivité et à l'effet du produit. Le secteur de l'automobile représentait environ la moitié de l'effet de produit négatif et un tiers de l'effet négatif de la compétitivité sur la période.

2008-2009

La période allant de 2008 à 2009 englobe la crise financière mondiale et un recul des échanges commerciaux dans le monde, dont une baisse de 20 p. 100 des importations totales de marchandises aux États-Unis. Les importations non énergétiques des États-Unis en provenance du Canada ont diminué de 53,7 milliards \$, principalement en raison de la baisse de la demande d'importations aux États-Unis, mais aussi d'une perte de

compétitivité du Canada (observée dans huit des neuf grands secteurs non énergétiques). L'effet du produit a été positif pour le Canada au cours de cette période, mais il n'a guère contribué à compenser ses pertes.

2009-2011

Ces trois années peuvent être considérées comme la période de reprise des importations américaines, qui, en 2011, avaient retrouvé le niveau atteint avant la crise. Les importations non énergétiques des États-Unis en provenance du Canada ont progressé de 27,8 milliards \$, mais une augmentation potentielle de 15 milliards \$ des importations a été entravée par une compétitivité inférieure (baisse de 10,1 milliards \$) et, dans une moindre mesure, un panier de produits défavorable (baisse de 4,9 milliards \$). La perte de compétitivité a été principalement observée dans les importations de machines et de matériel électrique et les importations de produits de fabrication diverse. Le Canada a connu un léger effet de compétitivité positif dans le secteur de l'automobile au cours de cette période.

2011-2015¹

Enfin, la période s'étendant de 2011 à 2015 a également été une phase expansionniste pour les importations américaines, qui ont continué de croître au-delà des niveaux atteints avant la récession, mais à un rythme plus lent que durant les années de reprise ou les années 1990. Les résultats sectoriels de l'APMC pour cette période sont présentés au tableau 1.

Au cours de cette période, les importations non énergétiques des États-Unis en provenance du Canada ont augmenté de 78,2 milliards \$, en grande partie grâce à la croissance globale des importations américaines, mais aussi en raison d'un important gain lié au panier de produits canadiens, qui a fait progresser de 46,5 milliards \$ les importations non énergétiques aux États-Unis en provenance du Canada. Près de la moitié de cet effet provient du secteur de l'automobile, marqué par une forte reprise des importations américaines ces dernières années. Notons toutefois que les gains imputables au secteur

Changement dans les importations américaines de marchandises canadiennes 2011 - 2015					
Secteur	Effet de la croissance (EG) (M \$)	Effet du produit (EP) (M \$)	Effet de la compétitivité (EC) (M \$)	Effet total (EG+EP+EC) (M \$)	Hausse des importations américaines provenant du Canada %
Agroalimentaire	6 813	4 350	-618	10 545	48,99
Métaux et minéraux	11 230	-1 676	-5 570	3 983	11,23
Produits chimiques	10 977	3 344	-6 775	7 546	21,76
Bois et papier	5 168	2 558	-1 686	6 039	36,99
Machines et matériel	8 806	4 757	-6 244	7 318	26,30
Véhicules à moteur et pièces	15 615	23 158	-16 908	21 865	44,32
Aérospatiale	1 662	4 188	-306	5 544	105,57
Fabrication diverse	6 524	5 832	2 975	15 331	74,37
Total partiel	66 794	46 510	-35 133	78 171	
Énergie	31 906	-78 144	34 598	-11 640	-11,55
Total	98 701	-31 634	-535	66 531	21,33

¹ 2015 est la dernière année visée par cette analyse, qui a été effectuée avant que des données complètes ne soient disponibles pour 2016.

de l'automobile auraient pu avoir un potentiel encore plus grand si le Canada n'avait pas subi un important effet négatif lié à la compétitivité (perte de 16,9 milliards \$) durant la même période.

Le tableau 1 montre aussi l'effet compensatoire notable des importations américaines d'énergie en provenance du Canada lorsqu'elles sont incluses dans l'analyse. Le gain de 46,5 milliards \$ découlant de l'effet positif lié aux produits du secteur de l'automobile et d'autres secteurs est plus qu'annulé par l'impact négatif de 78,1 milliards \$ du secteur de l'énergie. Cela s'explique principalement par une forte baisse du prix du pétrole au cours de cette période, qui a chuté de 48,7 p. 100, passant de 94,88 \$É.-U. le baril en 2011 à 48,66 \$É.-U. le baril en 2015². Cet affaissement des prix a fait en sorte que l'énergie occupe une place moins importante dans le panier d'importations des États-Unis : en 2011, l'énergie représentait 20,6 p. 100 des importations totales des États-Unis, alors qu'en 2015 elle ne comptait plus que pour 8,5 p. 100. Toutefois, il est intéressant de constater que si l'énergie est devenue moins importante dans la composition des produits d'importation des États-Unis, le Canada a vu augmenter sa part des importations américaines dans ce secteur : en 2011, le Canada représentait 22,5 p. 100 des importations d'énergie des États-Unis; en 2015, sa part atteignait 36,7 p. 100. Comme il ressort du tableau 1, le gain concurrentiel lié à l'énergie s'élevait à 34,6 milliards \$, compensant presque totalement l'effet de compétitivité négatif de 35,1 milliards \$ observé dans les secteurs non énergétiques durant cette période.

Conclusions

Trois points saillants se dégagent de l'APMC des importations américaines venant du Canada au cours de la période 1995-2015. Tout d'abord, la croissance des importations aux États-Unis en provenance du Canada est principalement attribuable à l'expansion globale des importations totales des États-Unis (effet de croissance). En excluant l'énergie, cette croissance a été sensiblement freinée par une piètre compétitivité, alors que l'effet du produit a été plutôt neutre – positif durant certaines périodes et négatif pendant les autres – et il a eu un effet positif notable ces dernières années. En outre, le Canada affiche un effet de compétitivité médiocre dans la plupart des grands secteurs non énergétiques. Au total, la faible compétitivité des secteurs non énergétiques a coûté au Canada des exportations potentielles de 130 milliards \$ aux États-Unis pendant la période allant de 1995 à 2015. Si cette situation peut être considérée comme défavorable, elle n'était pas inattendue. La mondialisation accrue et l'essor des marchés émergents (comme la Chine) signifient, entre autres, une augmentation de leurs parts des importations américaines, aux dépens des autres partenaires des États-Unis. Enfin, bien que l'énergie joue un rôle important dans les exportations canadiennes aux États-Unis, la taille même de ce secteur peut masquer des tendances importantes dans la performance des exportations canadiennes vers le marché américain. Par exemple, durant la période 2011-2015, le secteur de l'énergie a complètement annulé l'effet positif lié aux produits des secteurs non énergétiques, tout en inversant presque l'effet de compétitivité négatif.

² Les prix du pétrole correspondent à la moyenne annuelle du West Texas Intermediate publiée par l'Energy Information Administration des États-Unis.

CHAPITRE 3 | La performance économique du Canada

La performance économique du Canada

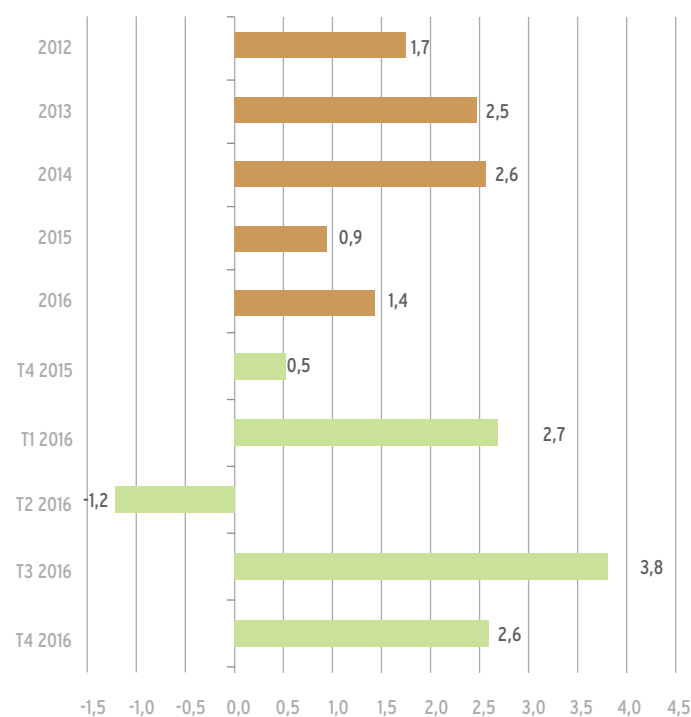
En 2016, l'économie canadienne a pris de la vigueur par rapport à l'année précédente. Comme la plupart des pays développés, le Canada a profité de l'effet positif de la reprise cyclique de la fabrication et du commerce au second semestre, ce qui a accru la confiance des consommateurs et des entreprises. À l'instar de la plupart des exportateurs de produits de base, le secteur des ressources dans l'économie canadienne a bénéficié de la remontée des prix de ces produits à la fin de 2016. Dans l'ensemble de l'économie, les importants stimulants budgétaires tels que les investissements dans les infrastructures, les réductions d'impôt et les prestations pour enfants plus généreuses, ainsi que le maintien d'une politique monétaire accommodante, ont considérablement soutenu la forte croissance enregistrée aux troisième et quatrième trimestres. À court terme, le FMI s'attend à ce que la croissance s'accélère au Canada et atteigne 2,0 p. 100 d'ici 2018.

Après une solide croissance de 2,7 p. 100 au premier trimestre, l'économie canadienne a glissé en terrain négatif au deuxième trimestre en raison de la perturbation des activités de production pétrolière causée par les incendies de forêt à Fort McMurray. Le rétablissement de l'industrie et de la collectivité au lendemain de cette catastrophe naturelle, la plus coûteuse survenue au Canada, a coïncidé avec un renforcement de la confiance des consommateurs et des investissements renouvelés dans ce secteur. En conséquence, la croissance a bondi à 3,8 p. 100 au troisième trimestre et est demeurée robuste au quatrième trimestre, à 2,6 p. 100.

L'emploi a continué de progresser au cours de l'année, le nombre total d'emplois dépassant 18 millions. Bien que les provinces productrices de pétrole aient enregistré des pertes, celles-ci ont été plus que compensées par les gains réalisés ailleurs, notamment en Colombie-Britannique. Même dans les provinces productrices de pétrole, l'emploi s'était presque stabilisé au second semestre de 2016.

En 2016, l'économie canadienne ressentait toujours la pression causée par des prix pétroliers inférieurs à la normale, principalement par la baisse de l'investissement des entreprises. Les dépenses des ménages ont continué de croître fortement l'an dernier sous l'impulsion des dépenses en biens non durables et semi-durables, favorisées par des taux d'intérêt toujours bas et la hausse des revenus disponibles, en partie imputables aux mesures de soutien budgétaire. L'investissement des entreprises tirait encore de l'arrière, principalement en raison du secteur pétrolier et gazier, mais le budget de 2017 prévoit qu'il se stabilisera en cours d'année. La contribution positive des exportations nettes à la croissance – pour la quatrième année consécutive, après une décennie de piétinement – a été inférieure à celle de l'an dernier, mais elle est toujours importante, et supérieure à

FIGURE 3-1
Croissance du PIB réel du Canada, 2012-2016



l'expansion de l'activité du gouvernement fédéral. Le dollar canadien n'a pas beaucoup changé sur l'année, bien que sa valeur par rapport à la plupart des grandes devises en fin d'année ait dépassé celle du début.

La production a progressé de 2,1 p. 100 dans le secteur des services, mais elle a fléchi à nouveau dans le secteur des biens, l'activité manufacturière étant presque stationnaire. L'inflation a légèrement augmenté, à 1,4 p. 100, après avoir avancé de 1,1 p. 100 en 2015, mais la hausse du coût des aliments et des frais de fonctionnement des ménages a sensiblement ralenti. L'indice de base de l'inflation de la Banque du Canada s'est replié à 1,8 p. 100, ce qui est nettement à l'intérieur de la bande de soutien de la politique monétaire de la Banque du Canada.

Le produit intérieur brut (PIB)

La croissance du PIB réel du Canada a atteint 1,4 p. 100 en 2016, en hausse par rapport au taux – révisé à la baisse – de 0,9 p. 100 pour 2015. Cette performance rejoignait presque les attentes du FMI en avril 2016, malgré l'impact économique négatif des feux de forêt en Alberta survenus peu de temps après. Le FMI prévoit que la croissance devrait augmenter à 1,9 p. 100 en 2017 puis à 2,0 p. 100 en 2018, renforcée par les meilleures perspectives aux États-Unis, l'appréciation du dollar américain, l'investissement dans les infrastructures et une amélioration de la confiance avec la remontée des prix des produits de base.

En 2016, la production a augmenté dans les industries productrices de services, mais elle a diminué dans les industries productrices de biens pour la deuxième année d'affilée. La vigueur des dépenses de consommation et le rebond de la production pétrolière ont favorisé une croissance économique plus robuste au second semestre, aidée aussi par une politique monétaire accommodante et les mesures de soutien budgétaire.

TABLEAU 3-1
Produit intérieur brut réel (PIB) et mesures connexes

	Part en dollars courants (%)	Croissance sur l'année précédente (%)		Contributions au changement en pourcentage du PIB réel (p.p.)	
	2016	2015	2016	2015	2016
Produit intérieur brut	100,0	0,9	1,4	0,9	1,4
Dépenses des ménages	56,8	1,9	2,2	1,06	1,30
Biens	24,8	1,6	2,7	0,40	0,68
Biens durables	7,3	2,8	3,6	0,19	0,26
Biens semi-durables	4,1	2,3	4,4	0,09	0,18
Biens non durables	13,4	0,8	1,7	0,11	0,24
Services	32,0	2,1	1,9	0,66	0,62
Investissement des entreprises	19,0	-6,2	-4,0	-1,28	-0,78
Résidentiel	7,6	3,8	2,9	0,26	0,22
Non résidentiel	9,7	-11,5	-8,4	-1,38	-0,90
Structures	5,8	-16,0	-10,7	-1,24	-0,70
Machines et matériel	3,9	-3,3	-5,0	-0,14	-0,21
Produits de la propriété intellectuelle	1,6	-9,0	-5,3	-0,16	-0,09
Investissement dans les stocks	-0,1	-58,9	-126,9	-0,30	-0,31
Non agricoles	-0,1	-49,4	-131,8	-0,33	-0,44
Agricoles	0,0	-	-	0,1	0,14
Exportations nettes de biens et services	-2,4	-	-	0,97	0,66
Exportations	31,0	3,4	1,1	1,08	0,37
Biens	25,7	3,7	0,5	0,99	0,16
Services	5,3	1,9	4,0	0,10	0,21
Moins : importations	33,4	0,3	-1,0	0,11	-0,29
Biens	27,0	0,3	-1,3	0,08	-0,31
Services	6,4	0,6	0,2	0,04	0,02
Dépenses et investissement brut des gouvernements	25,1	1,9	1,9	0,48	0,48
Dépenses et investissement brut des organismes sans but lucratif servant les ménages	1,5	1,5	-0,2	0,02	0,00

La croissance des dépenses des ménages (c.-à-d. la consommation privée) est passée à 2,2 p. 100 après avoir progressé de 1,9 p. 100 en 2015. Ce gain s'explique par l'augmentation des dépenses dans le secteur des biens, en particulier les biens non durables et les biens semi-durables. Pendant ce temps, la croissance des dépenses pour des services a ralenti de 2,1 p. 100 en 2015 à 1,9 p. 100 en 2016. En conséquence, la consommation privée de biens a contribué 0,68 point de pourcentage à la croissance du PIB, plus que la consommation privée de services dont la contribution a été de 0,62 point de pourcentage. Au total, la contribution de 1,3 point de pourcentage de la consommation privée a joué un rôle dominant dans la croissance du PIB.

L'investissement des entreprises a diminué pour la deuxième année consécutive en 2016, en retrait de 4,0 p. 100. L'investissement des entreprises dans les structures résidentielles a progressé de 2,9 p. 100, mais l'investissement non résidentiel a reculé de 8,4 p. 100, principalement du côté des structures. Dans l'ensemble, l'investissement des entreprises a retranché 0,78 point de pourcentage de la croissance du PIB en 2016. L'investissement dans les stocks a non seulement continué à fléchir, mais est devenu négatif en 2016. Tout comme en 2015, cette catégorie a enlevé 0,31 point de pourcentage à la croissance en 2016.

Les exportations nettes, la différence entre les exportations et les importations, ont à nouveau fait une contribution positive à la croissance, donnant un coup de pouce de 0,66 point de pourcentage à l'économie l'an dernier. La croissance des exportations réelles a ralenti à 1,1 p. 100, sous l'impulsion d'une solide croissance des services. En revanche, la croissance des importations réelles est passée en territoire négatif en raison d'une baisse des importations de biens et d'une modeste hausse seulement des importations de services. Les dépenses publiques ont continué de soutenir uniformément la croissance du PIB avec une contribution similaire à celle de 2015, soit 0,48 point de pourcentage.

Le produit intérieur brut par activité industrielle

Le PIB réel aux prix de base, par industrie, a augmenté de 1,3 p. 100 en 2016, en hausse par rapport au taux de 0,9 p. 100 enregistré l'année précédente. En 2016, la croissance des industries productrices de services est demeurée au même niveau qu'en 2015, soit 2,1 p. 100, mais une seconde contraction d'affiliée dans les industries productrices de biens a ralenti la croissance globale. Toutefois, les industries productrices de biens n'ont fléchi que de 0,8 p. 100, soit moins de la moitié du repli de l'année précédente.

Parmi les industries de biens, les activités de construction ont encore reculé durant l'année (de 3,3 p. 100), comme ce fut le cas du secteur des mines et carrières et de l'extraction pétrolière et gazière (baisse de 1,8 p. 100). Ce déclin s'explique par des activités de soutien nettement plus faibles, puisque la production du sous-secteur du pétrole et du gaz et celle du sous-secteur des mines et des carrières ont, en fait, augmenté de 1,5 p. 100 et de 0,1 p. 100, respectivement. Le secteur de l'agriculture, de la forêt, de la pêche et de la chasse a connu une croissance de 3,8 p. 100 en 2016, alors que le secteur des services publics a avancé pour la première fois en trois ans, soit de 0,5 p. 100.

La fabrication a progressé à un rythme modeste (0,7 p. 100), alors que la production de biens non durables a augmenté de 2,5 p. 100 sur l'année. Les gains dans le secteur des produits chimiques, celui des aliments et celui des plastiques et du caoutchouc ont mené cette avance. L'activité a considérablement diminué dans l'industrie des textiles, des vêtements et du cuir, tandis que les secteurs de l'imprimerie, des pâtes et papiers, et du pétrole et du charbon ont également accusé des baisses.

La production de biens durables a diminué plus lentement que l'année précédente, soit de 0,8 p. 100, les industries de fabrication de produits métalliques et de machines subissant les baisses les plus marquées. L'activité a chuté dans la plupart des secteurs de fabrication de biens durables, mais une croissance robuste de 6,6 p. 100 a été enregistrée dans le secteur du bois, tandis que celui des métaux de première fusion progressait à un taux robuste de 5,2 p. 100 et que l'industrie du meuble croissait de 2,5 p. 100.

Des gains ont été observés dans la plupart des grands secteurs des services. Le secteur des finances et des assurances a connu la croissance la plus rapide, soit 4,4 p. 100, suivi des arts et des divertissements avec un taux de croissance de 3,9 p. 100. Le transport et l'entreposage et l'immobilier ont également fortement avancé, alors que l'activité dans les services de gestion a fléchi.

TABEAU 3-2
Changement en pourcentage du PIB
réel par secteur industriel

	2014	2015	2016
Ensemble des industries	2,6	0,9	1,3
Industries productrices de biens	3,1	-1,9	-0,8
Agriculture, forêt, pêche et chasse	-5,8	3,6	3,8
Mines, carrières et extraction			
pétrolière et gazière	7,1	-3,5	-1,8
Services publics	0,0	-0,5	0,5
Construction	2,3	-4,7	-3,3
Fabrication	3,0	0,2	0,7
Fabrication de biens non durables	2,2	2,1	2,5
Aliments	4,0	1,5	4,9
Boissons et tabac	0,4	2,7	2,1
Textiles, vêtements et cuir	7,4	-2,6	-6,6
Pâtes et papiers	3,6	5,7	-1,7
Imprimerie	-0,9	-2,0	-2,7
Produits du pétrole et du charbon	-1,0	-0,5	-1,5
Produits chimiques	1,9	3,8	5,2
Plastiques et caoutchouc	2,7	3,2	4,1
Fabrication de biens durables	3,6	-1,4	-0,8
Bois	4,7	6,1	6,6
Minéraux non métalliques	4,7	-2,4	-1,1
Métaux de première fusion	5,5	-4,7	5,2
Fabrication de produits métalliques	2,2	-5,0	-7,1
Fabrication de machines	1,4	-4,5	-5,3
Ordinateurs et produits électroniques	1,6	-0,2	-1,2
Matériel électrique, etc.	0,0	-3,5	-0,8
Matériel de transport	7,1	-0,4	-0,2
Meubles	-0,6	3,1	2,5
Fabrication diverse	-4,4	7,0	-0,9
Industries productrices de services	2,4	2,1	2,1
Commerce de gros	4,0	0,9	1,6
Commerce de détail	3,6	2,0	2,6
Transport et entreposage	4,5	3,9	3,1
Information et culture	0,4	0,1	0,6
Finances et assurances	3,2	5,1	4,4
Immobilier	3,0	3,4	3,0
Services professionnels et techniques	2,9	1,4	1,0
Gestion de sociétés	0,4	2,8	-2,5
Services administratifs et de soutien	2,0	-0,2	-0,2
Éducation	0,6	1,7	1,6
Soins de santé et aide sociale	1,5	2,1	2,8
Arts et divertissement	0,5	4,9	3,9
Hôtels et restaurants	2,6	1,4	2,5
Autres	2,5	0,4	-1,0
Administration publique	0,7	0,3	1,4

L'emploi

En 2016, le Canada a ajouté 133 300 nouveaux emplois (hausse de 0,7 p. 100) et l'emploi a atteint 18,1 millions. Le taux de chômage, à 7,1 p. 100 en décembre 2015, a diminué de 0,2 point de pourcentage pour s'établir à 6,9 p. 100 à la fin de 2016 (il a encore perdu 0,4 point de pourcentage pour descendre à 6,5 p. 100 en avril 2017). Le taux de participation a reculé de façon minimale au cours de l'année, passant de 65,9 p. 100 en décembre 2015 à 65,8 p. 100 en décembre 2016.

TABLEAU 3-3
Emploi et mesures connexes

Nombre d'employés	2016 (milliers)	Part (%)	Variation (%)
Total, ensemble des industries	18 079,9	100,0	0,7
Emploi industriel			
Industries productrices de biens	3 833,0	21,2	-1,0
Agriculture	289,2	1,6	-1,9
Forêt et pêche	63,0	0,3	0,0
Extraction minière, pétrolière et gazière	263,8	1,5	-9,0
Services publics	137,2	0,8	0,1
Construction	1 385,0	7,7	1,0
Fabrication	1 694,8	9,4	-1,0
Industries productrices de services	14 246,9	78,8	1,2
Commerce	2 745,9	15,2	0,5
Transport et entreposage	907,4	5,0	-1,1
Finances, assurances et immobilier	1 127,0	6,2	2,2
Services professionnels et techniques	1 393,7	7,7	2,0
Services et soutien aux entreprises	766,4	4,2	0,8
Éducation	1 270,0	7,0	-0,3
Soins de santé et aide sociale	2 339,3	12,9	2,1
Information, culture et loisirs	782,4	4,3	4,2
Hôtels et restaurants	1 212,6	6,7	0,2
Autres	774,9	4,3	1,7
Administration publique	927,3	5,1	2,2
Emploi provincial			
Alberta	2 263,8	12,5	-1,6
Colombie-Britannique	2 379,5	13,2	3,2
Manitoba	633,6	3,5	-0,4
Nouveau-Brunswick	351,5	1,9	-0,1
Terre-Neuve-et-Labrador	232,6	1,3	-1,5
Territoires du Nord-Ouest	22,5	0,1	2,7
Nouvelle-Écosse	446,2	2,5	-0,4
Nunavut	13,5	0,1	6,3
Ontario	6 999,6	38,7	1,1
Île-du-Prince-Édouard	71,5	0,4	-2,3
Québec	4 133,1	22,9	0,9
Saskatchewan	568,5	3,1	-0,9
Yukon	20,2	0,1	4,1

Pour la troisième année consécutive, l'emploi a régressé dans les industries productrices de biens (cédant 1,0 p. 100). Le mouvement à la baisse a été dominé par l'exploitation minière, pétrolière et gazière (perte de 9,0 p. 100), alors que l'emploi a reculé de 1,9 p. 100 dans l'agriculture et de 1,0 p. 100 dans les industries de fabrication. Enfin, l'emploi a légèrement augmenté dans les services publics et il était en hausse de 1,0 p. 100 dans le secteur de la construction.

L'emploi dans les industries productrices de services a bénéficié d'une croissance positive de 1,2 p. 100; leur part combinée de l'emploi au Canada atteint 78,8 p. 100. L'emploi a augmenté le plus rapidement dans le secteur de l'information, de la culture et du divertissement (gain de 4,2 p. 100). Il a aussi beaucoup progressé dans les secteurs des finances, des assurances et de l'immobilier (2,2 p. 100), de l'administration publique (2,2 p. 100), des soins de santé et de l'aide sociale (2,1 p. 100) et des services professionnels et techniques (2,0 p. 100). Pendant ce temps, l'emploi diminuait de 1,1 p. 100 dans le secteur du transport et de l'entreposage et de 0,3 p. 100 dans le secteur de l'éducation.

Au niveau régional, les gains et les pertes d'emplois divergent comme à l'habitude. Le Nunavut s'est retrouvé de nouveau au premier rang avec une hausse de l'emploi de 6,3 p. 100; le Yukon arrivait bon deuxième avec une augmentation de 4,1 p. 100. Parmi les provinces, la Colombie-Britannique a affiché, de loin, la plus forte progression du nombre d'emplois, à 3,2 p. 100; suivait l'Ontario, à 1,1 p. 100, et le Québec, à 0,9 p. 100. Toutes les autres provinces ont enregistré une baisse de l'emploi, l'Île-du-Prince-Édouard (recul de 2,3 p. 100) venant en tête, suivie de l'Alberta (perte de 1,6 p. 100) et de Terre-Neuve-et-Labrador (baisse de 1,5 p. 100).

L'inflation

Le taux annuel d'inflation au Canada a légèrement augmenté, passant de 1,1 p. 100 en 2015 à 1,4 p. 100 en 2016, ce qui se situe à la limite inférieure de la bande cible de la Banque du Canada. Toutefois, l'indice d'inflation de base de la Banque du Canada, qui exclut huit des composantes les plus volatiles¹ de l'IPC ainsi que l'effet des variations des impôts indirects sur les autres composantes, a ralenti à 1,8 p. 100 après une augmentation de 2,2 p. 100 en 2015. Ainsi, le taux d'inflation de base, qui a dépassé 2 p. 100 en 2015 pour la première fois depuis la Grande Récession, est retombé nettement dans la zone cible de la politique monétaire, le soutien monétaire de la Banque du Canada continuant d'opérer à des niveaux élevés.

La croissance des prix des denrées alimentaires a ralenti considérablement en 2016, à 1,5 p. 100, après avoir atteint 3,7 p. 100 en 2015. Les prix du logement et les frais de fonctionnement des ménages ont augmenté à un rythme comparable, avec des hausses de 1,6 p. 100 et de 1,7 p. 100, respectivement. Les prix de l'alcool et du tabac ont continué d'augmenter plus rapidement que la moyenne, à 3,2 p. 100, tandis que les activités de loisirs et d'éducation coûtaient 1,7 p. 100 de plus en 2016 que l'année précédente. Les prix de l'essence ont enregistré une autre baisse annuelle (de 6,0 p. 100), tandis que les prix des vêtements et des chaussures ont diminué légèrement (0,2 p. 100).

En revanche, les prix des services ont augmenté beaucoup plus rapidement (1,8 p. 100) que les prix des biens (0,9 p. 100), puisqu'il subsiste une certaine capacité de production excédentaire dans l'économie. Les prix des biens durables sont ceux qui ont augmenté le plus (hausse de 3,1 p. 100) tandis que les prix des biens semi-durables et des biens non durables ont stagné.

Au niveau régional, le taux d'inflation le plus élevé a été observé à Terre-Neuve-et-Labrador, soit 2,7 p. 100. L'inflation a également été supérieure à la moyenne nationale au Nunavut (2,5 p. 100), au Nouveau-Brunswick (2,2 p. 100), en Ontario (1,8 p. 100) et en Colombie-Britannique (1,8 p. 100). Le Québec a enregistré le plus faible taux d'inflation au Canada, à 0,7 p. 100.

TABLEAU 3-4
Changement en pourcentage des
prix à la consommation

	2014	2015	2016
Indice d'ensemble des prix à la consommation	2,0	1,1	1,4
Aliments	2,3	3,7	1,5
Logement	2,7	1,1	1,6
Fonctionnement des ménages	1,9	2,7	1,7
Vêtements et chaussures	1,2	1,5	-0,2
Transport	1,1	-3,0	1,1
Essence	0,2	-16,5	-6,0
Soins de santé et soins personnels	0,6	1,3	1,4
Loisirs et éducation	1,1	1,9	1,7
Boissons alcoolisées et tabac	4,4	3,7	3,2
Indice de référence des prix à la consommation	1,8	2,2	1,8
Biens durables	0,2	1,5	3,1
Biens semi-durables	1,1	1,5	0,2
Biens non durables	2,5	-0,7	0,1
Services	2,1	2,0	1,8
IPC provincial			
Alberta	2,6	1,1	1,1
Colombie-Britannique	1,0	1,1	1,8
Manitoba	1,9	1,2	1,3
Nouveau-Brunswick	1,5	0,5	2,2
Terre-Neuve-et-Labrador	1,9	0,5	2,7
Territoires du Nord-Ouest [Yellowknife]	1,7	1,6	1,2
Nouvelle-Écosse	1,7	0,4	1,2
Nunavut [Iqaluit]	1,3	1,9	2,5
Ontario	2,4	1,2	1,8
Île-du-Prince-Édouard	1,6	-0,6	1,2
Québec	1,4	1,1	0,7
Saskatchewan	2,4	1,6	1,1
Yukon [Whitehorse]	1,3	-0,2	1,0

¹ Ces huit composantes sont les fruits, les légumes, l'essence, le mazout, le gaz naturel, les frais d'intérêt sur les prêts hypothécaires, le transport interurbain et les produits du tabac.

Le dollar canadien

Bien que la valeur du dollar canadien vis-à-vis de sa contrepartie américaine ait été supérieure en fin d'année à celle enregistrée au début de l'année, sa valeur annuelle moyenne par rapport au billet vert a diminué pour la cinquième année d'affilée. En 2016, le dollar canadien a reculé de 3,5 p. 100 contre le dollar américain, après des baisses de 13,6 p. 100 en 2015 et de 6,8 p. 100 en 2014. Le repli du huard face à la devise américaine en 2016 s'est également répété face à l'euro (baisse de 3,3 p. 100). Le yen japonais s'est considérablement renforcé au cours de l'année et le dollar canadien a reculé de 13,5 p. 100 par rapport à cette monnaie. Sur la même période, la valeur du dollar canadien a augmenté de 8,8 p. 100 par rapport à la livre britannique, qui a connu une année difficile.

Pendant la majeure partie de 2016, le dollar canadien s'est déplacé dans une bande étroite de 10 ¢ face au dollar américain (entre 70 et 80 ¢). Après avoir ouvert à un peu moins de 72 ¢\$.-U. au début de 2016, le dollar canadien a rapidement chuté pour inscrire un creux annuel, soit 68,5 ¢, le 20 janvier. Il a ensuite entrepris une phase de redressement qui a duré jusqu'au 2 mai, atteignant alors un sommet annuel de 79,7 ¢\$.-U. Pour le reste de l'année, une performance très uniforme, montrant néanmoins une légère tendance baissière, a été observée. Le seuil de 75 ¢\$.-U. a été atteint en octobre et le dollar canadien a continué à se négocier autour de ce niveau avant de clôturer à 74,5 ¢\$.-U. le 30 décembre 2016.

Par conséquent, le dollar canadien s'est apprécié en valeur de 3,1 p. 100 par rapport au dollar américain sur l'ensemble de l'année; de même, il s'est apprécié par rapport à l'euro (6,1 p. 100), au yen japonais (0,1 p. 100) et, notamment, à la livre sterling (23,2 p. 100).

FIGURE 3-2
Taux de change quotidien à midi, \$CAN-\$É.-U., 2016



CHAPITRE 4 | Les transactions internationales du Canada

Les transactions internationales du Canada

La dégringolade des prix, qui avait frappé si fortement les ressources canadiennes en 2015, a ralenti en 2016, bien qu'il y ait encore eu des baisses non négligeables pendant l'année, équivalant à environ un quart à un tiers de celles enregistrées en 2015. L'effet combiné de ces baisses a de nouveau fait fléchir de 1,1 p. 100 l'indice général des prix des exportations de biens du Canada. La plus grande partie de l'impact a été ressentie dans le secteur de l'énergie, où les prix ont chuté de 13,8 p. 100 par rapport à leur niveau de 2015. Simultanément, l'indice de prix des importations canadiennes a augmenté de 1,2 p. 100. En conséquence, les termes de l'échange du Canada se sont encore détériorés en 2016, en baisse de 2,0 points de pourcentage, à 91,4 p. 100 de leur niveau de 2007.

La valeur tant des exportations que des importations de biens a légèrement diminué en 2016. Malgré la baisse des exportations nominales, les exportations réelles ont augmenté et les exportations nettes ont fait une contribution positive et significative à la croissance du PIB en 2016. La relation entre les prix de l'énergie et la valeur du dollar canadien a continué d'influencer le processus d'ajustement du commerce canadien, mais dans une moindre mesure qu'en 2015. Le volume des importations relativement plus coûteuses a diminué de 1,3 p. 100, tandis que le volume des exportations – devenues relativement plus attrayantes pour les étrangers – a augmenté de 0,5 p. 100. Les exportations ont principalement progressé dans le secteur des véhicules à moteur et celui des biens de consommation, alors que les volumes des importations et des exportations d'aéronefs et d'autres matériels de transport ont diminué. Ces mouvements se sont traduits par un déplacement surtout latéral du commerce des biens, signalant la fin probable du processus de rajustement, à moins que de nouvelles perturbations ne surviennent. En outre, n'eut été des incendies dévastateurs en Alberta, qui ont eu un lourd impact sur l'exportation de produits énergétiques, les exportations d'énergie auraient augmenté en volume et les exportations totales de biens auraient gagné en valeur en 2016.

Alors que ces développements ont accentué le déficit commercial du Canada au chapitre des biens, ce mouvement a été largement compensé par une réduction du déficit dans le secteur des services. Les exportations et les importations de services ont continué d'augmenter au cours de l'année, mais les exportations ont progressé plus de deux fois plus rapidement, avec un gain de 4,9 milliards \$, la plus forte augmentation de tous les postes du compte courant. Même si le Canada continue d'accuser globalement un déficit dans ses échanges de services, celui-ci est principalement imputable à deux facteurs : le tourisme et les services de transport, plutôt qu'à la politique commerciale. Premièrement, les Canadiens dépensent beaucoup plus à l'étranger que les visiteurs étrangers qui se rendent au Canada (le déficit à ce poste a toutefois diminué considérablement en 2016); deuxièmement, l'ensemble du commerce outre-mer du Canada entraîne le versement de frais d'expédition à l'industrie internationale du transport maritime (à la fois pour les exportations et les importations). En revanche, les services commerciaux affichent un solde excédentaire depuis 14 ans, soit depuis 2003 et même durant la Grande Récession.

L'effet combiné de ces facteurs a fait en sorte que le déficit du compte courant du Canada est demeuré pratiquement inchangé, passant de 67,6 milliards \$ en 2015 à 67,7 milliards \$ en 2016.

La balance des paiements

Les transactions internationales du Canada sont enregistrées dans les comptes de sa balance des paiements (BdP). Les entrées dans la BdP rendent compte de tous les échanges et transferts de valeur économique entre les résidents et les non-résidents du Canada, d'un point de vue canadien. La BdP est constituée de deux comptes principaux : le compte financier et le compte courant. Les transactions portant sur des avoirs financiers sont comptabilisées dans le compte financier¹; ceux-ci comprennent les actifs et passifs sous forme d'investissement direct, les placements de portefeuille, les réserves officielles, ainsi que d'autres investissements tels que les prêts, les devises et les dépôts.

Les transactions qui comportent des mouvements de biens et de services, des revenus d'investissement ou des transferts sont consignées dans le compte courant. La valeur des exportations de biens et de services est comptabilisée du côté des recettes dans le compte courant. La valeur des importations de biens et de services est comptabilisée du côté des paiements. Lorsque les recettes et les paiements ne correspondent pas, il en résulte un déséquilibre du compte commercial : un excédent commercial si les recettes dépassent les paiements, et un déficit commercial dans le cas contraire.

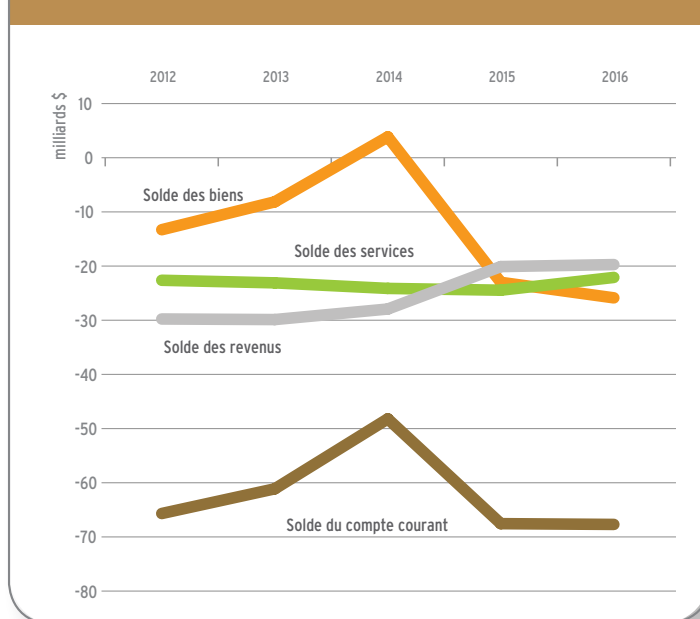
Le solde du compte courant du Canada – une mesure nette de la circulation des biens, des services, des revenus et des transferts – a fléchi très légèrement l'année dernière, le déficit du compte courant passant de 67,6 milliards \$ en 2015 à 67,7 milliards \$ en 2016. Après deux années de recul du déficit en 2013 et 2014,

suivi d'une hausse en 2015, ce mouvement de retrait de 0,1 milliard \$ a laissé le solde de 2015 essentiellement inchangé et proche du déficit de 65,7 milliards \$ enregistré en 2012. Toutefois, en proportion d'un PIB croissant, ce déficit stationnaire est donc relativement plus modeste, c'est-à-dire que le déficit du compte courant de 2016 représentait 3,3 p. 100 du PIB comparativement à 3,4 p. 100 en 2015.

Cependant, sous le couvert de la stabilité du compte courant, des changements sont survenus. Le plus important est la détérioration continue du solde commercial des biens, qui a accusé des baisses successives de 26,9 milliards \$ en 2015 et de 2,9 milliards \$ en 2016. Le déclin observé au cours de ces deux années est directement attribuable à la forte détérioration de l'indice des termes de l'échange du Canada, qui est passé de 100,3 en 2014, à 93,4 en 2015, puis à 91,4 p. 100 en 2016. La gravité de ce recul de 8,9 points de pourcentage aux cours des deux dernières années ne peut être comprise qu'en le comparant à la seule occasion où il a été encore plus important dans le passé. En 2009, l'effondrement des prix des ressources provoqué par la Grande Récession a entraîné une baisse de 9,6 points de pourcentage des termes de l'échange du Canada. Pourtant, même dans ce cas, les termes de l'échange avaient rebondi de 8,4 points de pourcentage en 2011; cette

FIGURE 4-1

Solde et composantes du compte courant du Canada, 2012-2016



¹ Avec les révisions apportées au Manuel de la balance des paiements, le compte financier est maintenant l'expression abrégée pour le compte capital et financier (auparavant abrégé sous compte de capital). Le « compte de capital » demeure un poste de la BdP, mais il n'entre pas dans le compte financier. Il s'agit d'une entrée minime habituellement sans conséquence dans le compte courant; son utilisation actuelle ne devrait pas être confondue avec son utilisation antérieure.

fois-ci, la reprise n'est ni certaine ni imminente, et la structure des échanges du Canada doit s'adapter aux nouveaux termes de l'échange dans un contexte d'incertitude, avec ses effets de ralentissement sur l'investissement et la croissance.

L'impact de la détérioration du solde des biens a été largement amorti par la diminution du déficit du solde des services de 2,4 milliards \$ survenue en 2016. En conséquence, le déficit du commerce des biens et services s'est creusé de seulement 0,5 milliard \$. Parallèlement, le solde des revenus (qui comprend les revenus de placement, la rémunération des employés et les transferts) s'est également amélioré de 0,4 milliard \$, laissant le compte courant pratiquement inchangé. Ainsi, pour la deuxième année d'affilée, le Canada bénéficie d'une « conjonction » des principaux soldes du compte courant, puisque les soldes des biens, des services et des revenus affichent des déficits importants mais comparables qui varient entre 20 et 26 milliards \$.

Passant au compte financier du Canada, nous examinons le solde entre les transactions impliquant l'acquisition et la disposition d'avoirs canadiens à l'étranger, d'un côté, et l'acquisition et la disposition par des étrangers d'avoirs au Canada, de l'autre. La somme des premières est appelée acquisition nette d'actifs financiers, tandis que la somme des dernières est appelée accroissement net du passif financier. Leur somme, le solde du compte financier, représente le solde de toutes les transactions portant sur des avoirs financiers, et est désignée comme l'emprunt (ou le prêt) net.

Dans le compte financier du Canada, les emprunts nets des Canadiens sont passés de 68,3 milliards \$ en 2015 à 65,1 milliards \$ en 2016. Cette baisse de 3,2 milliards \$ est le résultat combiné de la diminution de l'accroissement net de passifs (recul de 7,6 milliards \$) et de l'acquisition nette d'actifs financiers (hausse de 4,4 milliards \$), le premier poste dominant le second. Les principaux facteurs à l'origine de la baisse de l'accroissement net de passifs financiers, c'est-à-dire les avoirs financiers canadiens acquis par des étrangers, ont été la diminution nette des investissements directs² et des autres investissements étrangers au Canada³ (baisse de 27,7 milliards \$ et de 35,2 milliards \$, respectivement). Les placements de portefeuille étrangers ont considérablement augmenté (de 55,3 milliards \$), la cible première étant les actions et les parts de fonds d'investissement canadiens. L'investissement à ces postes a progressé de 38,9 milliards \$, en inversant la vente nette de 10,8 milliards \$ enregistrée en 2015. Les obligations canadiennes ont également bien fait avec une hausse de 19,3 milliards \$.

La baisse globale de l'acquisition nette d'actifs financiers (c.-à-d. l'investissement canadien à l'étranger) provient principalement de la diminution nette des placements de portefeuille canadiens, qui ont dégringolé de 77 p. 100 (recul de 46,4 milliards \$), en raison du désinvestissement net important dans les obligations étrangères. Les avoirs en investissement direct ont aussi reculé sensiblement (baisse de 17,0 milliards \$), en raison du désinvestissement considérable dans les actifs et les titres d'emprunt. Il est important de noter que ces processus résultent en grande partie d'un mouvement hors d'activités

TABLEAU 4-1
Balance des paiements, principaux postes (millions \$)

	2015	2016
Solde du compte courant	-67 553	-67 695
Biens	-23 002	-25 869
Services	-24 455	-22 098
Revenu primaire	-16 489	-16 584
Revenu secondaire	-3 606	-3 145
Solde du compte financier	-68 275	-65 099
Acquisition nette d'avoirs financiers	201 722	197 290
Investissement direct du Canada à l'étranger	102 158	85 115
Investissement de portefeuille du Canada	60 236	13 792
Réserves internationales officielles	10 911	7 390
Autres investissements canadiens	28 417	90 992
Accroissement net du passif financier	269 997	262 389
Passif en investissement étranger direct	69 508	41 800
Investissement de portefeuille étranger	106 024	161 276
Autres investissements étrangers	94 466	59 312
Écart (erreurs et omissions nettes)	-616	2 687
BALANCE DES PAIEMENTS	0	0

² La baisse est survenue principalement dans les actions.

³ La baisse est survenue principalement dans les devises et les dépôts.

moins lucratives vers des activités plus lucratives, car ces déplacements massifs ont été étroitement accompagnés par une augmentation des « autres investissements canadiens » (c.-à-d. les avoirs financiers demeurés à l'étranger mais qui ont changé de catégorie d'investissement). Ces autres investissements canadiens ont progressé de 62,6 milliards \$, principalement sous forme de devises et de dépôts (gain de 56,4 milliards \$). Enfin, les réserves internationales officielles ont reculé de 3,5 milliards \$ en 2016.

On relève également un écart statistique de 2,7 milliards \$ en 2016, lequel vient équilibrer l'emprunt net dans le compte financier et le solde des rentrées et des paiements du compte courant. La taille de cet écart, qui représente les erreurs et omissions nettes, indique que des rajustements importants aux chiffres publiés pourraient survenir au fil du temps, en particulier dans le compte financier.

Les exportations de biens

Sur la base de la BdP, les exportations de bien du Canada ont reculé de 3,6 milliards \$ en 2016 (baisse de 0,7 p. 100), à 521,4 milliards \$, 5 des 11 secteurs affichant une croissance alors que les 6 autres ont retraité. Il s'agit de la deuxième baisse des exportations de biens après cinq augmentations annuelles consécutives. Comme en 2015, le recul est attribuable à la baisse des prix à l'exportation, qui ont fléchi de 1,1 p. 100 au cours de l'année et effacé la progression de 0,5 p. 100 des volumes exportés. La séparation entre les prix des biens axés sur les ressources et toutes les autres catégories est remarquable : les prix de 5 des 6 produits d'exportation axés sur les ressources ont diminué, tandis qu'ils ont augmenté pour tous les produits d'exportation non liés aux ressources. Les volumes exportés ont augmenté dans 5 secteurs sur 11 et diminué dans les 6 autres, dont le secteur de l'énergie.

À nouveau en 2016, la baisse de prix la plus importante a été observée dans les exportations de produits énergétiques. Le recul de 13,8 p. 100 a toutefois été beaucoup moins dramatique que celui survenu en 2015. Cette fois, les volumes d'énergie exportés ont aussi fléchi de 0,5 p. 100; ainsi, leur valeur a diminué de 14,3 p. 100 (baisse de 11,9 milliards \$). Une situation similaire s'est produite dans les exportations de minéraux et de minerais métalliques, bien que les causes aient été inversées : les volumes exportés ont diminué de 11,6 p. 100, tandis que les prix ont fléchi de 3,0 p. 100, ce qui s'est traduit par une baisse de 14,2 p. 100 de la valeur des exportations (recul de 2,7 milliards \$). D'autres déclinés importants ont été observés dans les exportations d'aéronefs et d'autres

matériels de transport, où une baisse de près de 10 p. 100 des volumes exportés a entraîné une perte de valeur de 5,6 p. 100, ainsi que dans les exportations de produits chimiques, de plastiques et de caoutchouc, où un repli de 3,9 p. 100 des prix s'est traduit par une baisse équivalente en valeur, à la faveur de volumes stables.

Pour la deuxième année d'affilée, la croissance la plus notable est observée dans les secteurs d'exportation que l'on pourrait généralement considérer comme étant « non axés sur les ressources » ou secteurs de « fabrication avancée ». Soutenues par des hausses des prix, la plupart des exportations dans ces secteurs ont augmenté, les aéronefs et autres matériels de transport faisant exception. La plus forte croissance des exportations a été enregistrée dans le secteur des véhicules à moteur, dont la valeur a crû de 9,5 p. 100 (soit 8,3 milliards \$) en raison d'une augmentation de volume de 6,5 p. 100 et d'une hausse des prix de 2,9 p. 100. Les exportations de biens de consommation, le deuxième secteur en importance à ce chapitre, ont augmenté de 5,7 p. 100 (gain de 4,0 milliards \$), alors que les volumes progressaient de 3,5 p. 100 et les prix de 2,0 p. 100. Les exportations de produits

TABLEAU 4-2
Exportations de biens, 2016

Produits	Valeur des exportations (milliards \$)	Variation des valeurs (%)	Variation des volumes (%)	Variation des prix (%)
Total, ensemble des secteurs	521 368	-0,7	0,5	-1,1
Agroalimentaire et poissons	31 777	-1,2	0,8	-2,0
Énergie	71 816	-14,3	-0,5	-13,8
Minerais métalliques et minéraux	16 302	-14,2	-11,6	-3,0
Produits métalliques et minéraux	57 556	-0,6	-0,4	-0,2
Produits chimiques, plastiques et caoutchouc	33 854	-3,9	-0,0	-3,9
Foresterie, construction et emballage	41 318	4,3	3,7	0,5
Machines et matériels industriels	32 964	0,3	-1,5	1,8
Matériel électronique et électrique	28 304	2,2	1,1	1,0
Véhicules à moteur	95 640	9,5	6,5	2,9
Aéronefs et autre matériel de transport	23 493	-5,6	-9,7	4,5
Biens de consommation	74 007	5,7	3,5	2,0
Par région				
États-Unis	392 462	-1,2		
Union européenne	41 825	6,6		
Japon	11 004	8,7		
Chine	22 352	4,0		
Inde	4 059	-9,6		
Mexique	8 874	14,0		
Corée du Sud	4 624	9,9		
Reste du monde	36 168	-10,5		

forestiers, de construction et d'emballage ont progressé de 4,3 p. 100, principalement sur des volumes plus élevés, tandis que la valeur accrue des exportations de machines et de matériels industriels est imputable à la hausse des prix qui a compensé un recul des volumes exportés.

À l'échelle régionale, les exportations vers la plupart des grands partenaires commerciaux ont augmenté, mais les exportations vers les États-Unis ont fléchi de 1,2 p. 100 (pour s'établir à 75,3 p. 100 des exportations totales de biens), alors que les exportations plus faibles d'énergie et d'aéronefs ont été presque compensées par les exportations de véhicules à moteur et d'autres produits manufacturés de pointe. Les exportations vers l'UE ont progressé de 6,6 p. 100 et celles vers le Japon de 8,7 p. 100. Les exportations vers le Mexique ont bondi, en hausse de 14,0 p. 100. Les exportations vers la Chine ont augmenté de 4,0 p. 100 et celles vers la Corée du Sud de 9,9 p. 100, tandis que les exportations vers l'Inde reculaient de 9,6 p. 100.

Les importations de biens

Les importations de marchandises du Canada sur la base de la BdP ont accusé un léger recul en 2016, soit 0,1 p. 100 (0,7 milliard \$), la première baisse depuis 2009. Sept des 11 secteurs étaient en repli. La hausse des prix à l'importation a sensiblement atténué, mais sans toutefois compenser entièrement, l'effet de la baisse des volumes. Les prix des importations ont augmenté dans 8 des 11 secteurs, alors que les volumes d'importation ne progressaient que dans 4 secteurs, dont celui de l'énergie.

Les importations de biens de consommation, la première catégorie en importance, ont augmenté de 1,6 p. 100 en 2016 (1,8 milliard \$). Cette croissance est attribuable à une hausse des prix de 3,8 p. 100, tandis que le volume des importations reculait de 2,2 p. 100. Le deuxième secteur d'importation, les véhicules à moteur, a progressé de 6,2 p. 100 (gain de 6,2 milliards \$) sur une croissance des volumes et des prix presque constants. Les importations de produits agroalimentaires et de poissons ont augmenté de 5,1 p. 100 en volume, mais le fléchissement des prix a limité la progression de la valeur des importations à 3,9 p. 100. Les importations de produits énergétiques ont aussi augmenté en volume (hausse de 5,2 p. 100), mais elles ont perdu 10,9 p. 100 en valeur en raison d'une baisse des prix de 15,3 p. 100.

La plus forte baisse proportionnelle des importations a été observée dans le secteur des aéronefs et du matériel de transport (12,2 p. 100, soit 2,6 milliards \$), où les valeurs fluctuent considérablement d'une année à l'autre; les valeurs de 2015 étaient exceptionnellement élevées. Le volume des importations a diminué de 15,3 p. 100, tandis que les prix augmentaient de 3,6 p. 100. Des baisses de volume ont également plombé les importations de produits métalliques et minéraux, de machines et matériels industriels, de produits forestiers, de construction et d'emballage, et de matériel électronique et électrique, malgré les hausses de prix survenues dans tous ces secteurs.

Les importations provenant de plusieurs destinations clés ont reculé, avec en tête de liste une baisse de 3,5 p. 100 des importations de Chine. Les importations venant de l'UE ont également diminué (de 1,5 p. 100), tout comme celles en provenance des États-Unis (0,9 p. 100), réduisant à 65,8 p. 100 la part des importations de biens du premier partenaire commercial du Canada. Les autres grands partenaires ont haussé leurs expéditions vers le Canada. Les importations en provenance de la Corée du Sud ont progressé de 45,3 p. 100, celles venant du Japon de 9,0 p. 100, tandis que les importations du Mexique avançaient de 2,8 p. 100. Enfin, les importations reçues du reste du monde étaient en légère hausse pour la deuxième année consécutive.

TABLEAU 4-3
Importations de biens, 2016

Produits	Valeur des exportations (milliards \$)	Variation des valeurs (%)	Variation des volumes (%)	Variation des prix (%)
Total, ensemble des secteurs	547 237	-0,1	-1,3	1,2
Agroalimentaire et poissons	17 051	3,9	5,1	-1,1
Énergie	27 431	-10,9	5,2	-15,3
Minerais métalliques et minéraux	10 745	4,0	2,0	1,9
Produits métalliques et minéraux	44 582	-4,3	-6,3	2,2
Produits chimiques, plastiques et caoutchouc	44 377	-1,0	-1,1	0,1
Foresterie, construction et emballage	23 863	-3,0	-5,5	2,6
Machines et matériels industriels	53 022	-1,2	-6,0	5,1
Matériel électronique et électrique	63 075	-0,2	-3,4	3,4
Véhicules à moteur	106 656	6,2	6,3	-0,1
Aéronefs et autre matériel de transport	18 718	-12,2	-15,3	3,6
Biens de consommation	119 348	1,6	-2,2	3,8
Par région				
États-Unis	359 954	-0,9		
Union européenne	52 254	-1,5		
Japon	11 763	9,0		
Chine	37 581	-3,5		
Inde	2 951	1,0		
Mexique	18 882	2,8		
Corée du Sud	8 949	45,3		
Reste du monde	54 903	0,9		

Caractéristiques des PME exportatrices détenues en majorité par des femmes au Canada

Malgré leur participation accrue dans l'économie formelle au cours des dernières décennies, les femmes sont toujours moins susceptibles que les hommes de posséder une entreprise au Canada. En outre, lorsque les femmes sont propriétaires d'une entreprise, celle-ci a tendance à être de plus petite taille et moins susceptible de participer aux marchés internationaux. Les petites et moyennes entreprises appartenant majoritairement à des femmes (ci-après PME détenues par des femmes)¹ présentent des traits similaires à toutes les PME au chapitre de l'internationalisation. Autrement dit, parmi les PME, celles qui exportent ont tendance à avoir une plus grande taille et leurs propriétaires ont tendance à avoir un niveau de scolarité plus élevé et une plus grande expérience. Pourtant, les PME détenues par des femmes semblent être sous-représentées parmi les entreprises exportatrices. En 2014, les PME détenues par des femmes représentaient 15,7 p. 100 de toutes les PME, mais seulement 11,1 p. 100 des entreprises exportatrices. Un certain nombre de caractéristiques non liées au sexe, telles que le secteur et la taille de l'entreprise, contribuent à cette sous-représentation. Le présent encadré explore les caractéristiques des entreprises et des propriétaires des PME détenues par des femmes au Canada afin de mieux comprendre les facteurs favorisant leur propension à l'exportation, à l'aide des données de l'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises (l'enquête), de Statistique Canada. L'enquête a couvert plus de 600 000 PME au Canada en 2014 englobant plus de 70 000 exportateurs et plus de 97 000 PME détenues par des femmes.

Les PME exportatrices détenues par des femmes dépassent les PME non exportatrices détenues par des femmes pour ce qui est de la taille, la scolarité et l'expérience

Les PME exportatrices détenues par des femmes présentent un certain nombre de caractéristiques communes aux PME exportatrices en général : elles sont de plus grande taille et leurs propriétaires possèdent une plus grande scolarité et ont plus d'expérience.

Il est bien établi que les entreprises exportatrices ont tendance à avoir une plus grande taille, en moyenne, que les entreprises non exportatrices². Selon la théorie des entreprises fondée sur les ressources, la taille est un indicateur des ressources financières et humaines d'une entreprise, et les entreprises doivent avoir suffisamment de ressources supplémentaires avant de pouvoir en consacrer une partie aux marchés d'exportation³. Il se pourrait également que lorsque les entreprises atteignent un certain niveau de succès (et, donc, une certaine taille) sur leurs marchés intérieurs, elles se tournent vers les marchés internationaux pour prendre plus d'expansion. En effet, selon l'enquête

¹ Les PME appartenant majoritairement à des femmes sont définies comme celles où plus de 51 p. 100 des propriétaires s'identifient comme étant des femmes. Les PME non détenues par des femmes sont définies ici comme celles où entre 0 p. 100 et 50 p. 100 des propriétaires s'identifient comme étant des femmes (0 p. 100 signifie donc une entreprise appartenant uniquement à des hommes).

² Dans le contexte canadien, l'étude menée par Orser et al. (2010) constate que les PME exportatrices canadiennes ont une plus grande taille que les PME non exportatrices, en neutralisant les autres caractéristiques pertinentes de l'entreprise et de la propriété.

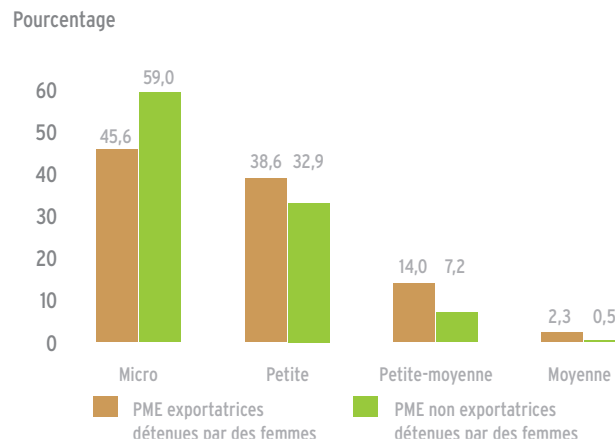
³ Voir Martineau et Pastoriza (2016).

de 2014, parmi les PME canadiennes étudiées, la propension à l'exportation augmente avec la taille de l'entreprise : seulement 9,1 p. 100 des microentreprises exportent, contre 28,0 p. 100 des entreprises de taille moyenne⁴.

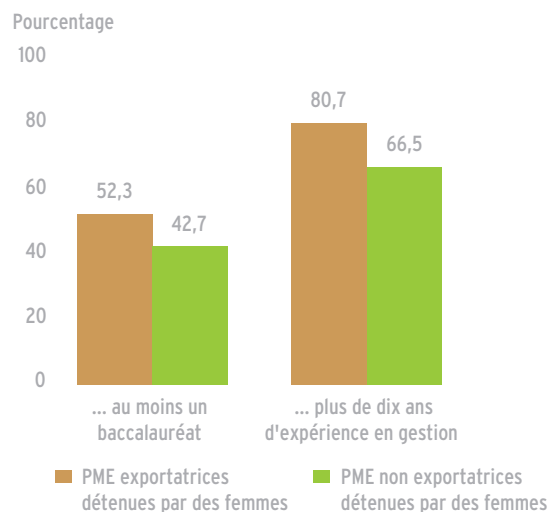
Les PME exportatrices détenues par des femmes ont une plus grande taille, en moyenne, que les PME non exportatrices détenues par des femmes : 2,3 p. 100 des PME exportatrices détenues par des femmes étaient des entreprises de taille moyenne, comparativement à seulement 0,5 p. 100 des entreprises non exportatrices. Cela veut dire que, relativement parlant, le nombre d'entreprises exportatrices de taille moyenne détenues par des femmes est quatre fois plus élevé que le nombre d'entreprises non exportatrices détenues par des femmes. Simultanément, les entreprises non exportatrices sont plus susceptibles d'être des microentreprises puisque 45,6 p. 100 des PME exportatrices détenues par des femmes sont des microentreprises, contre 59,0 p. 100 des PME non exportatrices.

Les années de scolarité et l'expérience en gestion peuvent être considérées comme un indicateur des compétences et des connaissances d'une personne; les PME dont les propriétaires ont un niveau élevé de scolarité et d'expérience en gestion sont plus susceptibles d'exporter⁵. Les femmes propriétaires majoritaires d'une entreprise exportatrice étaient plus scolarisées que celles possédant une entreprise non exportatrice : 52,3 p. 100 détenaient au moins un baccalauréat, comparativement à 42,7 p. 100 dans les entreprises non exportatrices. En outre, leurs propriétaires avaient plus d'expérience puisque dans seulement 66,5 p. 100 des PME non exportatrices détenues par des femmes, celles-ci avaient plus de 10 années d'expérience en gestion, comparativement à 80,7 p. 100 dans les PME exportatrices détenues par des femmes.

PME exportatrices et non exportatrices détenues par des femmes selon la taille de l'entreprise



Part des PME détenues par des femmes dont les propriétaires possèdent ...

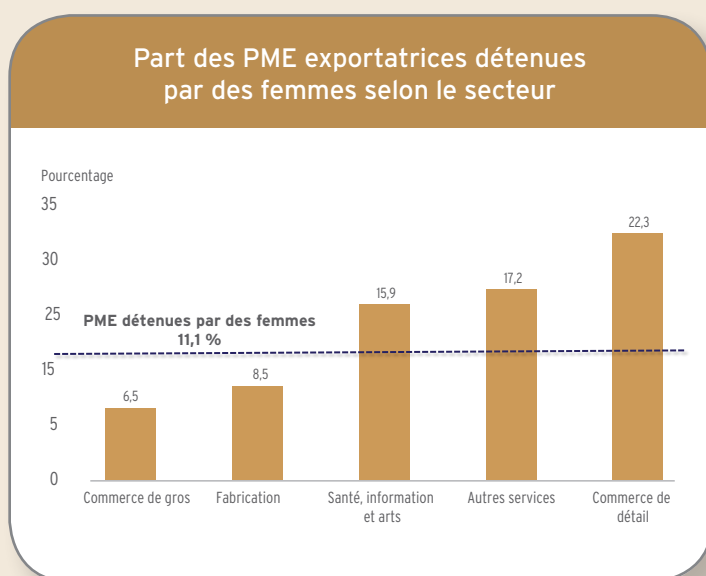
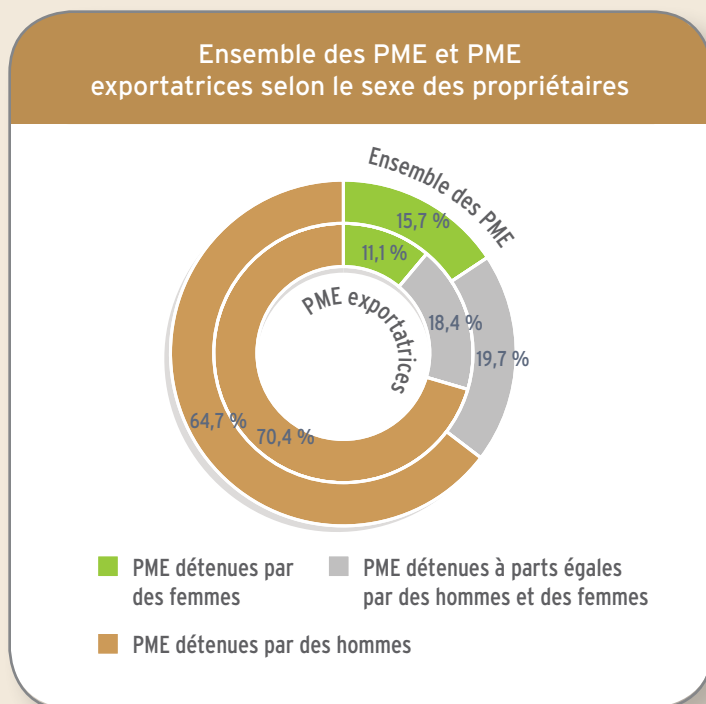


⁴ La taille est définie par le nombre d'employés. Les microentreprises ont entre 1 et 4 employés, les petites entreprises entre 5 et 19 employés, les petites-moyennes entreprises entre 20 et 99 employés, et les moyennes entreprises entre 100 et 499 employés.

⁵ Dans le cas des PME, la décision d'exporter relève en grande partie du propriétaire principal de l'entreprise; par conséquent, les propriétaires scolarisés et expérimentés qui visent à donner de l'expansion à leurs activités sont plus susceptibles d'exporter (Martineau et Pastoriza, 2016). La scolarisation et l'expérience d'un propriétaire pourraient ne pas avoir le même lien direct avec l'exportation dans les grandes entreprises, où la décision d'exporter pourrait ne pas relever uniquement du propriétaire.

Les PME détenues par des femmes sont sous-représentées parmi les PME exportatrices

Bien qu'elles dominent les PME non exportatrices sur les plans de la taille, de la scolarité et de l'expérience, les PME détenues par des femmes sont sous-représentées parmi les entreprises exportatrices. Les PME détenues par des femmes représentaient 15,7 p. 100 des PME canadiennes en 2014, mais seulement 11,1 p. 100 des PME exportatrices. Cet écart peut s'expliquer en bonne partie par le secteur et la taille de l'entreprise.



La propension à l'exportation varie grandement selon le secteur. De manière générale, certains secteurs sont mieux adaptés à l'exportation, alors que d'autres sont de nature plus locale. Ainsi, 1,9 p. 100 des PME du secteur de la construction ont exporté en 2014, comparativement à 38,3 p. 100 des entreprises de fabrication. La majorité des PME exportatrices se retrouvent dans trois secteurs : les services professionnels et techniques (21,7 p. 100 des PME exportatrices), la fabrication (20,9 p. 100) et le commerce de gros (13,3 p. 100).

Cependant, en 2014, les PME détenues par des femmes représentaient une part plus faible des entreprises exportatrices que la moyenne dans les secteurs à forte intensité d'exportation. La fabrication et le commerce de gros sont des secteurs à forte intensité d'exportation, mais les PME détenues par des femmes n'y représentaient, respectivement, que 8,5 p. 100 et 6,5 p. 100 des PME exportatrices.

Par ailleurs, les PME détenues par des femmes représentaient une part supérieure à la moyenne des exportateurs dans les secteurs tels que le commerce de détail, les autres services⁶, et le secteur de la santé, de l'information et des arts, qui ont globalement une moins grande intensité d'exportation.

À l'instar du secteur, la taille de l'entreprise contribue aussi à la sous-représentation des PME exportatrices détenues par des femmes. Les entreprises exportatrices ont une plus grande taille que les entreprises non exportatrices; cependant, les PME détenues par des femmes sont plus petites, en moyenne, que celles qui n'appartiennent pas à des femmes. En 2014, 28,0 p. 100 des entreprises de taille moyenne ont exporté mais seulement 2,3 p. 100 des entreprises exportatrices

⁶ Les autres services comprennent les services de réparation et d'entretien, les services personnels et de blanchisserie, les services religieux, civils, professionnels et les services organisationnels similaires, ainsi que les services domestiques privés. Ils excluent l'administration publique.

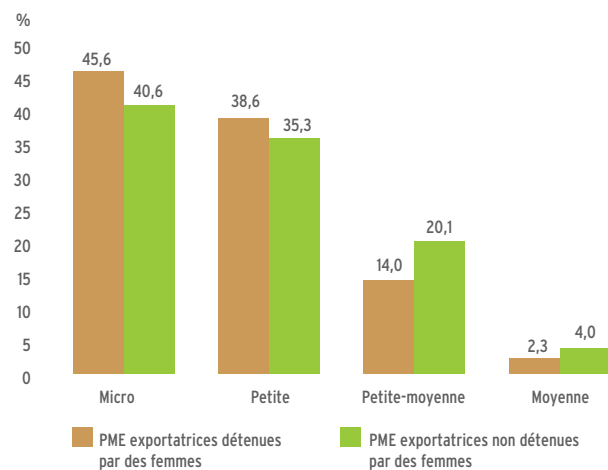
détenues par des femmes entraient dans cette catégorie contre 4,0 p. 100 des entreprises exportatrices n'appartenant pas à des femmes. En comparaison, 9,1 p. 100 des microentreprises ont exporté et 45,6 p. 100 des entreprises exportatrices détenues par des femmes étaient de cette taille, contre 40,6 p. 100 des entreprises exportatrices non détenues par des femmes.

Des caractéristiques autres que le sexe jouent un rôle important dans la détermination de la propension des PME à exporter. Alors que les PME exportatrices détenues par des femmes ont une plus grande taille et que leurs propriétaires sont plus expérimentées et instruites que dans les entreprises non exportatrices détenues par des femmes, les femmes sont encore sous-représentées parmi les exportateurs. La taille de l'entreprise et le secteur expliquent probablement une partie de cette divergence.

Cependant, étant donné les limites de ces données, il n'est pas possible de déterminer avec certitude si les PME détenues par des femmes seraient toujours sous-représentées parmi les exportateurs si l'on neutralisait l'effet de la taille et de la composition sectorielle. Les PME appartenant à des femmes ont peut-être moins d'intérêt pour l'exportation ou font face à d'autres obstacles à l'exportation. Néanmoins, il est clair que les femmes ont encore un long chemin à parcourir pour atteindre un niveau de participation représentatif dans l'économie formelle. Cela inclut une part représentative des PME en général en plus des PME exportatrices.

Pour plus d'information à ce sujet, consultez le site Femmes d'affaires en commerce international.

PME exportatrices selon le sexe et la taille de l'entreprise



Bibliographie

- Martineau, C. et D. Pastoriza, « International involvement of established SMEs: A systematic review of antecedents, outcomes and moderators », *International Business Review*, vol. 25, no 2, 2016, p. 458-470.
- Orser, B., M. Spence, A. Riding et C. Carrington, « Gender and export propensity », *Entrepreneurship Theory and Practice*, vol. 34, no 5, 2010, p. 933-958.

Le commerce des services

En 2016, les exportations canadiennes de services ont augmenté pour la septième année consécutive, enregistrant une croissance de 4,9 milliards \$ pour atteindre un sommet historique de 107,2 milliards \$, un gain de 4,8 p. 100 par rapport à 2015. Les exportations de services de voyage, qui représentent les achats de biens et de services par les voyageurs étrangers au Canada, ont bondi de 13,6 p. 100 en 2016 pour s'établir à 24,1 milliards \$, une hausse de 2,9 milliards \$ sur le niveau de 21,2 milliards \$ observé en 2015. Les voyages personnels, qui comptent pour près de 85 p. 100 des exportations totales de services

de voyage, ont été à l'origine de la majeure partie de l'augmentation, mais ce sont les voyages d'affaires qui ont connu la plus forte croissance, soit 18,4 p. 100. La faiblesse du dollar canadien vis-à-vis du dollar américain est probablement liée à ce boom des services de voyage.

Les exportations de services de transport ont progressé de 0,7 milliard \$ en 2016 pour atteindre 16,3 milliards \$, une augmentation de 4,6 p. 100, les services de transport aérien (hausse de 7,7 p. 100) étant principalement responsables de ce gain. Les services de transport terrestre et autres transports ont également avancé (4,7 p. 100), tandis que les services de transport par eau ont de nouveau reculé (2,4 p. 100).

Les exportations de services commerciaux, la composante clé qui représente un peu plus de 60 p. 100 des

exportations totales de services, ont progressé de 2,0 p. 100 en 2016, soit à un rythme beaucoup plus lent que les autres services. Ces exportations ont augmenté de 1,3 milliard \$ pour atteindre 65,2 milliards \$. Bien que la croissance ait varié considérablement d'un sous-secteur à l'autre, la plupart ont profité d'une expansion mesurée : les exportations ont avancé dans sept sous-secteurs et ont diminué dans les trois autres.

La plus forte augmentation absolue s'est produite dans les exportations de services de télécommunications, d'informatique et d'information, qui ont crû de 0,6 milliard \$ (gain de 6,8 p. 100) pour atteindre 8,9 milliards \$ sur l'année, un progrès encourageant pour ce secteur. Les exportations de services financiers, une autre catégorie primordiale, ont augmenté de 0,4 milliard \$ (4,3 p. 100). Une solide croissance a également été enregistrée pour les frais d'utilisation de la propriété intellectuelle (autrefois appelés redevances et droits de licences), qui ont gagné 0,4 milliard \$. La croissance proportionnelle la plus rapide est survenue dans les exportations de services personnels, culturels et récréatifs, qui ont grimpé de 20,1 p. 100 (0,4 milliard \$). Les services techniques, les services liés au commerce et les autres services aux entreprises, le plus grand sous-secteur général des

TABEAU 4-4
Exportations de services du Canada par secteur, 2015 et 2016

(milliards \$ et variation annuelle en %)	2015	2016	Variation en %
Total, ensemble des services	102 295	107 164	4,8
Voyages	21 180	24 057	13,6
Voyages d'affaires	3 092	3 662	18,4
Voyages personnels	18 088	20 396	12,8
Transports	15 605	16 320	4,6
Transport par eau	3 206	3 129	-2,4
Transport aérien	6 906	7 438	7,7
Transport terrestre et autres transports	5 493	5 753	4,7
Services commerciaux	63 946	65 221	2,0
Services d'entretien et de réparation	2 096	2 091	-0,2
Services de construction	478	500	4,6
Services d'assurances	1 861	1 863	0,1
Services financiers	10 276	10 715	4,3
Télécommunications, informatique et information	8 294	8 862	6,8
Frais d'utilisation de la propriété intellectuelle	5 537	5 933	7,2
Services professionnels et de conseil en gestion	13 184	13 229	0,3
Services de recherche et développement	5 471	5 383	-1,6
Services techniques, services liés au commerce et autres services aux entreprises	14 729	14 219	-3,5
Activités personnelles, culturelles et récréatives	2 021	2 427	20,1
Services gouvernementaux	1 564	1 565	0,1

services commerciaux, ont enregistré la plus forte baisse en valeur, soit 0,5 milliard \$ (recul de 3,5 p. 100), tandis que les services de recherche et développement progressaient de 1,6 p. 100.

Les importations de services au Canada ont augmenté beaucoup plus lentement que les exportations de services, avec une hausse de seulement 2,0 p. 100. En 2016, la valeur des importations de services a atteint 129,3 milliards \$, soit 2,5 milliards \$ de plus qu'en 2015. Les importations de services de voyage, ou les dépenses des Canadiens à l'étranger, sont demeurées essentiellement stables. Malgré une hausse de 21,0 p. 100 des importations de services de voyages d'affaires, la baisse de 2,7 p. 100 des voyages personnels a fait en sorte que les importations de services de voyage sont demeurées à peu près inchangées (hausse de 0,1 p. 100). En 2016, les importations de services de transport ont fléchi légèrement, soit de 0,1 milliard \$ (0,5 p. 100). Les importations de services de transport aérien ont reculé de 3,0 p. 100, une perte compensée par l'augmentation des importations de services de transport terrestre; enfin, les importations de services de transport par eau ont évolué sans tendance sur l'année.

Ainsi, la croissance des importations en 2016 est entièrement due aux importations de services commerciaux, qui ont crû de 4,2 p. 100, gagnant 2,6 milliards \$ en valeur pour atteindre 63,8 milliards \$. Près de la moitié de la croissance est imputable à la hausse des importations de services financiers, qui ont ajouté 12,6 p. 100 à leur niveau de 2015 (1,1 milliard \$). En termes relatifs, cette croissance a été suivie par les importations de services personnels, culturels et récréatifs, qui ont augmenté de 8,0 p. 100 (0,2 milliard \$), des services d'assurances, avec une progression de 6,5 p. 100 (0,3 milliard \$) et des services professionnels et de conseil en gestion, en hausse de 5,7 p. 100 (0,7 milliard \$).

D'autre part, des baisses importantes des importations ont été observées dans certains sous-secteurs de taille plus modeste : les importations de services de construction ont reculé d'un quart, bien que cela ne représente que 0,1 milliard \$, alors que les importations de services de recherche et de développement ont régressé de 10,9 p. 100 (perte de 0,1 milliard \$).

Globalement, les exportations de services ont crû à un rythme plus de deux fois supérieur à celui des importations, et malgré la plus grande valeur de celles-ci, le déficit commercial du Canada au poste des services s'est accru de 2,4 milliards \$ pour atteindre 22,1 milliards \$ en 2016. Près des deux tiers du déficit (65,7 p. 100, soit 14,5 milliards \$) sont attribuables aux services de voyage, dont le solde négatif s'est refermé de 2,8 milliards \$

TABLEAU 4-5
Importations de services du Canada par secteur, 2015 et 2016

(millions \$ et variation annuelle en %)	2015	2016	Variation en %
Total, ensemble des services	126 751	129 261	2,0
Voyages	38 515	38 564	0,1
Voyages d'affaires	4 607	5 576	21,0
Voyages personnels	33 908	32 990	-2,7
Transports	25 826	25 708	-0,5
Transport par eau	11 846	11 837	-0,1
Transport aérien	10 322	10 010	-3,0
Transport terrestre et autres transports	3 660	3 862	5,5
Services commerciaux	61 234	63 790	4,2
Services d'entretien et de réparation	1 153	1 122	-2,7
Services de construction	446	334	-25,1
Services d'assurances	4 506	4 797	6,5
Services financiers	8 977	10 108	12,6
Télécommunications, informatique et information	7 465	7 409	-0,8
Frais d'utilisation de la propriété intellectuelle	12 606	12 849	1,9
Services professionnels et de conseil en gestion	11 869	12 551	5,7
Services de recherche et développement	1 268	1 130	-10,9
Services techniques, services liés au commerce et autres services aux entreprises	10 469	10 818	3,3
Activités personnelles, culturelles et récréatives	2 477	2 674	8,0
Services gouvernementaux	1 176	1 199	2,0

(plus de 70 p. 100) en 2016. Le reste du déficit commercial des services peut être relié aux déficits importants et croissants des services de transport par eau (8,7 milliards \$ en 2016), soit les services fournis par l'industrie internationale du transport par eau au Canada⁴.

Pour leur part, les services commerciaux inscrivent un excédent depuis 14 ans, en remontant jusqu'à 2003 et même durant la Grande Récession. Cependant, cet excédent a fondu depuis plusieurs années et ce qui en restait en 2015 (2,7 milliards \$) a été réduit de près de moitié en 2016 (à 1,4 milliard \$). Les fortes augmentations des importations de services financiers et de services professionnels et de conseil en gestion ont été le principal facteur derrière cette tendance. Dans l'intervalle, le déficit traditionnel du Canada pour les services d'assurance s'est élargi (ajoutant 0,3 milliard \$, à 2,9 milliards \$), tandis que le déficit pour les frais d'utilisation de la propriété intellectuelle s'est quelque peu amélioré (baissant de 0,2 milliard \$, à 6,9 milliards \$) en 2016.

Le commerce des services par région

Les échanges de services du Canada avec les États-Unis étaient plus équilibrés que les échanges de marchandises : 55,1 p. 100 des exportations canadiennes ont pris la destination des États-Unis et 54,4 p. 100 des importations au Canada provenaient de ce pays en 2016. Un peu plus de la moitié de l'augmentation globale des exportations de services en 2016 est allée aux États-Unis, alors que les exportations vers cette destination ont augmenté de 2,5 milliards \$ (4,5 p. 100). Les importations en provenance des États-Unis ont augmenté à moins de la moitié de ce rythme, soit 1,5 milliard \$ (gain de 2,1 p. 100). En conséquence, le déficit du commerce des services avec les États-Unis a diminué de 1,0 milliard \$ (8,4 p. 100). Ce recul est entièrement imputable aux services de voyage, les Canadiens qui se rendent aux États-Unis ayant dépensé beaucoup plus

TABLEAU 4-6					
Exportations et importations de services par région, en millions de dollars					
2016	Exportations	Variation en %	Importations	Variation en %	Solde
TOTAL	107 163	4,8	129 261	2,0	-22 098
États-Unis	58 999	4,5	70 323	2,1	-11 324
Voyages	9 543	11,0	20 918	-2,5	-11 375
Transport	8 304	3,7	8 940	0,2	-636
Commerce	40 746	3,3	40 047	5,2	699
Gouvernement	406	-6,2	418	3,5	-11
UE	18 024	4,2	23 753	-1,5	-5 728
Voyages	3 520	8,9	6 143	1,0	-2 623
Transport	3 385	8,2	5 268	-3,3	-1 883
Commerce	10 888	1,7	12 045	-2,1	-1 157
Gouvernement	231	1,8	296	2,1	-66
Japon	1 699	8,3	2 377	-2,3	-678
Voyages	516	12,4	214	-31,6	302
Transport	578	8,0	820	4,2	-243
Commerce	575	5,3	1 321	0,8	-745
Gouvernement	30	3,4	22	4,8	8
RdM	28 440	5,5	32 807	4,7	-4 367
Voyages	10 477	17,8	11 288	5,8	-811
Transport	4 052	2,9	10 679	0,1	-6 627
Commerce	13 012	-1,7	10 377	8,6	2 636
Gouvernement	899	2,7	463	0,7	435

⁴ Le Canada détient une très faible part de l'industrie internationale du transport par eau. Ainsi, la grande majorité des expéditions du Canada non destinées aux États-Unis supposent le versement de frais d'expédition à des étrangers pour des services de transport transocéanique.

que les Américains en voyage au Canada; néanmoins, le déficit des services de voyage avec les États-Unis a diminué une fois de plus en 2016 (de 11,5 p. 100), la valeur accrue du dollar américain ayant rendu les voyages au sud de la frontière plus coûteux pour les Canadiens. Simultanément, les services commerciaux (plus de la moitié de toutes les transactions) ont enregistré un excédent commercial de 0,7 milliard \$ avec les États-Unis.

Dans les échanges de services avec l'UE, les exportations canadiennes de services de voyage et de transport ont considérablement augmenté. Du même coup, les importations de services de transport et de services commerciaux ont diminué, à l'instar des importations globales. Ce mouvement a permis de réduire le déficit commercial des services avec l'UE à 5,7 milliards \$ en 2016 (contre 6,8 milliards \$ en 2015), le Canada étant déficitaire dans toutes les catégories de services. L'UE a représenté 0,7 milliard \$ de l'augmentation des exportations de services du Canada, alors que les recettes provenant du Royaume-Uni ont augmenté de 0,3 milliard \$ et celles de l'Allemagne et de la France de 0,1 milliard \$ chacune. Du côté des importations, les paiements à l'UE au titre des services ont fléchi de 0,4 milliard \$ (malgré une augmentation pour l'Allemagne et le Royaume-Uni).

Le Japon figurait parmi les pays où le Canada a enregistré un excédent dans le compte des services de voyage. L'ensemble des échanges de services avec le Japon demeure toutefois déficitaire, surtout en raison du déficit au poste des services commerciaux.

Le commerce des services avec le reste du monde (RdM) a été le plus intensif au poste des voyages, ces services représentant plus du tiers des exportations et des importations. Les exportations de services de voyage vers le RdM ont grimpé de 17,8 p. 100 en 2016, atteignant 10,5 milliards \$; la croissance des importations a été plus modeste, à 5,8 p. 100. Toutefois, l'excédent des services commerciaux a fondu sensiblement (passant de 3,7 milliards \$ en 2015 à 2,6 milliards \$ en 2016), les exportations ayant reculé de 1,7 p. 100 alors que les importations augmentaient de 8,6 p. 100. Bien qu'elles n'aient guère augmenté en 2016, les importations de services de transport du RdM ont été la principale cause du déficit enregistré avec cette région; le déficit de 6,6 milliards \$ dans cette catégorie est probablement imputable dans une large mesure aux services de transport par eau (transocéanique).

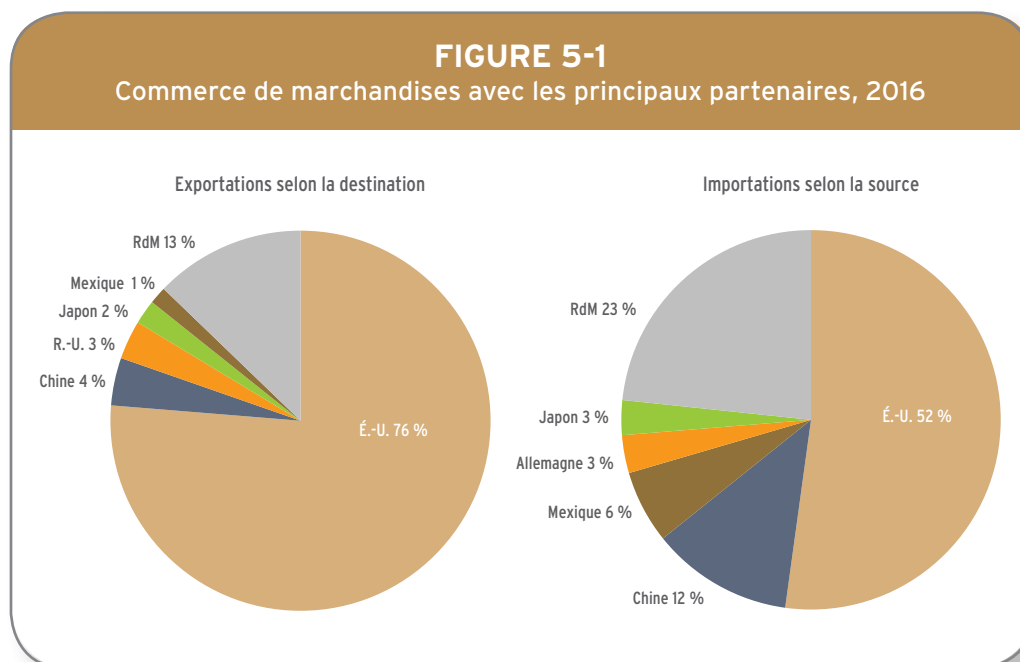
Une analyse plus détaillée montre que les exportations de services ont augmenté notamment en Chine (gain de 0,4 milliard \$) et à Hong Kong (hausse de 0,2 milliard \$), tandis que les exportations de services vers Singapour et la Suisse diminuaient de 0,2 milliard \$. Les importations de services en provenance du Mexique ont augmenté de 0,2 milliard \$, avec peu de mouvements importants ailleurs.

CHAPITRE 5 | Points saillants de l'évolution du commerce des marchandises du Canada en 2016

Points saillants de l'évolution du commerce des marchandises du Canada en 2016

Les chapitres précédents de ce rapport ont examiné la situation économique mondiale et la performance économique du Canada dans son contexte. Ils ont également présenté une vision globale des échanges internationaux du Canada et de leur contribution à la croissance économique au pays en 2016. Le présent chapitre examine plus attentivement les points saillants du commerce des marchandises du Canada au cours de l'année dernière. L'utilisation des données douanières sur le commerce des marchandises — par opposition aux données de la balance des paiements (BdP)¹ utilisées au chapitre 4 — permet une analyse plus détaillée des statistiques du commerce : par pays partenaire, par produit et par province/territoire d'origine.

Les exportations canadiennes de marchandises ont fléchi pour une deuxième année consécutive en 2016. La baisse de 1,4 p. 100 a ramené les exportations à 516,9 milliards \$, soit une diminution de 7,1 milliards \$ par rapport au niveau de 2015. Néanmoins, les exportations de marchandises ont progressé de 9,5 p. 100 sur leur niveau de 2013, s'approchant à moins de 10 milliards \$ de leur niveau record de 2014. Pendant ce temps, les importations canadiennes de marchandises ont diminué pour la première fois depuis 2009, avec une légère baisse de 0,6 p. 100, à 533,3 milliards \$. Comme les exportations ont chuté plus que les importations, le déficit du commerce des marchandises du Canada s'est creusé de 4,2 milliards \$ en 2016, à 16,4 milliards \$.



La tendance des exportations amorcée en 2015 s'est largement poursuivie, la forte reprise économique aux États-Unis ayant stimulé la demande américaine pour les principaux produits de base canadiens, mais la baisse de la valeur des exportations d'énergie a été suffisante pour annuler globalement la croissance des exportations d'autres produits.

¹ Les statistiques sur le commerce canadien se présentent essentiellement sous deux formes : sur une base douanière et sur la base de la balance des paiements. Au chapitre 4, l'analyse des échanges commerciaux avec les principaux partenaires reposait sur les données du commerce produites sur la base de la balance des paiements. Des statistiques plus détaillées sur le commerce – au niveau de chaque pays et par produit détaillé – sont disponibles seulement sur une base douanière. Comme le chapitre 5 examine l'évolution du commerce plus en détail, les chiffres présentés dans ce chapitre reflètent les données du commerce sur une base douanière.

Bien que la baisse des revenus énergétiques du Canada ait de nouveau été importante, les volumes exportés sont demeurés stables pour le pétrole brut et ils ont augmenté pour le gaz. La valeur des exportations d'énergie vers les États-Unis a diminué de 18,0 milliards \$, mais les exportations totales vers le marché américain n'ont reculé que de 7,8 milliards \$ (une baisse de 1,9 p. 100); ainsi, plus de la moitié de la baisse des exportations d'énergie a été compensée par l'augmentation des exportations d'autres produits.

La proportion des exportations canadiennes destinées aux États-Unis a fléchi de 0,4 point de pourcentage à 76,3 p. 100. Les exportations vers la Chine ont connu une robuste croissance de 4,1 p. 100 pour atteindre 21,0 milliards \$. Malgré cela, la croissance des exportations vers les autres destinations principales – en particulier le Mexique, l'Allemagne et le Japon – s'est traduite par une concentration accrue des exportations de marchandises vers les principales destinations. La concentration des exportations a augmenté à la fois pour les 10 premières destinations (à 90,9 p. 100) et pour les 20 premières destinations (à 94,7 p. 100).

Les importations en provenance des États-Unis et de la Chine ont diminué plus rapidement que les importations totales, mais l'augmentation des importations en provenance du Mexique, du Japon et de la Corée du Sud ont compensé une bonne part de ce recul. La concentration des importations a diminué à la fois pour les 10 premières et les 20 premières destinations.

En 2016, la Colombie-Britannique et l'Ontario étaient les seules grandes provinces à augmenter leurs exportations. Ces gains ont été compensés par des baisses à deux chiffres des exportations de la Saskatchewan, de l'Alberta et du Nouveau-Brunswick. Trois provinces ont signalé des importations plus importantes : un grand module importé de Corée du Sud pour le projet pétrolier d'Hébron a augmenté les importations de Terre-Neuve-et-Labrador de plus de la moitié; la seule autre augmentation importante des importations s'est produite en Ontario, avec des importations supplémentaires de 8,3 milliards \$ en 2016. Des baisses d'importation à deux chiffres ont eu lieu en Alberta, en Saskatchewan et au Nouveau-Brunswick.

Le commerce des principaux produits

Les exportations de marchandises

Les exportations canadiennes de marchandises ont diminué de 1,4 p. 100 pour s'établir à 516,9 milliards \$ en 2016, après avoir fléchi de 0,5 p. 100 en 2015. Les valeurs à l'exportation ont reculé de 7,1 milliards \$ en 2016. Ces deux baisses annuelles consécutives ont été modestes, laissant les exportations 9,8 milliards \$ (1,9 p. 100) seulement, sous leur sommet historique de 526,8 milliards \$ atteint en 2014. Ce qui est aussi significatif, les exportations en 2016 ont été 9,5 p. 100 supérieures à leur niveau de 2013, ce qui implique une croissance moyenne de 3,1 p. 100 au cours des trois dernières années.

Les résultats de l'année ont été mitigés parmi les 10 principaux produits d'exportation : 6 de ces 10 produits ont enregistré une augmentation des exportations durant l'année, tandis que 4 ont connu une baisse. Le plus grand gain absolu s'est produit dans les exportations de véhicules à moteur et de pièces (ci-après « exportations de produits de l'automobile »), qui ont progressé de 10,5 p. 100 (hausse de 8,1 milliards \$) pour atteindre 85,2 milliards \$, approchant le sommet de 86,9 milliards \$ d'exportations de produits de l'automobile enregistré en 2000 et dépassant les exportations de produits énergétiques en valeur. Les exportations de produits de l'automobile aux États-Unis ont représenté la majeure partie de cette croissance (hausse de 6,3 milliards \$, soit 8,6 p. 100), mais les gains vers d'autres grandes destinations ont été relativement plus importants. Les exportations de produits de l'automobile au Mexique ont bondi de 45,7 p. 100 pour atteindre 1,6 milliard \$²; en Chine, la hausse a été de 136,4 p. 100 pour atteindre 1,5 milliard \$³; en Arabie saoudite, le gain a atteint 80,1 p. 100, à 0,6 milliard \$⁴; enfin, les exportations de produits de l'automobile vers les Émirats arabes unis ont progressé de 18,5 p. 100 pour atteindre 0,3 milliard \$⁵.

Pendant ce temps, les exportations de produits énergétiques ont régressé de 16,8 p. 100 en 2016 (baisse de 16,6 milliards \$), terminant l'année à 82,5 milliards \$. La part du total des exportations canadiennes détenue par les produits énergétiques a continué de baisser, à 16,0 p. 100, ce qui est loin du niveau de 27,0 p. 100 atteint en 2014. Un recul encore plus marqué de 19,1 p. 100 des exportations d'énergie vers les États-Unis est à l'origine de cette tendance – entièrement dû à la baisse du prix du pétrole brut puisque le volume de pétrole brut exporté vers le marché américain est demeuré inchangé par rapport à 2015.

Les exportations d'énergie vers d'autres destinations ont augmenté légèrement dans l'ensemble. Le charbon est le principal produit énergétique canadien exporté vers les destinations autres que les États-Unis, en particulier l'Asie, le principal facteur derrière l'augmentation observée. Les expéditions de charbon vers le Japon, la Corée du Sud, la

TABLEAU 5-1
Principales exportations de marchandises du Canada

	Valeur 2016 (milliards de \$)	Variation 2016/2015 (milliards de \$)	Croissance 2016/2015 (%)	Part 2016 (%)
Ensemble des produits	516,9	-7,1	-1,4	100,0
Véhicules à moteur	85,2	8,1	10,5	16,5
Énergie	82,5	-16,6	-16,8	16,0
Machines et matériels mécaniques	39,7	-0,1	-0,2	7,7
Pierres et métaux précieux	25,1	0,6	2,6	4,9
Bois et articles en bois	17,5	2,5	16,9	3,4
Machines électriques	16,7	-0,2	-0,9	3,2
Plastiques et articles en plastique	16,1	0,1	0,7	3,1
Aéronefs	13,6	-2,2	-13,7	2,6
Produits pharmaceutiques	11,1	1,3	12,8	2,2
Aluminium et articles en aluminium	10,7	0,2	1,9	2,1
10 principaux produits	318,2	-6,2	-1,9	61,6
Tous les autres produits	198,8	-0,9	-0,5	38,4

² Entraînées par l'augmentation des exportations de voitures de tourisme et de pièces de véhicule à moteur.

³ Stimulée par l'augmentation des exportations de voitures de tourisme.

⁴ Stimulé par l'augmentation des exportations de véhicules de combat blindés et de pièces.

⁵ Entraînées par l'augmentation des exportations de voitures de tourisme.

Chine et l'Inde ont augmenté sensiblement, et ont plus que doublé dans le cas de l'Inde. Cinq des dix principales destinations des exportations d'énergie du Canada sont des pays asiatiques, qui ont tous importé majoritairement du charbon bitumineux. Globalement, les exportations de charbon ont progressé de 1,0 milliard \$ en 2016.

Les changements survenus dans d'autres grands secteurs d'exportation ont été beaucoup plus modestes en valeur absolue. Les exportations de machines et de matériels mécaniques sont demeurées presque stationnaires, glissant de 0,2 p. 100 (recul de 0,1 milliard \$) par rapport à l'année précédente. Les exportations de pierres et métaux précieux ont augmenté de 2,6 p. 100 (hausse de 0,6 milliard \$), mais cela masque une forte augmentation des livraisons d'or au Royaume-Uni et aux États-Unis et une forte baisse des livraisons d'or à Hong Kong, tandis que les exportations d'or vers l'Inde et la Suisse diminuaient, parallèlement aux exportations de diamants vers la Belgique et le Botswana. La plus forte hausse proportionnelle parmi les 10 premiers secteurs d'exportation a touché le bois et les articles en bois, en hausse de 16,9 p. 100 (gain de 2,5 milliards \$), qui s'explique principalement par l'augmentation (de 2,3 milliards \$) des livraisons de bois de conifère scié (classé sous le bois d'œuvre) et de panneaux de particules aux États-Unis. La seule autre forte hausse a été la progression de 45 p. 100 des exportations de bois de chauffage (granulés de bois) vers le Royaume-Uni (gain de 86 millions \$).

Les exportations d'aéronefs et de pièces ont reculé de 13,7 p. 100 en 2016 (baisse de 2,2 milliards \$); la chute des exportations aux États-Unis a été encore plus marquée, soit 2,4 milliards \$, alors que les exportations d'avions de plus de 15 tonnes ont presque diminué de moitié. Ce recul a été légèrement atténué par une progression marquée des exportations vers l'Espagne et la Suisse, avec des hausses de 0,4 milliard \$ et de 0,3 milliard \$, respectivement; les exportations d'aéronefs vers la France et l'Allemagne ont aussi considérablement augmenté.

Les exportations de produits pharmaceutiques ont poursuivi leur forte croissance, qui a atteint 12,8 p. 100 en 2016 (gain de 1,3 milliard \$). Sur la période de cinq ans depuis 2011, les exportations dans cette catégorie ont bondi de 132,2 p. 100, un taux annuel moyen de 18,3 p. 100, et son classement parmi les principales exportations canadiennes s'est amélioré, passant de la 21^e à la 9^e place. Une part croissante de ces exportations (près des trois quarts en 2016) est destinée aux États-Unis; les autres principales destinations de ces exportations sont notamment le Japon, l'Italie, le Brésil, la Belgique et l'Irlande. Les médicaments sous forme posologique représentent la presque totalité de ces exportations.

Les importations de marchandises

Les importations canadiennes de marchandises ont reculé de 3,0 milliards \$ (baisse de 0,6 p. 100) en 2016, pour s'établir à 533,3 milliards \$. Les importations étaient en croissance pour 6 des 10 premiers produits d'importation, mais les baisses enregistrées pour les 4 autres produits ont été plus importantes et ont compensé ces gains. Au bout du compte, les importations globales des 10 principaux produits ont inscrit une croissance positive marginale, et c'est le déclin des autres importations qui explique la baisse globale. Ces flux sont décrits ci-dessous.

Les importations de produits de l'automobile (véhicules à moteur et pièces), la catégorie dominante, ont progressivement augmenté de 4,6 p. 100 (en hausse de 3,9 milliards \$), avec une croissance stable comparable de tous les principaux fournisseurs. Les importations de produits de l'automobile (principalement des pièces) en provenance de la Chine ont accusé une légère baisse, tandis que les importations de produits de l'automobile du Royaume-Uni ont bondi de près d'un quart. En termes relatifs, les importations de camions sont celles qui ont augmenté le plus (gain de 13,3 p. 100), suivies des pièces d'automobile (gain de 7,1 p. 100) et des voitures de tourisme (gain de 4,1 p. 100), tandis que les importations de tracteurs et de remorques ont diminué dans les deux cas.

En valeur, les importations de machines mécaniques venaient tout près au second rang, mais elles ont connu une croissance beaucoup plus lente de 0,8 p. 100 (gain de 0,7 milliard \$). Les importations en provenance des États-Unis et de la Chine, principaux pays fournisseurs, ont diminué en 2016, mais les importations en provenance du Mexique, du Japon et de la Corée du Sud ont compensé ces pertes. Plus loin vers le bas de la liste, les importations de machines de l'Allemagne, de l'Italie et du Royaume-Uni ont également diminué.

Les importations de machines et de matériels électriques ont diminué pour la première fois depuis 2009, en baisse de 0,6 p. 100 (soit 0,3 milliard \$), alors qu'un moins grand nombre de téléphones portables ont été importés de Chine. Les importations en provenance du Vietnam dans ce secteur ont poursuivi leur croissance explosive, qui a atteint plus de 1,500 p. 100 en cinq ans et 60,5 p. 100 en 2016 seulement, ce pays devenant le cinquième fournisseur de machines et de matériels électriques du Canada.

Les importations de produits énergétiques ont reculé de 11,5 p. 100 (soit 4,4 milliards \$), à 33,5 milliards \$. Cette baisse est principalement attribuable aux sources américaines puisque les importations en provenance de la plupart des autres grands fournisseurs (Algérie, Pays-Bas, Nigéria, Royaume-Uni, Kazakhstan et Inde) ont augmenté. Les importations en provenance d'Angola et du Venezuela ont cessé en 2016, alors que celles venant de l'Azerbaïdjan et du Brésil ont diminué considérablement. Le pétrole raffiné était la composante la plus stable des importations, avec une baisse de seulement 3,9 p. 100, tandis que d'autres composantes telles que le pétrole brut, le gaz, le charbon, le coke et l'électricité accusaient des reculs dans les deux chiffres.

Mis à part les quatre premiers produits, la croissance des importations a été limitée et certaines baisses sont dignes de mention. Les importations d'articles en fer et en acier ont diminué de 10,6 p. 100, les importations d'aéronefs de 17,2 p. 100, et celles de produits chimiques organiques de 10,6 p. 100.

TABLEAU 5-2
Principales importations de marchandises du Canada

	Valeur 2016 (milliards de \$)	Variation 2016/2015 (milliards de \$)	Croissance 2016/2015 (%)	Part 2016 (%)
Ensemble des produits	533,3	-3,0	-0,6	100,0
Véhicules à moteur	89,3	3,9	4,6	16,7
Machines et matériels mécaniques	81,9	0,7	0,8	15,4
Machines et matériels électriques	52,5	-0,3	-0,6	9,8
Énergie	33,5	-4,4	-11,5	6,3
Plastiques	19,5	0,4	2,3	3,7
Instruments scientifiques et techniques	15,8	0,2	1,0	3,0
Produits pharmaceutiques	15,1	0,6	3,9	2,8
Pierres et métaux précieux	13,9	0,0	-0,1	2,6
Meubles	11,6	0,5	4,1	2,2
Fer, acier et articles en fer et en acier	11,2	-1,3	-10,6	2,1
10 principaux produits	344,4	0,2	0,1	64,6
Tous les autres produits	188,9	-3,2	-1,7	35,4

Les exportateurs canadiens

Les pays ne commercent pas, ce sont les entreprises qui le font. Toutefois, les statistiques sur le commerce ont traditionnellement été produites à l'échelle nationale — la valeur des exportations ou des importations d'un pays. Conscients de cela, les organismes de statistique partout dans le monde, y compris Statistique Canada, produisent de plus en plus de renseignements sur les entreprises qui font du commerce.

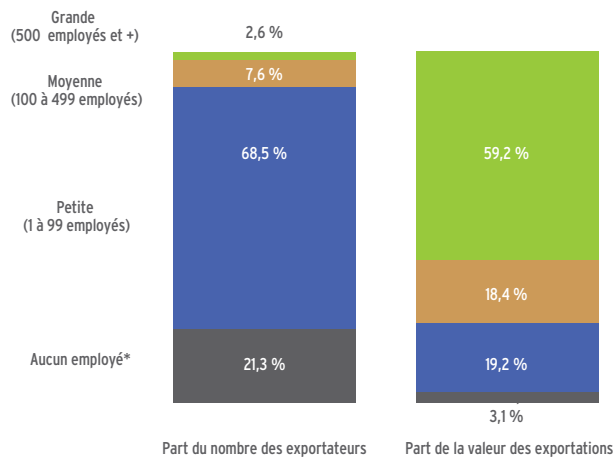
En 2016, 43 255 entreprises canadiennes ont exporté des marchandises¹, soit 667 de moins que l'année précédente, une baisse de 1,5 p. 100 répartie entre plusieurs secteurs,

mais une hausse de 6,5 p. 100 par rapport à 2010, la première année pour laquelle ces données sont disponibles. Parmi ces 43 255 exportateurs, la grande majorité (97,4 p. 100) sont de petites et moyennes entreprises (PME) – définies habituellement comme étant les entreprises comptant moins de 500 employés. Ces PME comptent pour 40,7 p. 100 des exportations canadiennes de marchandises en valeur. La plupart des entreprises exportatrices (un peu plus des deux tiers) sont de petites entreprises qui ont entre 1 et 99 employés, et un peu plus d'un cinquième ne déclarent aucun employé. Cependant, les 1 129 grandes entreprises (qui comptent au moins 500 employés), qui ne représentent que 2,6 p. 100 du total des exportateurs, sont à l'origine de près de 60 p. 100 de la valeur des exportations canadiennes de biens.

Les États-Unis reçoivent la grande majorité des exportations canadiennes de

marchandises – plus de 76 p. 100 des exportations totales en valeur en 2016. Le marché américain est encore plus important en termes de nombre d'exportateurs. En 2016, 81,4 p. 100 des entreprises ont exporté vers les États-Unis; plus des deux tiers de celles-ci, principalement des PME, ont exporté uniquement aux États-Unis. En fait, plus d'entreprises canadiennes exportent vers l'État de New York et la Californie que vers les 28 pays de l'UE combinés. Après les États-Unis, la Chine ressort comme la deuxième destination la plus importante pour les exportateurs de produits canadiens : 4 052 entreprises canadiennes exportent en Chine, ce qui est légèrement plus que le nombre d'exportateurs vers le Royaume-Uni (3 913). Si l'UE est considérée comme une seule destination, elle vient alors au deuxième rang sur la liste après les États-Unis, comme destination de 9 841 exportateurs en 2016.

Répartition des exportations canadiennes selon la taille de l'entreprise, 2016



* Aucun employé ou aucun renseignement disponible sur le nombre d'employés

¹ Les données actuelles pour le Canada ne couvrent que les exportateurs de marchandises, mais des données similaires sur les importateurs et le commerce des services sont attendues dans l'avenir. Ces données sur le commerce selon les caractéristiques des entreprises (CCE) reposent sur une nouvelle méthodologie qui n'a été adoptée qu'en 2010 et remplacent les données précédemment disponibles dans le registre des importateurs et exportateurs.

Les 10 principales destinations des exportateurs canadiens

Pays	États-Unis	Chine	Royaume-Uni	Allemagne	Australie	France	Japon	Hong Kong	Corée du Sud	Mexique
Nombre d'exportateurs	35 203	4 052	3 913	3 012	2 960	2 793	2 393	2 080	1 976	1 941

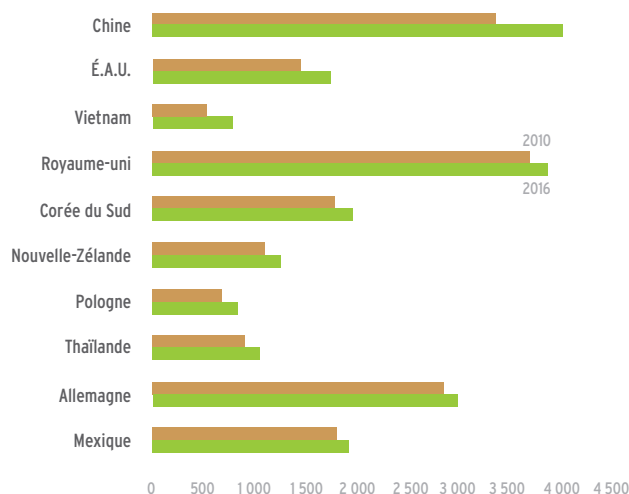
Note : On ne peut faire la somme du nombre d'exportateurs par pays pour arriver à un total en raison du double comptage, certains exportateurs étant présents dans plus d'un pays.

De 2010 à 2016, le nombre net d'exportateurs a augmenté de 2 644. Le nombre d'entreprises qui exportent uniquement aux États-Unis est en hausse de 2 401, tandis que le nombre de celles exportant vers les États-Unis et au moins un autre marché a légèrement diminué, soit de 171. Le nombre d'entreprises qui exportent vers des marchés autres que les États-Unis a légèrement augmenté (de 414). Mis à part les États-Unis, les hausses les plus importantes sont observées parmi les entreprises qui exportent en Chine, aux Émirats arabes unis et au Vietnam. Les plus fortes baisses se retrouvent parmi les entreprises exportant au Brésil, en Iran, en Libye, en Russie, en Syrie et au Venezuela.

Bien que les grandes entreprises dominent la valeur totale des exportations, elles ne sont pas nécessairement de gros exportateurs. De façon similaire, certaines PME exportent de très grandes quantités. Ce sont plutôt les exportateurs intensifs – les entreprises de toutes tailles qui dépendent de façon critique de l'exportation – qui dominent les exportations canadiennes. Au total, 476 entreprises exportant chacune plus de 100 millions \$ par an comptent pour plus des trois quarts des exportations totales de marchandises du Canada. Le fait d'élargir le nombre d'exportateurs au top 1000 vient ajouter 7,8 p. 100, pour un total de 83,6 p. 100 des exportations canadiennes de marchandises en valeur. Les quelque 42 000 exportateurs restants représentent seulement 16,4 p. 100 des exportations en valeur.

Il n'est pas surprenant que le secteur manufacturier fournisse la plus grande partie des exportations canadiennes de biens, représentant 57,4 p. 100 du total, suivi du secteur de l'exploitation minière, pétrolière et gazière à 6,7 p. 100. Le tiers restant de la valeur des exportations de biens est attribuable à des entreprises hors des secteurs de production de biens. En 2016, les grossistes représentaient la part la plus importante (14,1 p. 100) des exportations de biens provenant du secteur des services, suivis de la gestion de sociétés (c.-à-d. les sièges sociaux), avec 10,6 p. 100. Les entreprises du secteur des finances et des assurances ont représenté une plus grande part des exportations de biens (2,8 p. 100) que les entreprises de services publics (2,0 p. 100) – et même davantage que l'agriculture, la forêt et la pêche combinées (2,3 p. 100), qui appartiennent au secteur de la production de biens.

Destinations vers lesquelles le nombre d'exportateurs a le plus augmenté (à l'exclusion des États-Unis)



Il est difficile de faire des comparaisons internationales car les données ne sont pas parfaitement comparables entre les pays. En termes généraux, toutefois, le modèle qui se dégage correspond en grande partie aux attentes. Comme le montre la figure ci-jointe, les États-Unis et l'Allemagne se distinguent comme de grands pays d'exportation comptant un grand nombre d'exportateurs, mais leurs exportateurs sont également plus gros en moyenne (mesuré par la valeur des exportations divisée par le nombre d'exportateurs). En revanche, l'Italie et l'Espagne sont aussi des exportateurs importants, mais ces deux pays ont de nombreux petits exportateurs et figurent donc sous la ligne représentant



la moyenne (valeur moyenne des exportations par exportateur parmi les pays de l'OCDE). Le Canada est souvent perçu comme un pays comptant de nombreuses petites entreprises. Cependant, au chapitre des exportations, ce sont les grandes entreprises canadiennes qui dominent, une observation que vient renforcer la part élevée des exportations totales provenant des 500 plus grands exportateurs. Pour la plupart des pays, un nombre relativement restreint de grandes entreprises sont à l'origine de la plus grande partie des exportations, mais la part de la valeur totale des exportations représentée par les 500 premiers exportateurs au Canada est plus élevée qu'en France, au Royaume-Uni ou en Allemagne. En effet, la Finlande est le seul grand pays de l'OCDE où les 500 premières entreprises représentent une part encore plus élevée des exportations qu'au Canada.

Selon une autre interprétation possible, les principaux exportateurs apportent une contribution disproportion-

née aux exportations du Canada en comparaison avec les principaux exportateurs des autres pays. Mais qu'en est-il à l'extrémité inférieure du classement? Sur les 22 pays de l'OCDE pour lesquels des données comparables existent, le Canada arrive au quatrième rang derrière les Pays-Bas, l'Allemagne et la France pour la valeur moyenne des exportations par exportateur (après avoir retranché les 500 premiers exportateurs). Ainsi, alors que les principaux exportateurs canadiens jouent un rôle extrêmement important, le Canada montre aussi une certaine profondeur dans son contingent.

Le commerce avec les principaux partenaires commerciaux

Les exportations de marchandises

En 2016, les exportations canadiennes de marchandises ont été encore plus concentrées parmi les principales destinations. Les 10 premiers pays partenaires représentaient 90,9 p. 100 des exportations canadiennes, contre 90,5 en 2015; notamment, 87,2 p. 100 des exportations sont allées vers les cinq principales destinations. La concentration a également augmenté pour les 20 premières destinations, passant de 94,6 p. 100 en 2015 à 94,7 p. 100 en 2016. La décélération des exportations vers les États-Unis (baisse de 1,9 p. 100 en 2016) a été légèrement plus prononcée que celle des exportations globales; cela a eu pour effet de réduire la part des États-Unis dans les exportations de marchandises du Canada pour la deuxième année d'affilée. Les exportations vers la Chine, la seconde destination en importance, ont augmenté à un taux robuste, mais non exceptionnel, de 4,0 p. 100. La croissance des exportations a été plus forte vers les pays occupant le bas de la liste : Royaume-Uni (7,2 p. 100), Japon (9,7 p. 100) et Mexique (gain remarquable de 14,8 p. 100). Les exportations vers la Corée du Sud, l'Allemagne et la France ont aussi fortement augmenté, tandis que les exportations vers l'Inde diminuaient sensiblement. Les 5 principales destinations à l'exportation ont conservé le même classement, alors que l'Inde glissait du 6e au 8e rang, et Hong Kong de la 8e à la 13e place.

Le recul de 7,8 milliards \$ des exportations vers les États-Unis a été légèrement supérieur à la diminution globale des exportations totales en 2016. La baisse de 18,0 milliards \$ des exportations d'énergie est à l'origine de la diminution des exportations vers les États-Unis, qui a été compensée largement par une augmentation des exportations de produits de l'automobile (gain de 6,3 milliards \$). Des hausses substantielles ont également été observées dans les exportations de bois et d'articles en bois (gain de 2,3 milliards \$), de pierres et métaux précieux (gain de 1,1 milliard \$) et de produits pharmaceutiques (gain de 1,0 milliard \$), alors que des baisses considérables étaient enregistrées dans les exportations d'aéronefs (recul de 2,4 milliards \$) et d'engrais (recul de 1,2 milliard \$). Le commerce avec les États-Unis au niveau des États et des provinces est examiné plus en détail dans l'encadré qui se trouve dans ce chapitre. Les exportations combinées vers les neuf autres principales destinations ont progressé de 4,7 milliards \$.

Les exportations vers la Chine ont augmenté de 0,8 milliard \$ pour atteindre 21,0 milliards \$, dépassant le niveau record enregistré en 2013. Cela s'est produit malgré une baisse de 0,2 milliard \$ des exportations de pâte de bois – le principal produit d'exportation – qui ont fléchi de 4,8 p. 100. Cependant, une progression notable des exportations de produits de l'automobile en Chine de 0,8 milliard \$ (gain de 136,5 p. 100) a compensé cette baisse, les exportations de voitures de tourisme ayant enregistré une augmentation remarquable de 163,1 p. 100. Les exportations de soja ont aussi fortement

TABEAU 5-3
Exportations canadiennes vers les principaux partenaires

	Valeur 2016 (milliards de \$)	Variation 2016/2015 (milliards de \$)	Croissance 2016/2015 (%)	Part 2016 (%)
Monde	516,9	-7,1	-1,4	100,0
États-Unis	394,4	-7,8	-1,9	76,3
Chine	21,0	0,8	4,0	4,1
Royaume-Uni	17,1	1,1	7,2	3,3
Japon	10,7	0,9	9,7	2,1
Mexique	7,6	1,0	14,8	1,5
Corée du Sud	4,4	0,3	8,7	0,8
Allemagne	4,1	0,4	12,5	0,8
Inde	4,0	-0,3	-7,7	0,8
France	3,4	0,3	8,5	0,7
Belgique	3,2	0,1	2,7	0,6
10 premiers	469,8	-3,1	-0,7	90,9
25 suivants	33,0	-2,7	-7,4	6,4
75 suivants	13,2	-1,1	-7,6	2,6
120 derniers	0,8	-0,2	-23,0	0,2

progressé, gagnant 0,4 milliard \$, tandis que les exportations de viande et de poisson ont inscrit une performance satisfaisante. En revanche, les exportations d'aéronefs, de céréales, d'engrais, de nickel, de cuivre et de fourrures ont diminué.

Les exportations vers le Royaume-Uni ont augmenté de 1,1 milliard \$, soit la hausse absolue la plus marquée parmi les 10 principales destinations, sous l'effet d'une progression de près de 20 p. 100 des exportations d'or, qui ont dépassé la barre des 10 milliards \$ en 2016. Des hausses générales ont entraîné une augmentation des exportations de 0,9 milliard \$ au Japon; les exportations de produits pharmaceutiques ont notamment connu une croissance exceptionnelle, bondissant de plus de 80 p. 100. La plus forte croissance relative des exportations a été observée au Mexique (gain de 14,8 p. 100, soit 1,0 milliard \$) grâce aux exportations de voitures de tourisme et de pièces d'automobile. Les exportations vers l'Allemagne ont avancé de 12,5 p. 100, cela étant en grande partie imputable à une importante expédition d'uranium. La baisse des exportations de certaines légumineuses (comme les lentilles) vers l'Inde a été à l'origine des déclinés observés vers cette destination.

L'Espagne a enregistré la plus forte croissance des exportations parmi les principaux partenaires (57,9 p. 100, à 1,8 milliard \$), le Pakistan venant tout près derrière (gain de 56,1 p. 100, à 1,1 milliard \$). Pendant ce temps, les exportations vers Hong Kong ont diminué encore une fois, soit 40,4 p. 100 par rapport au niveau de 2015, principalement en raison de la baisse des exportations d'or, qui ont reculé de plus des quatre-cinquièmes. D'autres baisses importantes sont survenues dans les exportations vers les Pays-Bas (recul de 20,7 p. 100), l'Indonésie (recul de 19,7 p. 100) et la Norvège (recul de 18,6 p. 100).

Les importations de marchandises

Les cinq principaux partenaires du Canada au chapitre des importations n'ont pas changé encore une fois en 2016, mais il y a eu des mouvements plus bas dans la liste alors que la Corée du Sud a devancé le Royaume-Uni pour revendiquer la 6e place au classement des sources d'importation. Cette progression s'explique par l'importation du module UPM (Utilities/Process Module) pour le projet pétrolier de Hébron. Aucun autre changement n'est survenu dans le top 10, bien que le Vietnam semble s'apprêter à faire son entrée dans cette liste l'an prochain, la croissance rapide des importations en provenance de ce pays l'ayant déjà placé au coude-à-coude avec Taiwan. Les importations provenant des 10 principales sources ont diminué de 1,1 p. 100, mais elles ont augmenté pour les 100 sources suivantes, ce qui a permis de limiter le recul global des importations.

Les importations en provenance des États-Unis ont diminué de 2,5 p. 100 (soit de 7,2 milliards \$), tombant sous leur niveau de 2014; la part des États-Unis dans les importations du Canada est ainsi passée de 53,2 p. 100 en 2015 à 52,2 p. 100 en 2016. La majeure partie du recul s'explique par la baisse des importations d'énergie (baisse de 5,1 milliards \$), mais les importations de machines mécaniques, d'aéronefs et de pièces, de machines électriques et d'articles en fer et en acier des États-Unis ont également fléchi. Le seul mouvement notable en sens inverse a été l'augmentation des importations de produits de l'automobile, en progression de 2,9 milliards \$, soit 5,1 p. 100.

Les importations en provenance de la Chine ont diminué de 1,9 p. 100 (recul de 1,3 milliard \$), la plus grande partie de la perte étant imputable aux importations plus

faibles de téléphones cellulaires (recul de 0,9 milliard \$). Les importations d'articles en fer et en acier ont aussi diminué considérablement, reculant de 0,4 milliard \$; les vêtements et accessoires, les chaussures, les jouets et le matériel de sport et les articles en cuir ont aussi contribué au déclin enregistré. Parmi ces baisses généralisées, l'unique exception notable a été l'expansion de 0,3 milliard \$ des importations de meubles (gain de 7,1 p. 100).

Les importations en provenance du Mexique (gain de 6,4 p. 100) et du Japon (gain de 6,9 p. 100) ont connu une croissance solide en 2016. Les importations de produits de l'automobile, de machines, de meubles et de pétrole raffiné ont été les principaux moteurs de l'augmentation dans le cas du Mexique; les importations en provenance du Japon ont progressé grâce à des valeurs plus élevées pour les machines, l'or et les déchets de métaux précieux.

Les importations en provenance d'Allemagne ont diminué très légèrement (baisse de 0,7 p. 100), tandis que les importations du Royaume-Uni ont fortement chuté (recul de 10,2 p. 100) en raison de la dégringolade des importations d'or, passées de 1,4 milliard \$ en 2015 à zéro. Les importations venant de la France ont diminué encore plus sévèrement, avec une baisse de 12,1 p. 100, attribuable à la diminution des importations d'aéronefs, de produits pharmaceutiques et d'instruments scientifiques. En outre, l'augmentation des importations de pétrole brut d'Algérie et du Nigéria a fait progresser les valeurs globales des importations provenant de ces pays de 95,2 p. 100 et de 50,9 p. 100, respectivement, tandis que la baisse des importations d'or du Pérou a entraîné un recul de près du quart des flux de marchandises provenant de ce pays.

TABLEAU 5-4
Importations canadiennes en
provenance des principaux partenaires

	Valeur 2016 (milliards de \$)	Variation 2016/2015 (milliards de \$)	Croissance 2016/2015 (%)	Part 2016 (%)
Monde	533,3	-3,0	-0,6	100
États-Unis	278,3	-7,2	-2,5	52,2
Chine	64,4	-1,3	-1,9	12,1
Mexique	33,2	2,0	6,4	6,2
Allemagne	17,2	-0,1	-0,7	3,2
Japon	15,8	1,0	6,9	3,0
Corée du Sud	10,6	2,4	28,7	2,0
Royaume-Uni	8,3	-0,9	-10,2	1,5
Italie	7,5	0,2	2,3	1,4
France	6,0	-0,8	-12,1	1,1
Taiwan	5,1	-0,4	-6,9	1,0
10 premiers	446,4	-5,1	-1,1	83,7
25 suivants	62,0	2,1	3,5	11,6
75 suivants	24,7	1,1	4,5	4,6
120 derniers	0,4	-1,0	-73,3	0,1

Le commerce au niveau des provinces et des territoires

Les exportations de marchandises

Les trois principales provinces exportatrices — l'Ontario, le Québec et l'Alberta — représentaient 79,2 p. 100 des exportations canadiennes en 2016. Les exportations de l'Ontario ont continué à bien faire, avec une hausse de 5,9 p. 100 l'an dernier, pour un gain de 13,9 milliards \$. Les gains à l'exportation de l'Ontario ont rejoint l'ensemble des secteurs

de cette province : produits de l'automobile (gain de 7,3 milliards \$), machines et matériels mécaniques (gain de 1,1 milliard \$), pierres et métaux précieux (gain de 1,1 milliard \$) et produits pharmaceutiques (gain de 1,1 milliard \$). Les exportations de nickel et d'articles en nickel ont reculé de 0,9 milliard \$, les exportations de produits énergétiques ont diminué de 0,5 milliard \$, tandis que les exportations d'aéronefs fléchissaient de 0,3 milliard \$.

Malgré une baisse de 2,1 p. 100 de ses exportations, le Québec a devancé l'Alberta pour devenir la deuxième province exportatrice au Canada. Le recul de la valeur des exportations de 1,8 milliard \$ est attribuable à la baisse de 1,9 milliard \$ des exportations d'aéronefs (soit 17,2 p. 100). Par ailleurs, les hausses des exportations de machines mécaniques, de produits de l'automobile, de bois et d'articles en bois et de meubles ont été annulées par des pertes dans les exportations d'aluminium, de produits énergétiques et de cuivre.

En 2016, l'Alberta a enregistré une baisse moins marquée de ses exportations que l'année précédente, accusant néanmoins un repli de 13,6 milliards \$ de ses exportations (soit 14,6 p. 100) causé par une nouvelle diminution des exportations de pétrole. Des baisses importantes sont également survenues dans les exportations de machines mécaniques et de céréales.

Avec l'Ontario, la Colombie-Britannique a été la seule autre province à enregistrer des gains substantiels à l'exportation, avec une robuste croissance de 9,0 p. 100 (hausse de 3,3 milliards \$). Les fortes avancées dans les exportations de bois et d'articles en bois (1,6 milliard \$), de produits énergétiques (charbon et gaz, en hausse de 1,7 milliard \$) et d'aluminium (gain de 0,7 milliard \$) ont été les facteurs à l'origine de cette performance; deux baisses notables se sont produites dans les exportations de minerais (recul de 0,4 milliard \$) et de pâte de bois (recul de 0,3 milliard \$).

La Saskatchewan a connu la plus forte baisse relative des exportations de toutes les provinces canadiennes avec une perte de 18,2 p. 100 (soit 6 milliards \$). La valeur des exportations d'énergie a régressé de plus de 33 p. 100, et le tableau a été aggravé par un recul de près de 30 p. 100 des exportations de potasse.

Des reculs ont également été enregistrés dans la valeur des exportations du Nouveau-Brunswick (baisse de 12,9 p. 100) et de Terre-Neuve-et-Labrador (baisse de 9,2 p. 100), sous l'effet de la diminution des exportations d'énergie dans les deux cas. La baisse des exportations a été marginale au Manitoba et en Nouvelle-Écosse, tandis que l'Île-du-Prince-Édouard a vu ses exportations augmenter de 1,6 p. 100, les expéditions de pommes de terre étant en forte progression. Les exportations du Yukon ont plus que doublé en raison d'exportations plus importantes de minerais de cuivre; simultanément, les exportations des Territoires du Nord-Ouest reculaient de 21,9 p. 100 en raison de la baisse des exportations de diamants.

TABEAU 5-5
Exportations provinciales/territoriales de
marchandises vers le monde, 2016

	Valeur 2016 (milliards de \$)	Variation 2016/2015 (milliards de \$)	Croissance 2016/2015 (%)	Part 2016 (%)
Ontario	249,5	13,9	5,9	48,3
Québec	80,4	-1,8	-2,1	15,5
Alberta	79,4	-13,6	-14,6	15,4
Colombie-Britannique	40,0	3,3	9,0	7,7
Saskatchewan	26,7	-6,0	-18,2	5,2
Manitoba	13,6	-0,2	-1,7	2,6
Nouveau-Brunswick	10,7	-1,6	-12,9	2,1
Terre-Neuve-et-Labrador	8,4	-0,9	-9,2	1,6
Nouvelle-Écosse	5,3	-0,1	-2,0	1,0
Territoires du Nord-Ouest	1,4	-0,4	-21,9	0,3
Île-du-Prince-Édouard	1,3	0,0	1,6	0,3
Yukon	0,2	0,1	101,9	0,0
Nunavut	0,0	0,0	21,2	0,0
Ensemble des provinces/ territoires	516,9	-7,1	-1,4	100,0

Exportations des provinces et des territoires canadiens aux États-Unis

Les États-Unis sont la destination de plus des trois quarts des exportations canadiennes de marchandises, ce qui en fait le principal partenaire du Canada à l'exportation. Il n'est donc pas étonnant que ce pays soit également la principale destination des exportations de la plupart des provinces et des territoires canadiens. Cette étude spéciale présente un aperçu de l'importance du marché américain pour les provinces et les territoires du Canada en 2016.

Exportations de marchandises des régions canadiennes vers les États-Unis, 2016						
	Ontario	Prairies	Québec	Colombie-Britannique	Canada atlantique	Territoires
Total des exportations vers les É.-U. , (milliards \$)	206,5	90,1	57,1	21,2	19,3	0,2
Trois principaux États partenaires pour les exportations et part (%)	Michigan (28,4 %) Californie (14,7 %) New York (7,9 %)	Illinois (26,8 %) Texas (9,8 %) Washington (8,4 %)	New York (11,6 %) Ohio (7,3 %) Texas (6,3 %)	Washington (27,8 %) Californie (11,8 %) Illinois (6,4 %)	New Hampshire (23,2 %) New Jersey (15,4 %) Massachusetts (14,8 %)	Alaska (97,6 %) Michigan (0,7 %) Californie (0,6 %)
Trois principaux produits exportés et part (%)	Véhicules à moteur (36,0 %) Machines mécaniques (9,8 %) Machines électriques (4,3 %)	Pétrole brut / gaz naturel (64,0 %) Plastiques (4,7 %) Potasse (3,4 %)	Aluminium (10,3 %) Machines mécaniques (8,9 %) Aéronefs (7,8 %)	Bois (29,5 %) Pétrole (16,0 %) Machines mécaniques (6,6 %)	Pétrole raffiné (53,2 %) Poisson (12,9 %) Caoutchouc (6,0 %)	Minerais de cuivre (96,8 %) Véhicules à moteur (12,9 %) Or et diamants (0,4 %)

L'Ontario

Parmi les provinces et les territoires, l'Ontario est de loin le principal exportateur aux États-Unis, où il a expédié pour plus de 206 milliards \$ en 2016. Le Michigan est la première destination des exportations de l'Ontario, représentant 58,7 milliards \$ (28,4 p. 100) des exportations ontariennes aux États-Unis en 2016. Les liens existants dans le secteur de l'automobile sont un trait important de la relation Ontario-Michigan sur le marché d'exportation : trois produits (les voitures de tourisme, les pièces d'automobile et les moteurs) ont accaparé 43,2 milliards \$ (73,5 p. 100) des exportations de la province vers cet État. Ce lien commercial est si important qu'en 2016, la valeur des exportations de produits de l'automobile de l'Ontario au Michigan dépassait la valeur combinée des exportations du Canada en Chine, au Royaume-Uni, au Japon et au Mexique. Bien que le Michigan soit depuis longtemps l'État américain le plus important pour les exportations ontariennes, d'autres États, comme la Californie, ont récemment gagné du terrain. Au cours de la dernière décennie, les exportations de l'Ontario vers la Californie ont augmenté sensiblement, soit à un taux annuel moyen de 5,8 p. 100, ce qui est plus de deux fois et demie supérieur à la croissance annuelle moyenne des exportations de l'Ontario vers l'ensemble des États-Unis (2,3 p. 100). La Californie est aujourd'hui la seconde

destination des exportations ontariennes vers les États-Unis après le Michigan, avec des expéditions de 30,5 milliards \$ en 2016, dont 24,1 milliards \$ en voitures de tourisme. Les machines mécaniques (20,3 milliards \$), les machines électriques (8,9 milliards \$) et l'or (3,9 milliards \$) ont également contribué aux exportations de l'Ontario vers les marchés américains en 2016.

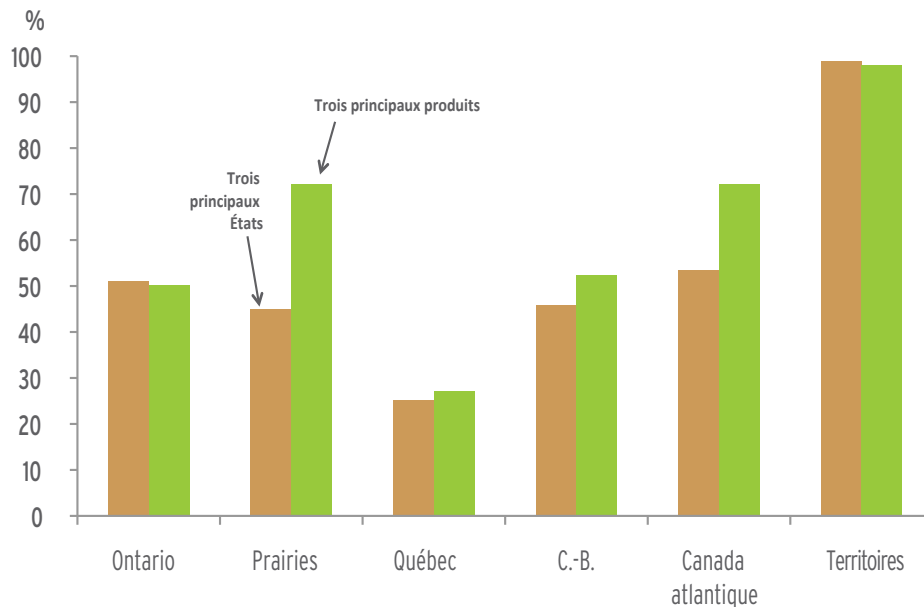
Les provinces des Prairies : Alberta, Saskatchewan et Manitoba

Les Prairies constituent la deuxième région exportatrice du Canada vers les États-Unis, avec des exportations de 90,1 milliards \$ vers cette destination en 2016. Les exportations des Prairies aux États-Unis sont largement concentrées dans les combustibles minéraux, principalement le pétrole brut et le gaz naturel, qui représentaient 64,0 p. 100 des exportations en 2016. La région des Prairies est le premier exportateur canadien de pétrole brut aux États-Unis, avec des expéditions de 48,1 milliards \$ en 2016. Les deux principaux États partenaires des Prairies sur le marché d'exportation – L'Illinois et le Texas – reçoivent du pétrole brut de l'Alberta acheminé par le pipeline Keystone vers les principaux centres de raffinage de ces deux États. L'Illinois est la plus importante destination des exportations des Prairies, recevant pour 24,2 milliards \$ (26,8 p. 100) d'exportations en 2016. À plus de 20 milliards \$, l'Illinois est la première destination américaine du pétrole brut provenant de l'Alberta. L'Illinois a également reçu des Prairies des expéditions de gaz naturel d'une valeur de 1,1 milliard \$ en 2016. Le gaz naturel est acheminé vers les principaux centres de pipelines de l'Illinois, dont l'ANR Joliet Hub, et expédié de là vers d'autres villes du Midwest et du Nord-Est américain. Les exportations des Prairies vers le Texas ont bondi en 2014, avec l'achèvement de la phase 3 du projet Keystone qui rejoint maintenant par pipeline une raffinerie de pétrole brut à Port Arthur, au Texas. Les exportations des Prairies vers cet État ont augmenté à un taux annuel moyen de 14,4 p. 100 au cours des cinq dernières années. Les exportations vers l'Oklahoma ont aussi grimpé de façon spectaculaire, soit à un taux annuel moyen de 22,4 p. 100 depuis 2010, probablement en raison de l'achèvement au début de 2011 de la phase 2 du projet Keystone, qui a prolongé le pipeline jusqu'en Oklahoma.

Le Québec

Le Québec a exporté pour une valeur de 57,1 milliards \$ aux États-Unis en 2016. De façon générale, les exportations du Québec sont plus diversifiées au niveau des produits et des États américains que celles des cinq autres régions exportatrices du Canada : seulement 25,5 p. 100 des exportations québécoises aux États-Unis sont allées vers les trois principaux États de destination, soit New York, l'Ohio et le Texas. Si New York est depuis longtemps la première destination des exportations québécoises aux États-Unis, les exportations vers l'Ohio ont considérablement augmenté au cours des 10 dernières années. En 2007, l'Ohio se classait au septième rang des destinations des exportations du Québec aux États-Unis; mais depuis 2007, les exportations du Québec vers cet État ont augmenté à un taux annuel moyen de 6,3 p. 100. L'Ohio est maintenant le deuxième État en importance pour les exportations du Québec sur le marché américain, ayant devancé le Texas en 2015. Cette progression peut être attribuée dans une large mesure à l'augmentation des exportations d'aéronefs, qui sont passées de 9,9 millions \$ en 2007 à 1,5 milliard \$ en 2016 et constituent maintenant le secteur d'exportation le plus important du Québec vers l'Ohio. Les trois principaux produits d'exportation du Québec aux États-Unis accaparent 27,0 p. 100 des exportations totales, actuellement la plus faible part parmi les cinq régions.

Diversification des exportations pour les 3 principaux États et produits



Les exportations d'aluminium (5,9 milliards \$), de machines mécaniques (5,1 milliards \$) et d'aéronefs (4,5 milliards \$) ont dominé le tableau des exportations du Québec aux États-Unis en 2016.

La Colombie-Britannique

La Colombie-Britannique a exporté pour une valeur de 21,2 milliards \$ aux États-Unis en 2016, principalement dans les États de la côte ouest, soit Washington, la Californie et l'Oregon, qui représentaient 45,9 p. 100 des exportations totales de la province vers les États-Unis. La catégorie d'exportation la plus importante de la Colombie-Britannique est celle du bois et du bois d'œuvre : les exportations de bois de la Colombie-Britannique aux États-Unis étaient estimées à 6,2 milliards \$ en 2016, soit 29,5 p. 100 des exportations totales de la province vers ce pays. Le bois est le plus important produit exporté par la Colombie-Britannique en Californie, le deuxième État de destination des exportations de la province; le bois arrive au deuxième rang des exportations vers l'État de Washington, qui est la principale destination à l'exportation de la Colombie-Britannique. En outre, la Colombie-Britannique a exporté aux États-Unis pour 2,0 milliards \$ de gaz naturel et plus de 500 millions \$ de pétrole raffiné en 2016.

Les provinces de l'Atlantique : Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve-et-Labrador, Nouvelle-Écosse et Île-du-Prince-Édouard

Les provinces de l'Atlantique ont exporté 19,3 milliards \$ aux États-Unis en 2016, soit 4,9 p. 100 des exportations totales du Canada vers ce pays. Les exportations de la région sont largement destinées aux États du Nord-Est des États-Unis, notamment le

New Hampshire, le New Jersey et le Massachusetts, qui représentent ensemble plus de la moitié de toutes les exportations des provinces de l'Atlantique vers les États-Unis. Avec des exportations de 9,7 milliards \$ en 2016, le Nouveau-Brunswick comptait pour un peu plus de la moitié de toutes les exportations de la région aux États-Unis.

Le pétrole brut et le pétrole raffiné sont les principaux produits exportés par les provinces de l'Atlantique aux États-Unis, représentant 49,1 p. 100 des exportations totales de la région vers ce pays, menées par le pétrole raffiné du Nouveau-Brunswick et le pétrole brut de Terre-Neuve-et-Labrador. Le Nouveau-Brunswick est le site de la raffinerie de pétrole Irving, la plus grande au Canada, avec une capacité de raffinage de plus de 300 000 barils par jour. La province exporte du pétrole raffiné vers le Nord-Est des États-Unis, principalement au New Hampshire. Le Nouveau-Brunswick a exporté pour une valeur de 4,4 milliards \$ vers le New Hampshire en 2016, dont 4,1 milliards \$ de pétrole raffiné. C'est là une relation commerciale cruciale pour la région de l'Atlantique puisque le New Hampshire est la plus importante destination de ses exportations. Terre-Neuve-et-Labrador a exporté pour 3 milliards \$ de pétrole brut vers le marché américain en 2016. Les exportations de pétrole brut proviennent en grande partie de trois champs pétrolifères au large des côtes (Hibernia, White Rose et Terra Nova). Les autres produits d'exportation clés de la région vers le marché américain sont notamment le poisson (2,5 milliards \$) et le caoutchouc (1,2 milliard \$).

Les territoires : Territoires du Nord-Ouest, Yukon et Nunavut

En 2016, les trois territoires du Canada ont exporté pour une valeur de 218,0 millions \$ aux États-Unis, l'Alaska étant la principale destination en raison de sa proximité : les exportations de la région vers l'Alaska comptent pour 97,6 p. 100 de ses exportations totales. Même si l'Alaska ne représentait que 0,3 p. 100 du PIB des États-Unis en 2015 et était l'une des destinations américaines les moins significatives pour les exportations canadiennes, l'État est de loin la destination la plus importante pour les exportations des territoires, qui sont dominées par les exportations de minerais de cuivre du Yukon. Les exportations de minerais de cuivre du Yukon représentent près de 97 p. 100 de tous les produits exportés en Alaska par les territoires canadiens. Les exportations des territoires vers cet État ont augmenté à un taux annuel moyen de 29,8 p. 100 au cours des 10 dernières années. Les exportations de voitures de tourisme (0,6 p. 100) et de diamants (0,5 p. 100) des Territoires du Nord-Ouest complètent la liste des principales exportations de la région vers les États-Unis.

Les importations de marchandises

Du côté des importations, les trois grands ports d'entrée au Canada sont l'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique, ces provinces fournissant respectivement des voies d'accès en provenance et à destination des États-Unis, de l'Atlantique et du Pacifique. En 2016, 85,5 p. 100 des importations du Canada sont entrées au pays en passant par ces provinces.

Les importations de l'Ontario ont avancé de 2,5 p. 100 en 2016 (hausse de 8,3 milliards \$), en raison d'une hausse des importations de produits de l'automobile, de matières plastiques, de meubles et de produits énergétiques (pétrole brut). Toutefois, les importations ont diminué dans la plupart des autres provinces, notamment le Québec (baisse de 6,2 p. 100), l'Alberta (baisse de 14,8 p. 100), le Nouveau-Brunswick (baisse 12,9 p. 100) et la Saskatchewan (baisse de 13,1 p. 100). Les importations de produits énergétiques ont reculé au Québec et au Nouveau-Brunswick (principalement les importations de pétrole brut), tandis que l'Alberta a importé moins de produits dans tous les secteurs : machines mécaniques, machines électriques, aéronefs et pièces, et produits de l'automobile. Les baisses des importations en Saskatchewan sont principalement concentrées dans les secteurs des machines mécaniques et des produits de l'automobile.

Les importations ont augmenté de plus de 50 p. 100 à Terre-Neuve-et-Labrador en raison de l'importation du module UPM pour le projet pétrolier d'Hébron. Des baisses importantes des importations ont été observées dans plusieurs provinces et territoires de taille modeste, notamment le Yukon, le Nunavut et les Territoires du Nord-Ouest, principalement en raison de la baisse des importations de produits énergétiques.

TABLEAU 5-6
Importations provinciales/territoriales de
marchandises en provenance du monde, 2016

	Valeur 2016 (milliards de \$)	Variation 2016/2015 (milliards de \$)	Croissance 2016/2015 (%)	Part 2016 (%)
Ontario	333,7	8,3	2,5	62,6
Québec	73,7	-4,9	-6,2	13,8
Colombie-Britannique	48,8	0,0	-0,1	9,1
Alberta	25,0	-4,4	-14,8	4,7
Manitoba	19,8	-1,0	-4,9	3,7
Nouveau-Brunswick	9,2	-1,4	-12,9	1,7
Saskatchewan	9,0	-1,4	-13,1	1,7
Nouvelle-Écosse	8,2	-0,1	-1,6	1,5
Terre-Neuve-et-Labrador	5,8	2,0	53,9	1,1
Île-du-Prince-Édouard	0,1	0,0	27,7	0,0
Yukon	0,1	0,0	-20,5	0,0
Nunavut	0,0	-0,1	-93,7	0,0
Territoires du Nord-Ouest	0,0	0,0	-100,0	0,0
Ensemble des provinces/ territoires	533,3	-3,0	-0,6	100,0

Les principaux déterminants du commerce des marchandises

La performance commerciale du Canada peut être examinée plus en détail à l'aide d'une ventilation des produits de base regroupant plus de 1 200 postes⁶. Cependant, seuls quelques-uns de ces postes représentent une valeur commerciale suffisante pour influencer de manière décisive sur la balance commerciale du Canada. Le tableau ci-dessous énumère 21 produits qui ont dicté la performance commerciale du Canada en 2016, exprimés au niveau de la classification à quatre chiffres du SH.

TABLEAU 5-7						
Déterminants clés de la performance commerciale du Canada en 2016						
	Exportations	Exportations	Importations	Importations	Solde	Solde
	2016	Variation	2016	Variation	2016	2016/2015
	(milliards de \$)	(milliards de \$)	(milliards de \$)	(milliards de \$)	(milliards de \$)	(milliards de \$)
Exportations élevées et importations élevées, excédent						
Pétrole brut	52,4	-11,8	14,5	-2,4	37,9	-9,4
Voitures de tourisme	64,7	7,3	35,0	1,4	29,7	6,0
Or	16,5	0,6	7,4	-1,0	9,1	1,6
Gaz de pétrole	10,3	-1,4	2,5	-0,9	7,8	-0,6
Aéronefs	8,2	-2,4	3,8	-1,9	4,4	-0,5
Total partiel	152,1	-7,7	63,2	-4,8	88,9	-2,9
Exportations élevées et importations limitées, excédent						
Blé	6,0	-2,0	0,0	0,0	5,9	-2,0
Bois d'œuvre	10,3	1,5	0,6	0,0	9,7	1,5
Graines de canola	5,7	0,7	0,1	0,0	5,5	0,7
Aluminium	6,7	0,1	0,3	-0,1	6,4	0,2
Pâte chimique	5,3	-0,4	0,2	0,0	5,1	-0,4
Potasse	4,7	-2,2	0,0	0,0	4,6	-2,2
Total partiel	38,7	-2,3	1,2	-0,1	37,2	-2,2
Exportations limitées et importations élevées, déficit						
Fils et câbles	0,9	0,0	4,5	0,1	-3,5	-0,1
Tracteurs	0,5	-0,2	3,7	-1,1	-3,2	0,9
Produits du sang	0,9	0,0	4,6	0,6	-3,7	-0,6
Total partiel	2,3	-0,2	12,8	-0,4	-10,4	0,2
Exportations élevées et importations élevées, déficit						
Huiles raffinées	10,8	-3,8	14,6	-0,6	-3,9	-3,2
Pièces de véhicules à moteur	14,1	0,1	27,2	1,8	-13,2	-1,7
Camions	2,7	0,3	17,2	2,0	-14,6	-1,7
Ordinateurs	1,8	0,1	10,3	0,2	-8,5	-0,2
Arbres de transmission, roulements et engrenages	1,7	-0,1	4,9	-0,3	-3,2	0,3
Appareils mécaniques	1,4	-0,1	4,8	2,7	-3,3	-2,8
Téléphones et pièces	2,7	-0,1	11,9	-0,3	-9,2	0,3
Total partiel	35,2	-3,6	90,9	5,5	-55,9	-9,0
Total, 21 produits	228,3	-13,8	168,1	0,2	59,8	-13,9

⁶ Le commerce des marchandises du Canada est le plus souvent présenté à l'aide du Système harmonisé (SH) de classification du commerce, un système international de codification des produits échangés. Dans le système SH, le commerce est réparti en 99 chapitres, que l'on appelle aussi le niveau de classification à 2 chiffres du SH. Dans chaque chapitre, les produits sont subdivisés en niveaux de classification à 4, 6 et 8 chiffres du SH; des comparaisons internationales sont possibles en descendant jusqu'à la classification à 6 chiffres du SH. La présente section renferme un examen des produits au niveau de la classification à 4 chiffres du SH qui ont déterminé la balance commerciale du Canada au cours de l'année écoulée.

Ces 21 produits totalisaient 228,3 milliards \$ (44,2 p. 100) des 516,9 milliards \$ d'exportations du Canada en 2016. Cela représente 13,8 milliards \$ de moins que la valeur des exportations des mêmes produits un an plus tôt. Simultanément, ces produits représentaient 31,5 p. 100 des importations totales, soit 168,1 milliards \$, ce qui est 0,2 milliard \$ de moins que la valeur des importations des mêmes produits en 2015. Ces 21 produits de base ont donné un excédent commercial de 59,8 milliards \$, soit 13,9 milliards \$ de moins que l'année précédente; ce mouvement a fortement contribué à creuser le déficit du commerce des marchandises en 2016. Le Canada a affiché un déficit commercial global de 16,4 milliards \$ en 2016, soit une détérioration de 4,2 milliards \$ du déficit de 12,2 milliards \$ enregistré en 2015.

Un examen plus détaillé de la performance commerciale de ces produits montre que le Canada se spécialise dans un nombre relativement restreint de produits, à la fois dans les ressources naturelles et les produits manufacturés, pour générer un important excédent commercial parmi ces produits clés. Cet excédent commercial lui sert ensuite à financer l'importation d'une grande variété d'autres produits, pour la plupart des variétés de produits manufacturés qui ne sont pas produits au Canada en raison de la petite taille du marché intérieur (p. ex. des téléphones intelligents, des médicaments, des véhicules et des moteurs de véhicule). Le Canada semble par ailleurs approvisionner en totalité son marché intérieur pour toute une gamme de produits liés aux ressources naturelles (blé, bois, graines de canola, aluminium, potasse, etc.). Dans l'ensemble, ce tableau qui révèle une plus grande concentration des exportations et une plus grande diversité des importations est conforme aux théories économiques du commerce où les échanges découlent des avantages comparatifs, de la dotation en ressources et de la demande pour la variété, ainsi que des théories du commerce axées sur l'entreprise.

CHAPITRE 6 | Performance de l'investissement étranger mondial et canadien

Performance de l'investissement étranger mondial et canadien

Les estimations préliminaires indiquent que les entrées mondiales d'investissement étranger direct (IED)¹ ont diminué à 1 500 milliards \$É.-U. en 2016, après avoir atteint leur niveau le plus élevé en 2015 depuis le début de la crise mondiale. Comme le montre le tableau 6-1, les entrées d'IED dans les économies développées représentaient près de 60 p. 100 des entrées totales d'IED. En 2016, les entrées d'IED dans les économies développées ont reculé de 9 p. 100, alors que les entrées dans l'UE notamment chutaient de près de 30 p. 100. De façon similaire, les entrées d'IED dans les économies en développement, qui représentaient moins de 40 p. 100 des entrées mondiales d'IED en 2016, ont aussi diminué de 20 p. 100. Après deux années consécutives où les entrées d'IED dans les économies dites « en transition » (qui comprennent la Communauté des États indépendants et l'Europe du Sud-Est) ont dégringolé de moitié, elles ont augmenté en 2016 pour représenter 3,4 p. 100 des flux totaux d'IED.

Les entrées d'IED au Canada ont régressé de 15,8 p. 100 en 2016, à 44,7 milliards \$. Ce résultat provient de la combinaison d'une baisse de près de 40 p. 100 des entrées en provenance des États-Unis et d'une hausse de 83 p. 100 des entrées provenant du reste du monde. La baisse globale des entrées d'investissement s'explique principalement par un recul des entrées au titre des fusions et acquisitions (F et A), tempéré par une hausse des autres entrées. Au niveau sectoriel, les entités étrangères ont réduit leurs entrées d'investissement dans la gestion de sociétés et d'entreprises en 2016, ainsi que dans les autres industries². Cependant, elles ont plus que doublé leurs entrées d'investissement dans la fabrication, tandis que les investissements étrangers dans le commerce et le transport progressaient et qu'elles enregistraient un bond appréciable dans l'extraction minière, pétrolière et gazière ainsi que dans les finances et les assurances.

En 2016, les investisseurs étrangers ont haussé leurs avoirs cumulatifs (stock) d'investissement direct au Canada de 4,7 p. 100, à 825,7 milliards \$. Les États-Unis détiennent près de la moitié (47,5 p. 100) du stock total d'IED au Canada et ils ont été à l'origine de 60,2 p. 100 de la hausse globale du stock d'IED au Canada en 2016. Au niveau sectoriel, comme on peut le voir plus en détail au tableau 6-4, la fabrication, et l'extraction minière, pétrolière et gazière sont demeurées les deux principales cibles des investisseurs étrangers et les plus importants contributeurs à la croissance globale, avec le commerce de gros. Ensemble, ils ont fourni plus de la moitié de l'augmentation de l'IED au Canada l'an dernier, les avoirs de ces trois secteurs ayant augmenté de 9,0 milliards \$, 5,8 milliards \$ et 5,8 milliards \$, respectivement.

L'investissement direct canadien à l'étranger (IDCE), ou les sorties d'IED, a augmenté de 2,6 p. 100 en 2016 pour s'établir à 88,0 milliards \$. Par secteur, l'IDCE dans l'extraction minière, pétrolière et gazière a renversé la tendance, passant de -13,8 milliards \$ en 2015 à +13,8 milliards \$ en 2016. Les flux d'IDCE ont bondi de plus de 2 000 p. 100 dans le commerce et le transport en raison d'une augmentation notable de l'activité de F et A,

¹ Les flux d'investissement étranger direct (IED) représentent les mouvements annuels de capitaux franchissant les frontières nationales pour être investis dans des structures, du matériel et des organisations sur le marché intérieur d'un pays, ou dans du capital-actions s'il s'ensuit qu'une entité résidente d'un pays acquiert un intérêt durable dans une entreprise résidente dans un autre pays. En pratique, l'investissement direct est réputé se produire lorsqu'une société détient au moins 10 p. 100 des actions avec droit de vote d'une entreprise étrangère. Le stock d'IED est la valeur cumulative de tous les investissements de ce genre détenus à l'étranger par les ressortissants d'un pays. En raison de l'évolution constante des valeurs et des différences dans les méthodes de collecte des données, la somme des flux d'IED ne donne pas une indication précise du stock d'IED.

² La gestion de sociétés et d'entreprises comprend les établissements dont l'activité principale consiste à gérer des sociétés ou des entreprises, ou à détenir des titres ou des actifs financiers de sociétés ou d'entreprises afin de détenir un intérêt suffisant pour exercer le contrôle ou influencer les décisions de gestion de ces entités. Les autres industries regroupent les codes 11, 23, 51, 53, 54, 56, 61, 62, 71, 72, 81 et 91 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), qui sont l'agriculture, la construction et toutes les industries de services qui ne sont pas indiquées ailleurs.

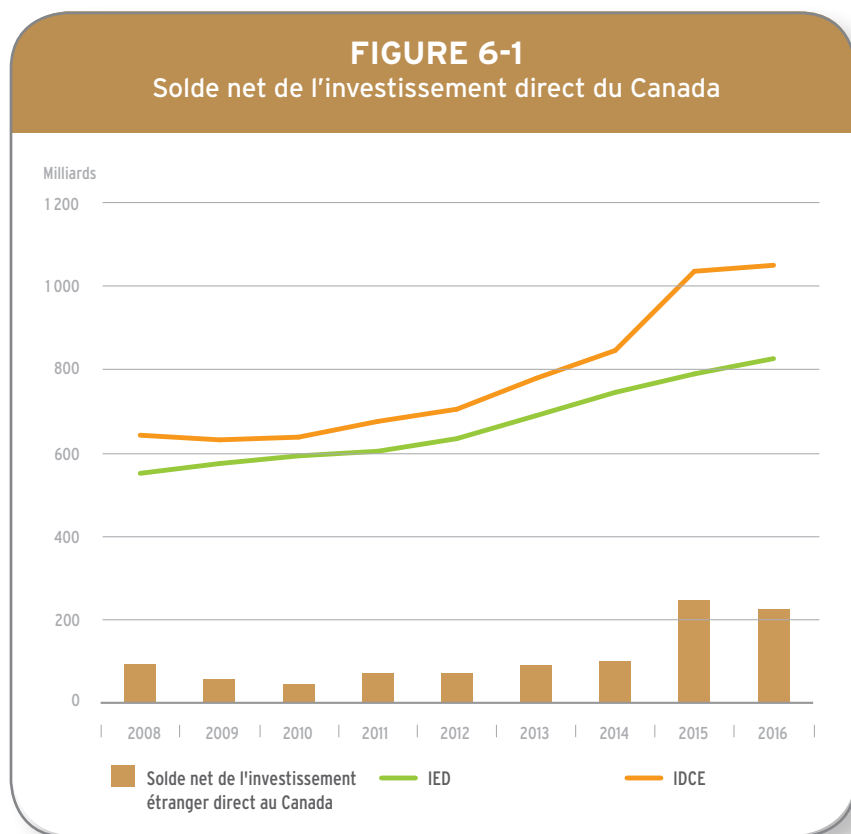
et ils ont plus que doublé dans les autres industries. Cependant, l'IDCE a reculé dans la fabrication, les finances et les assurances, et la gestion de sociétés et d'entreprises. Les activités de F et A et les autres entrées ont toutes augmenté par rapport aux niveaux de 2015, tandis que les bénéfices réinvestis ont diminué de 10,5 p. 100.

Parallèlement, les investisseurs canadiens ont ajouté 1,4 p. 100 à leurs avoirs en investissement direct à l'étranger (stock d'IED), qui a atteint 1 049,6 milliards \$ en 2016, la deuxième année où il dépasse la marque des 1 000 milliards \$. Cette croissance lente du stock d'IED en 2016 est attribuable à l'appréciation du dollar canadien par rapport aux principales devises, ce qui a eu pour effet de compenser la majeure partie de la forte

activité d'investissement au cours de l'année. L'Amérique du Nord est la bénéficiaire de 64,4 p. 100 du stock d'IDCE, dont quatre destinations à faible taux d'imposition utilisant le dollar américain (les Bahamas, la Barbade, les Bermudes et les Îles Caïmans), qui représentent ensemble 16,7 p. 100 du stock global d'IDCE et qui ont été responsables de 10,8 p. 100 du gain observé en 2016 dans l'IDCE nord-américain. Le secteur des finances et des assurances, qui demeure le premier en importance, représentait 36,6 p. 100 du stock global d'IDCE en 2016, suivi de l'extraction minière, pétrolière et gazière, à 18,5 p. 100.

En raison de la croissance plus lente du stock d'IDCE, le solde net de l'investissement direct du Canada – la différence entre les stocks d'IDCE et d'IED – s'est contracté de 22,3 milliards \$ en 2016, pour

s'établir à 223,9 milliards \$ (le deuxième plus élevé jamais enregistré). Le Canada demeure un exportateur net d'investissement direct dans le monde depuis 1997.



Les flux d'investissement étranger direct (IED) dans le monde

Selon les estimations préliminaires de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les entrées mondiales d'IED ont diminué de 12,9 p. 100 en 2016 pour s'établir à 1 500 milliards \$É.-U., ce qui est très en-deçà du sommet de 1 900 milliards \$É.-U. enregistré en 2007.

Les entrées d'IED dans les économies développées ont régressé de 9,4 p. 100 pour s'établir à 872 milliards \$É.-U. en 2016, représentant 57,2 p. 100 des entrées mondiales d'IED.

Les entrées en Amérique du Nord ont augmenté de 5,9 p. 100 pour s'établir à 414 milliards \$É.-U., tandis que celles vers les États-Unis, qui demeurent le premier bénéficiaire des entrées mondiales d'IED pour la deuxième année d'affilée, ont progressé de 10,6 p. 100 pour atteindre 385 milliards \$É.-U. en 2016. Cette croissance a été stimulée par les fortes entrées d'investissement dans le capital-actions, alors que les F et A ont avancé de 17 p. 100 au cours de l'année. Les entrées au Canada, qui avaient été relativement stables jusqu'en 2014, ont chuté de 31,9 p. 100, à 29,3 milliards \$É.-U., alors que les opérations de F et A et les projets de nouvelles installations au pays ont considérablement diminué dans le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière et celui de la fabrication. Au niveau sectoriel, les faiblesses récentes ont également été attribuées en partie au désinvestissement dans les industries du pétrole et du gaz, dont l'acquisition

d'une participation de 50 p. 100 dans une société affiliée à Devon Energy Corporation par une division de l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada. Le Canada est donc passé de la 9^e place l'an dernier, à la 12^e place en 2016 parmi les plus grandes économies hôtes. Dans les pays de l'UE, les entrées d'IED ont reculé de 18,1 p. 100, ce qui représente plus du quart des entrées mondiales. Les baisses dans la région ont été particulièrement marquées en Suisse, en Belgique et aux Pays-Bas, alors que le Royaume-Uni a enregistré une forte augmentation. Les autres faits saillants au chapitre des entrées dans les économies développées concernent l'Australie et le Japon, qui ont profité de solides gains proportionnels imputables à l'augmentation de l'investissement en capital-actions et en F et A.

Les entrées d'IED dans les économies en développement ont diminué de 19,9 p. 100, pour s'établir à 600 milliards \$ en 2016. Avec une part de 39,3 p. 100 des entrées mondiales, cette baisse a été un frein important sur l'investissement direct dans le monde. Les entrées ont diminué dans toutes les régions géographiques. En Amérique latine et dans les Caraïbes, elles ont chuté de 18,7 p. 100 pour s'établir à 135 milliards \$, principalement sous l'effet de la faiblesse des prix des produits de base. Pour la même raison, les entrées en Afrique ont diminué de 5,6 p. 100 pour s'établir à 51 milliards \$É.-U. Les flux vers l'Asie en développement ont régressé de 21,6 p. 100, à 413 milliards \$É.-U., bien que la plus grande partie de la baisse ait été enregistrée à Hong Kong. La Chine continentale et Hong Kong sont demeurés les troisième et quatrième plus importants bénéficiaires de l'IED, à 139 milliards \$É.-U. et 92 milliards \$É.-U., respectivement.

Les entrées d'IED dans les économies en transition ont fortement augmenté en 2016, soit de 36,8 p. 100, passant de 38 milliards \$É.-U. à 52 milliards \$É.-U. Ce gain s'explique en grande partie par la forte augmentation de l'exploration minière au Kazakhstan et par

TABLEAU 6-1
Entrées mondiales d'IED par grande région, 2015 et estimations pour 2016

	2015 (G \$É.-U.)	2016 (G \$É.-U.)	Croissance %	Part %
Monde	1 750	1 525	-12,9	100,0
Pays développés	963	872	-9,4	57,2
UE	475	389	-18,1	25,5
Amérique du Nord	391	414	5,9	27,1
Pays en développement	749	600	-19,9	39,3
Afrique	54	51	-5,6	3,3
Amérique latine et Caraïbes				
latine et Caraïbes	166	135	-18,7	8,9
Asie en développement	527	413	-21,6	27,1
Pays en transition	38	52	36,8	3,4

la privatisation d'actifs appartenant à l'État en Russie. Cependant, les entrées dans les économies en transition, qui englobent les pays de l'ex-URSS et du Sud-Est de l'Europe, ne représentaient que 3,4 p. 100 du total de 2016.

Les F et A transfrontières étaient en hausse de 13 p. 100 en 2016, mais à 831 milliards \$É.-U. elles n'ont pas atteint le sommet de 1 033 milliards \$É.-U. enregistré en 2007. En 2016, les F et A ont été largement concentrées dans les économies développées. L'IED destiné à des installations nouvelles a aussi légèrement augmenté, pour s'établir à 810 milliards \$É.-U., mais à l'exception d'une poignée d'investissements très importants dans un nombre restreint de pays, la baisse a été généralisée à l'échelle mondiale. Au niveau sectoriel, la valeur de l'IED en installations nouvelles a diminué de 9 p. 100 dans la fabrication et chuté de 46 p. 100 dans le secteur primaire, mais elle a augmenté de 21 p. 100 dans les services, ce qui reflète une augmentation de l'investissement dans le secteur de la construction.

La performance du Canada au chapitre de l'investissement étranger direct

L'investissement entrant

Entrées d'IED

En 2016, les entrées totales d'IED au Canada ont fléchi de 15,8 p. 100, à 44,7 milliards \$. Les entrées de l'étranger liées aux F et A et aux bénéfices réinvestis ont chuté de 64,0 p. 100 et de 4,0 p. 100 respectivement, mais les autres entrées (principalement les flux intra-entreprises) ont bondi de 133,1 p. 100. Les entrées d'IED en provenance des États-Unis ont diminué de 37,9 p. 100, notamment en raison de la baisse des activités de F et A des investisseurs américains (recul de 73,9 p. 100) et du niveau des flux intra-entreprises (autres entrées) des entreprises américaines (baisse de 24,7 p. 100) en 2016. En revanche, les investisseurs non américains ont considérablement augmenté leurs entrées d'IED au Canada (hausse de 83,3 p. 100). L'investissement en F et A a diminué de 44,9 p. 100, les bénéfices réinvestis ont régressé de 23,3 p. 100, tandis que les autres entrées passaient de 5,9 milliards \$ à 7,8 milliards \$. Les investisseurs étrangers ont réduit leurs investissements dans la gestion de sociétés et d'entreprises dans l'ensemble des autres industries, mais ils les ont haussés dans l'extraction minière, pétrolière et gazière, la fabrication, le commerce et le transport, ainsi que les finances et les assurances.

Stock d'IED

En 2016, le stock d'IDE au Canada a augmenté de 36,7 milliards \$ (gain de 4,7 p. 100) pour s'établir à 825,7 milliards \$. Le stock d'IED ayant augmenté plus de deux fois plus rapidement que le PIB nominal du Canada (2,0 p. 100) en 2016, le ratio du stock d'IED au PIB est passé de 39,7 p. 100 en 2015 au niveau record de 40,7 p. 100 en 2016.

En 2016, les investisseurs américains ont accru leurs avoirs au Canada de 22,1 milliards \$, pour s'établir à 392,1 milliards \$. La part du stock total d'IED au Canada détenue par les États-Unis a légèrement augmenté, passant de 46,9 p. 100 en 2015 à 47,5 p. 100 en 2016. Bien que les États-Unis demeurent, de loin, la plus importante source d'investissement direct au Canada, leur part relative a fortement diminué au cours de la dernière décennie, passant de 60,6 p. 100 en 2006 à 47,5 p. 100 en 2016. Le portrait de l'IED au Canada est beaucoup plus diversifié aujourd'hui qu'il y a 10 ans.

Le reste de l'augmentation du stock d'IED en 2016 provient de l'Europe, région traditionnellement importante, ainsi que de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale. Le stock d'IED détenu par l'Europe a progressé de 18,1 milliards \$ pour atteindre 307,4 milliards \$. Parmi les principaux investisseurs européens ayant réalisé des gains majeurs en 2016, notons la Suisse qui a haussé son stock d'IED au Canada de 26,6 p. 100 (11,6 milliards \$), à 55,2 milliards \$, et les Pays-Bas dont le stock d'IED a crû de 5,7 p. 100 (5,1 milliards \$), à 93,5 milliards \$. Ces gains ont été tempérés par la baisse du niveau

TABLEAU 6-2
Entrées d'investissement étranger direct au Canada

	2015 (M \$C)	2016 (M \$C)	Croissance (%)
Type d'entrées d'investissement étranger direct			
Entrées mondiales			
Entrées nettes, total	53 098	44 694	-15,8
Fusions et acquisitions	28 253	10 159	-64,0
Bénéfices réinvestis	17 055	16 372	-4,0
Autres entrées	7 791	18 162	133,1
Provenant des États-Unis			
Entrées nettes, total	43 421	26 967	-37,9
Fusions et acquisitions	18 645	4 870	-73,9
Bénéfices réinvestis	11 057	11 775	6,5
Autres entrées	13 718	10 323	-24,7
Provenant du reste du monde			
Entrées nettes, total	9 674	17 728	83,3
Fusions et acquisitions	9 608	5 291	-44,9
Bénéfices réinvestis	5 997	4 598	-23,3
Autres entrées	-5 929	7 840	-
Entrées mondiales d'IED par secteur			
Extraction minière, pétrolière et gazière	119	6 676	5 510,1
Fabrication	3 931	8 830	124,6
Commerce et transport	9 125	11 526	26,3
Finances et assurances	-108	5 209	-
Gestion de sociétés et d'entreprises	14 084	5 779	-59,0
Autres industries	25 947	6 675	-74,3

TABLEAU 6-3
Stock d'investissement étranger direct au Canada, par région

	2006 (M \$C)	2015 (M \$C)	2016 (M \$C)	Part en 2006 (%)	Part en 2016 (%)	Variation 2015-2016 (%)
Ensemble des pays	437 171	789 012	825 704	100,0	100,0	4,7
Amérique du Nord	269 699	390 353	413 667	61,7	50,1	6,0
Barbade	627	-352	659	0,1	0,1	-
Bermudes	2 824	10 332	10 094	0,6	1,2	-2,3
Îles Vierges britanniques	196	2 865	2 836	0,0	0,3	-1,0
Îles Caïmans	545	5 843	6 264	0,1	0,8	7,2
Mexique	232	1 664	1 713	0,1	0,2	2,9
États-Unis	265 096	369 977	392 071	60,6	47,5	6,0
Amérique du Sud et Amérique centrale	12 979	22 241	24 195	3,0	2,9	8,8
Brésil	12 868	21 459	23 419	2,9	2,8	9,1
Europe	124 513	289 319	307 378	28,5	37,2	6,2
France	17 181	8 020	8 059	3,9	1,0	0,5
Allemagne	8 391	14 675	15 563	1,9	1,9	6,1
Luxembourg	6 574	55 788	58 381	1,5	7,1	4,6
Pays-Bas	24 766	88 403	93 463	5,7	11,3	5,7
Espagne	291	8 226	8 187	0,1	1,0	-0,5
Suisse	14 601	43 584	55 199	3,3	6,7	26,6
Royaume-Uni	39 409	44 996	41 795	9,0	5,1	-7,1
Afrique	1 398	2 943	2 351	0,3	0,3	-20,1
Asie/Océanie	28 581	84 156	78 113	6,5	9,5	-7,2
Australie	2 580	7 830	8 400	0,6	1,0	7,3
Hong Kong	x	11 208	12 090	n/a	1,5	7,9
Japon	13 439	27 807	29 101	3,1	3,5	4,7
Chine	x	19 616	21 393	n/a	2,6	9,1
Singapour	118	247	194	n/a	0,0	-21,5
Corée du Sud	839	966	1 461	0,2	0,2	51,2
Émirats arabes unis	x	9 681	x	n/a	n/a	n/a

d'IED du Royaume-Uni (7,1 p. 100), à 41,8 milliards \$, et de l'Espagne (0,5 p. 100), à 8,2 milliards \$. Avec plus du tiers (37,2 p. 100) du stock global d'IED du Canada en 2016, l'Europe demeure la deuxième région en importance pour les entrées d'IED au Canada après les États-Unis.

Le niveau du stock d'IED au Canada provenant d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale a augmenté de 2,0 milliards \$ pour atteindre 24,2 milliards \$ en 2016. Le Brésil, la principale économie émergente de la région, a accaparé la plus grande partie de cette hausse, ajoutant 2,0 milliards \$ à son stock d'IED au Canada, qui atteint maintenant 23,4 milliards \$.

Le stock d'IED en provenance d'Asie et d'Océanie a diminué de 7,2 p. 100 en 2016 pour s'établir à 78,1 milliards \$. Cette baisse est survenue en dépit de l'augmentation du stock d'IED provenant de la Chine (9,1 p. 100, ou 1,8 milliard \$), de Hong Kong (7,9 p. 100 ou 0,9 milliard \$), d'Australie (7,3 p. 100 ou 0,6 milliard \$) et de la Corée du Sud (51,2 p. 100 ou 0,5 milliard \$). Le désinvestissement général de la région est dû à la réduction des soldes débiteurs entre des entreprises/filiales canadiennes dans cette région et leur société mère

ou des sociétés sœurs à l'étranger³. Néanmoins, dans une perspective régionale, l'Asie et l'Océanie ont fait des avancées durant la dernière décennie, leur part relative du stock d'IED passant de 6,5 p. 100 en 2006 à 9,5 p. 100 en 2016.

Pour ce qui est du classement général, 2016 révèle quelques changements parmi les 10 principaux pays d'origine de l'IED au Canada par rapport à l'année précédente. Comme auparavant, les Pays-Bas ont continué à occuper le deuxième rang parmi les sources d'investissement direct au Canada (11,3 p. 100 du stock d'IED), tandis que le Luxembourg, un important centre financier de l'Union européenne, arrive au troisième rang (7,1 p. 100). La Suisse, avec 55,2 milliards \$ (6,7 p. 100) du stock d'IED, a devancé le Royaume-Uni pour devenir le quatrième investisseur direct, suivie du Royaume-Uni en cinquième place (5,1 p. 100) et du Japon en sixième place (3,5 p. 100). Le Brésil se classe septième (2,8 p. 100) et la Chine, huitième (2,6 p. 100) – tous deux devançant des investisseurs directs traditionnellement importants comme l'Allemagne, qui occupe le neuvième rang (1,9 p. 100). Enfin, Hong Kong prend la dixième position (1,5 p. 100).

Au cours des dernières années, un certain nombre de pays dits à faibles taux d'imposition ont joué un rôle croissant en tant que sources d'IED au Canada et, de façon réciproque, comme destinations de l'IDCE. Plus particulièrement, le Luxembourg en Europe et quatre centres financiers extraterritoriaux à faible imposition des Caraïbes – la Barbade, les Bermudes, les Îles Vierges britanniques et les Îles Caïmans – ont gagné en importance. Ensemble, les portefeuilles d'IED des quatre centres financiers des Caraïbes au Canada ont totalisé près de 20 milliards \$ en 2016, soit 2,4 p. 100 du stock total d'IED du Canada, ce qui est plus élevé que l'Allemagne et rivalise avec les stocks d'IED de la Chine et du Brésil parmi les 10 premiers. L'augmentation de la valeur des stocks d'IED de ces pays à faible imposition (15,7 milliards \$ au cours des 10 dernières années) pourrait en réalité être beaucoup plus modeste si les statistiques sur l'IED étaient compilées sur la base de la source ultime de l'investissement plutôt que la source immédiate, comme c'est le cas actuellement⁴. Une conséquence possible de cette situation est que le niveau d'IED au Canada provenant des principales sources, comme les États-Unis et d'autres pays d'Europe et d'Asie, pourrait en fait être sous-estimé. Les États-Unis et d'autres investisseurs directs peuvent acheminer de l'IED au Canada en transitant par des pays à faible imposition afin de réduire au minimum leur fardeau fiscal, mais leurs investissements sont alors imputés à ces pays selon la pratique actuelle qui lie l'IED au Canada au pays d'origine immédiat.

À lui seul, le secteur manufacturier a accaparé environ un quart (9,0 milliards \$) de l'augmentation globale du stock d'IED au Canada en 2016. L'extraction minière, pétrolière et gazière et le commerce de gros ont aussi participé à la hausse globale, contribuant chacun près de 16 p. 100, ou 5,8 milliards \$, à la progression de l'IED, suivis du secteur des finances et des assurances, avec 12,2 p. 100 (4,5 milliards \$).

Pour ce qui est de l'importance relative des secteurs dans l'IED total, les parts allant à la fabrication et à l'extraction minière, pétrolière et gazière sont demeurées pratiquement inchangées pour la deuxième année consécutive, à 22,8 p. 100 et 22,7 p. 100, respectivement. Le secteur de la gestion de sociétés et d'entreprises détient la troisième plus grande part de l'IED (18,2 p. 100), suivi du secteur des finances et des assurances (14,7 p. 100) et de celui du commerce de gros (8,3 p. 100); collectivement, les cinq premiers secteurs comptaient pour 86,8 p. 100 du stock total d'IED.

³ La réduction du solde de la dette peut se traduire par le remboursement par des entreprises ou filiales canadiennes de prêts existants ou supplémentaires à la société mère ou à une société sœur étrangère, ou la fourniture de crédits supplémentaires à la société à l'étranger.

⁴ Selon les normes internationales, l'investissement direct est basé sur le pays de résidence de l'investisseur direct (société mère immédiate) pour l'IED au Canada et sur le pays de résidence de l'entreprise d'investissement direct (la filiale immédiate) pour ce qui est de l'IDCE. Cela implique que l'investissement direct est attribué en grande partie au premier pays investisseur/bénéficiaire, plutôt qu'au pays investisseur/bénéficiaire ultime. L'investissement direct est souvent acheminé par l'intermédiaire de sociétés de portefeuille intermédiaires ou d'autres entités juridiques situées dans d'autres pays avant de parvenir à sa destination ultime.

Parmi les tendances notables au niveau sectoriel durant la dernière décennie, la part de l'IED détenue par le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière est celle qui a le plus augmenté, passant de 18,0 p. 100 en 2006 à 22,7 p. 100 en 2016, alors que la part de la fabrication a subi le déclin le plus marqué avec une baisse de près de 7 points de pourcentage sur la période, à 22,8 p. 100. Le solide rebond de l'IED dans le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière s'explique par l'essor des prix des produits de base sur le marché mondial jusqu'en 2014, principalement par le biais d'importantes acquisitions transfrontalières de grandes entreprises canadiennes du domaine des ressources naturelles. Au cours de la même période, soit de 2006 à 2016, la plupart des autres secteurs ont enregistré des hausses ou des baisses marginales de leur part respective de l'IED total, allant d'un recul de 2 points de pourcentage pour le commerce de gros à un gain de 3,7 points de pourcentage pour la gestion de sociétés et d'entreprises. Une autre observation notable est la légère détérioration de la performance de l'IED dans le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) – une catégorie spéciale représentant un panier d'industries productrices de biens et de services à forte intensité de R-D et qui sont des moteurs clés de la croissance de la productivité. La part de ce secteur dans le stock total d'IED a diminué de plus de la moitié au cours des deux dernières décennies, passant de près de 10 p. 100 en 2000 à 3,8 p. 100 en 2006 et glissant de nouveau à 3,0 p. 100 en 2016.

TABLEAU 6-4
Stock d'investissement étranger direct au Canada, par industrie

	2006 (M \$C)	2015 (M \$C)	2016 (M \$C)	Part en 2006 (%)	Part en 2016 (%)	Variation 2015-2016 (%)
Total, ensemble des industries	437 171	789 012	825 704	100,0	100,0	4,7
Fabrication	130 055	179 495	188 483	29,7	22,8	5,0
Extraction minière, pétrolière et gazière	78 904	181 436	187 263	18,0	22,7	3,2
Gestion de sociétés et d'entreprises	63 209	146 835	150 377	14,5	18,2	2,4
Finances et assurances	60 788	116 974	121 464	13,9	14,7	3,8
Commerce de gros	45 202	63 140	68 914	10,3	8,3	9,1
Commerce de détail	13 540	31 567	35 355	3,1	4,3	12,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	10 605	23 851	25 040	2,4	3,0	5,0
Transport et entreposage	2 883	11 832	11 108	0,7	1,3	-6,1
Immobilier, location et crédit-bail	6 538	10 179	10 392	1,5	1,3	2,1
Information et industries culturelles	5 034	5 880	8 306	1,2	1,0	41,3
Construction	2 145	4 410	4 301	0,5	0,5	-2,5
Services d'hébergement et de restauration	4 930	3 270	3 698	1,1	0,4	13,1
Services publics	5 279	2 514	2 622	1,2	0,3	4,3
Agriculture, forêt, pêche et chasse	1 816	450	616	0,4	0,1	36,9
Ensemble des autres industries	6 244	7 179	7 765	1,4	0,9	8,2
Technologies de l'information et des communications (TIC)	16 431	25 125	24 746	3,8	3,0	-1,5

Les effets macroéconomiques de l'investissement étranger direct (IED) entrant au Canada - une étude commandée par Affaires mondiales Canada

L'IED a traditionnellement joué, et continue de jouer, un rôle important et positif dans l'économie canadienne. Il a été un facteur déterminant de la participation du Canada à la mondialisation et, avec le commerce et l'innovation, un moteur essentiel des chaînes de valeur mondiales et de la compétitivité. Bien que les faits stylisés concernant les avantages de l'IED et le rôle important que les sociétés étrangères affiliées continuent de jouer au sein de l'économie canadienne soient bien documentés, les recherches empiriques réalisées sur les effets de l'IED au Canada comportent des limitations en ce sens qu'elles n'ont pas examiné ces effets dans un cadre macroéconomique. Une étude récente commandée par le Bureau de l'économiste en chef d'Affaires mondiales Canada, intitulée « The Macro-Economic Impacts of Inward FDI in Canada », vise à remédier à cette lacune en tenant compte des interactions et des interdépendances potentielles entre les principales variables macroéconomiques.

Dans l'étude, les auteurs se penchent sur la dynamique du marché associée à l'investissement étranger au niveau macroéconomique, en tenant compte des interrelations entre les facteurs touchés par l'investissement étranger. Pour ce faire, ils développent un modèle macroéconomique restreint pour estimer et simuler les effets de l'IED entrant sur certaines variables macroéconomiques clés au Canada, y compris l'investissement réel, le capital humain, les dépenses de R-D, les exportations et les importations réelles de biens et de services, la productivité du travail, l'emploi et la production réelle (PIB)¹. L'étude explore les principaux canaux par lesquels l'IED entrant pourrait avoir un impact sur l'économie hôte, en utilisant des données longitudinales portant sur 36 industries du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) pour la période 1999-2013².

Comme prévu, les auteurs constatent que l'IED entrant a un impact positif direct sur la plupart des variables clés, à l'exception de la productivité du travail, qui est influencée indirectement par l'effet positif de l'IED sur l'innovation et l'intensité d'investissement. Les auteurs utilisent ensuite les résultats macroéconomiques pour simuler les effets d'une augmentation de 10 p. 100 du stock d'IED du Canada; ils observent un impact positif direct sur certaines activités économiques clés telles que l'investissement, les exportations, l'innovation, l'emploi et le PIB. Les auteurs estiment qu'à la cinquième année de l'augmentation du stock d'investissement, le PIB annuel réel du Canada serait 10 milliards \$ plus élevé, et le nombre net de nouveaux emplois augmenterait de 60 000. De même, 10 ans après une augmentation de 1 milliard \$ du stock d'IED entrant au Canada, le PIB réel du Canada augmenterait de 170 millions \$ par an et créerait 860 nouveaux emplois nets³. Pour les responsables des politiques, les principaux résultats de cette étude constituent un outil pratique pour estimer les effets macroéconomiques potentiels d'une hausse de l'IED au Canada.

¹ *The Macro-Economic Impacts of Inward FDI in Canada*, Someshwar Rao, S. Rao Consulting Inc. et Institut de recherche en politiques publiques, Ottawa, et Qi Zhang, Université d'Ottawa, 2016.

² Les données longitudinales sont des données recueillies au moyen d'un panel et qui renferment un nombre (généralement restreint) d'observations dans le temps sur un nombre (généralement élevé) d'entités transversales telles que des particuliers, des ménages, des entreprises ou des industries.

³ Les auteurs utilisent une approche similaire dans une étude réalisée pour Affaires mondiales Canada qui examine les effets macroéconomiques de l'IED sur l'économie canadienne.

L'investissement sortant

Flux d'investissement direct canadien à l'étranger (IDCE)

En 2016, les investisseurs canadiens ont accru leurs sorties d'IED de 2,6 p. 100, à 88,0 milliards \$, soit près de deux fois le montant que les étrangers ont investi directement au Canada la même année. Incidemment, 2016 a marqué la sixième année consécutive de croissance des flux d'IDCE après le creux touché en 2010 dans le sillage de la crise financière mondiale et de la récession qui en a résulté. Au fil de la remontée récente,

les flux d'IDCE ont atteint en moyenne 74,9 milliards \$ par an au cours des quatre dernières années (2013-2016), comparative-ment à 47,1 milliards \$ par an au cours des quatre années précédentes (2009-2012).

Au niveau des catégories d'investissement, les F et A transfrontières ont été responsables d'un peu moins des deux tiers (65,3 p. 100) des flux d'IDCE en 2016 – une part relativement plus élevée, en moyenne, que celle affichée au cours de la période 2008-2016 (50,2 p. 100).

Par destination, 57,8 p. 100 des flux totaux d'IDCE entre 2008 et 2016, en moyenne, sont allés aux États-Unis, contre 77,3 p. 100 en 2016.

Les investisseurs canadiens ont accru leurs flux d'IDCE aux États-Unis de 16,7 p. 100, à 68,0 milliards \$ en 2016. Les F et A et les autres sorties ont aussi progressé, mais les bénéfices réinvestis dans les filiales américaines étaient en repli. Les sorties de F et A vers le reste du monde ont reculé de 33,4 p. 100, tandis que les bénéfices réinvestis n'ont reculé que de 1,2 p. 100.

Les investisseurs canadiens ont réduit leurs sorties d'IED dans tous les secteurs, sauf ceux de l'extraction minière, pétrolière et gazière, du commerce, des transports et des autres industries. Le secteur des finances et des assurances est demeuré en tête de liste des sorties d'IDCE, avec une part de 26,7 p. 100 en 2016, malgré un recul de 56,9 p. 100.

TABEAU 6-5
Sorties d'investissement direct canadien à l'étranger

	2015 (M \$C)	2016 (M \$C)	Croissance (%)
Par région			
Vers le monde			
Sorties nettes, total	85 747	88 010	2,6
Fusions et acquisitions	56 712	57 437	1,3
Bénéfices réinvestis	31 081	27 820	-10,5
Autres sorties	-2 045	2 753	-
Vers les États-Unis			
Sorties nettes, total	58 303	68 034	16,7
Fusions et acquisitions	36 291	43 831	20,8
Bénéfices réinvestis	16 424	13 348	-18,7
Autres sorties	5 588	10 856	94,3
Vers le reste du monde			
Sorties nettes, total	27 445	19 975	-27,2
Fusions et acquisitions	20 421	13 605	-33,4
Bénéfices réinvestis	14 657	14 474	-1,2
Autres sorties	-7 633	-8 105	-
Sorties d'IDCE par secteur			
Extraction minière, pétrolière et gazière	-13 764	13 790	-
Fabrication	23 811	6 508	-72,7
Commerce et transport	760	18 857	2 381,2
Finances et assurances	54 486	23 477	-56,9
Gestion de sociétés et d'entreprises	10 622	2 592	-75,6
Autres industries	9 833	22 785	131,7

Stock d'IDCE

Les investisseurs canadiens ont ajouté 14,4 milliards \$ (1,4 p. 100) à leurs avoirs en investissement direct à l'étranger, lesquels ont atteint 1 049,6 milliards \$ en 2016. Cette légère croissance du stock d'IDCE l'an dernier reflète largement l'impact d'un dollar canadien plus fort, ce qui a compensé la majeure partie de la robuste activité d'investissement au cours de l'année⁵.

Sur le plan régional, l'Amérique du Nord – soit les États-Unis, le Mexique et la zone des Caraïbes – ainsi que l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale ont été les seules régions à afficher une augmentation de leur stock d'IDCE en 2016. Le solde de l'IDCE de la région de l'Amérique du Nord a progressé de 6,1 p. 100 (38,8 milliards \$) pour s'établir

⁵ Le dollar canadien a gagné du terrain sur le dollar américain (3,1 p. 100), la livre britannique (23,2 p. 100) et l'euro (6,1 p. 100).

à 676,2 milliards \$, tandis que celui de la région de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale a avancé de 3,4 p. 100 (1,8 milliard \$), à 54,7 milliards \$. En Amérique du Nord, les États-Unis – de loin la principale destination de l'IDCE – abritent 70,2 p. 100 du stock total d'IDCE en Amérique du Nord, le solde de l'investissement direct dans ce pays ayant augmenté de 8,0 p. 100, à 474,4 milliards \$. La croissance du stock d'IDCE aux États-Unis a été en partie affectée par l'appréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine (gain de 3,1 p. 100 en 2016)⁶. Par conséquent, la part du stock total d'IDCE détenue par les États-Unis est passée de 42,4 p. 100 en 2015 à 45,2 p. 100 en 2016.

TABLEAU 6-6
Sorties d'investissement direct canadien à l'étranger, par région

	2006 (M \$C)	2015 (M \$C)	2016 (M \$C)	Part en 2006 (%)	Part en 2016 (%)	Variation 2015-2016 (%)
Ensemble des pays	518 839	1 035 157	1 049 571	100,0	100,0	1,4
Amérique du Nord	319 759	63 315	676 163	61,6	64,4	6,1
Bahamas	x	19 637	19 958	n/a	1,9	1,6
Barbade	40 617	62 126	68 256	7,8	6,5	9,9
Bermudes	18 062	43 215	39 434	3,5	3,8	-8,7
Îles Caïmans	16 846	46 372	47 896	3,2	4,6	3,3
Mexique	5 157	18 388	16 780	1,0	1,6	-8,7
États-Unis	224 020	439 045	474 373	43,2	45,2	8,0
Amérique du Sud et Amérique centrale	20 975	52 894	54 701	4,0	5,2	3,4
Argentine	2 837	2 327	1 569	0,5	0,1	-32,6
Brésil	8 951	12 914	14 358	1,7	1,4	11,2
Chili	4 626	15 285	16 496	0,9	1,6	7,9
Colombie	414	3 676	3 687	0,1	0,4	0,3
Pérou	2 154	12 539	12 663	0,4	1,2	1,0
Europe	143 921	266 796	245 651	27,7	23,4	-7,9
France	16 317	7 221	8 474	3,1	0,8	17,4
Allemagne	8 868	12 218	12 364	1,7	1,2	1,2
Hongrie	6 618	3 857	3 594	1,3	0,3	-6,8
Irlande	19 989	13 770	3 719	3,9	0,4	-73,0
Luxembourg	3 022	66 483	59 773	0,6	5,7	-10,1
Pays-Bas	8 051	28 086	27 153	1,6	2,6	-3,3
Espagne	3 361	4 264	4 377	0,6	0,4	2,7
Suède	1 881	4 179	3 688	0,4	0,4	-11,7
Suisse	7 592	4 080	4 016	1,5	0,4	-1,6
Royaume-Uni	58 518	97 654	97 928	11,3	9,3	0,3
Afrique	3 680	4 607	3 570	0,7	0,3	-22,5
Asie/Océanie	30 503	73 545	69 486	5,9	6,6	-5,5
Australie	6 790	25 382	26 537	1,3	2,5	4,6
Hong Kong	4 466	7 009	7 307	0,9	0,7	4,3
Japon	3 780	4 377	4 300	0,7	0,4	-1,8
Kazakhstan	x	1 303	1 250	n/a	0,1	-4,1
Chine	2 099	13 589	13 257	0,4	1,3	-2,4
Singapour	2 655	3 941	3 856	0,5	0,4	-2,2
Corée du Sud	478	1 402	1 726	0,1	0,2	23,1

⁶ Conversion au taux de change en vigueur à la fin de l'année.

À l'inverse, l'investissement direct du Canada en Europe – la deuxième destination la plus populaire de l'IDCE – a reculé de 21,1 milliards \$ (7,9 p. 100) pour s'établir à 245,7 milliards \$. Cette contraction reflète principalement l'évolution des soldes de l'IDCE de l'Irlande et du Luxembourg, qui ont diminué de 10,1 milliards \$ et de 6,7 milliards \$, respectivement. Ces replis ont touché le secteur financier et pourraient s'expliquer par le fait que des entreprises ont redéployé leur capital dans d'autres parties du monde. Malgré l'appréciation significative du dollar canadien par rapport à l'euro en 2016 (6,1 p. 100), de modestes gains ont été enregistrés par certains des principaux pays européens tels que la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne; collectivement, ces trois pays ont vu leur solde d'IDCE augmenter d'un modeste 1,7 milliard \$.

En 2016, les avoirs en investissement direct du Canada en Asie et en Océanie – la troisième région la plus importante pour l'IDCE après les États-Unis et l'Europe – ont également perdu du terrain, avec une baisse de 4,1 milliards \$, à 69,5 milliards \$ (soit 6,6 p. 100 du stock total d'IDCE). Pour ce qui est des principaux acteurs de cette région, le Canada a augmenté ses avoirs au titre de l'IED en Australie de 1,2 milliard \$ (4,6 p. 100), tout en réduisant ses avoirs en IED de 0,3 milliard \$ (2,4 p. 100) en Chine.

À l'instar de l'IED au Canada, une caractéristique notable de l'IDCE est le rôle dominant joué par plusieurs pays à faibles taux d'imposition. Ceux-ci sont particulièrement concentrés dans les Caraïbes et continuent d'être des destinations populaires de l'IDCE, notamment en raison de leur réglementation financière souple et de la fiscalité minime, voire inexistante, sur le revenu ou le capital qui s'applique aux non-résidents. Quatre de ces paradis fiscaux extraterritoriaux (la Barbade, les Îles Caïmans, les Bahamas et les Bermudes) figuraient toujours parmi les 10 destinations les plus importantes de l'IDCE en 2016; collectivement, ils représentaient 16,7 p. 100 du stock d'IDCE en 2016, contre 14,6 p. 100 en 2006⁷. Un développement parallèle au cours de la dernière décennie a été l'importance croissante du Luxembourg comme destination de l'IDCE, principalement à cause des énormes concessions fiscales que ce pays offre aux multinationales du monde entier. La part de l'IDCE détenue par le Luxembourg est passée d'un modeste 0,6 p. 100 en 2006 à 5,7 p. 100 en 2016. L'an dernier, le Luxembourg et les quatre centres financiers à faible imposition des Caraïbes détenaient ensemble 235 milliards \$, soit 22,4 p. 100 du stock total d'IDCE, en hausse par rapport à environ 15 p. 100 en 2006.

En 2016, le stock d'IDCE s'est contracté dans tous les secteurs, sauf les suivants : le secteur du transport et de l'entreposage affiche la plus forte augmentation absolue du stock d'IDCE (10,7 milliards \$), suivi du secteur des services publics et de celui des finances et des assurances (6,8 milliards \$ chacun), du secteur de l'information et des industries culturelles (3,3 milliards \$) et de celui de la fabrication (0,7 milliard \$). À l'opposé, la plus forte baisse absolue du stock d'IDCE s'est produite dans le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière (9,3 milliards \$), la contraction rejoignant les trois sous-secteurs suivants : l'extraction pétrolière et gazière, l'extraction minière et les activités de soutien.

La répartition sectorielle du stock d'IDCE en 2016 est demeurée largement concentrée dans le secteur des finances et des assurances (36,6 p. 100), suivi de loin par l'extraction minière, pétrolière et gazière (18,5 p. 100), la gestion de sociétés et d'entreprises (11,6 p. 100), la fabrication (8,0 p. 100) et l'immobilier, la location et le crédit-bail (5,2 p. 100). La position traditionnellement dominante du secteur des finances et des assurances dans l'IDCE peut être mise en lien avec l'importance des activités bancaires extraterritoriales dans les Caraïbes et au Luxembourg.

L'une des principales tendances sectorielles à long terme est la diminution marquée de la part du secteur de la fabrication dans l'IDCE total, qui est passée de 21,0 p. 100 en 2006 à 8,0 p. 100 en 2016, soit une baisse de 13 points de pourcentage. Les mouvements compensatoires sont principalement survenus dans le secteur des finances et des assurances (gain de près de 7 points de pourcentage) et, dans une moindre mesure, celui

⁷ Les données de 2006 sur les stocks d'IDCE aux Bahamas ne sont pas disponibles.

de l'immobilier, de la location et du crédit-bail (hausse d'environ 3 points de pourcentage) au cours de cette période. Toutefois, ces tendances voilent la mesure dans laquelle l'IDCE dans le secteur des finances et des assurances, notamment par le biais des activités bancaires extraterritoriales, sert de véhicule à des multinationales canadiennes souhaitant faire des investissements directs dans des secteurs productifs, que ce soit la fabrication ou d'autres activités.

TABLEAU 6-7
Stock d'investissement direct canadien à l'étranger, par industrie

	2006 (M \$C)	2015 (M \$C)	2016 (M \$C)	Part en 2006 (%)	Part en 2016 (%)	Variation 2015-2016 (%)
Total, ensemble des industries	518 839	1 035 157	1 049 571	100,0	100,0	1,4
Finances et assurances	155 800	377 136	383 908	30,0	36,6	1,8
Extraction minière, pétrolière et gazière	86 031	203 326	194 001	16,6	18,5	-4,6
Gestion de sociétés et d'entreprises	86 614	12 977	121 387	16,7	11,6	-2,9
Fabrication	108 753	83 480	84 163	21,0	8,0	0,8
Immobilier, location et crédit-bail	9 842	58 272	54 365	1,9	5,2	-6,7
Transport et entreposage	16 242	34 414	45 116	3,1	4,3	31,1
Information et industries culturelles	13 907	40 373	43 637	2,7	4,2	8,1
Services publics	7 923	22 877	29 684	1,5	2,8	29,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	8 022	29 901	27 944	1,5	2,7	-6,5
Commerce de gros	5 209	19 866	19 534	1,0	1,9	-1,7
Commerce de détail	11 232	8 929	8 496	2,2	0,8	-4,8
Agriculture, forêt, pêche et chasse	1 558	2 379	2 286	0,3	0,2	-3,9
Services d'hébergement et de restauration	3 410	2 234	2 087	0,7	0,2	-6,6
Construction	1 880	900	939	0,4	0,1	4,3
Ensemble des autres industries	2 416	26 092	32 025	0,5	3,1	22,7
Technologies de l'information et des communications (TIC)	18 447	22 132	19 704	3,6	1,9	-11,0

Activités des sociétés étrangères affiliées au Canada et des filiales de sociétés canadiennes à l'étranger

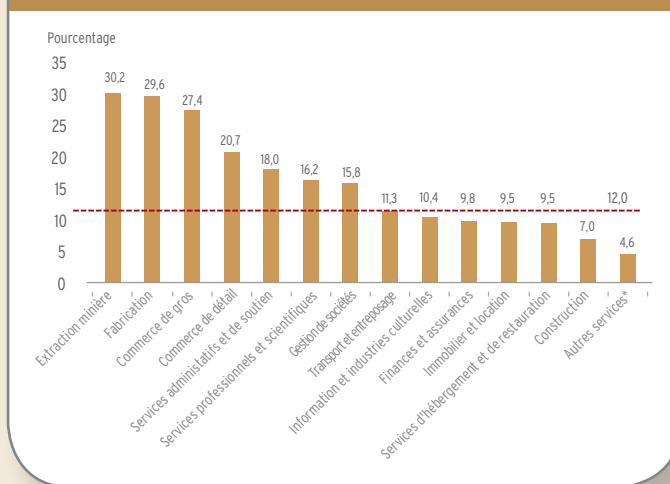
Le Canada est une économie ouverte où l'investissement étranger, qu'il s'agisse de l'investissement étranger direct au Canada ou de l'investissement canadien à l'étranger, joue un rôle crucial. Pour mieux comprendre la contribution de l'investissement étranger à l'activité économique canadienne, Statistique Canada compile et publie des données annuelles sur les principales activités des filiales étrangères, telles que l'emploi, le commerce, les dépenses de R-D et les indicateurs financiers depuis 2010. Ces statistiques fournissent des renseignements précieux sur le rôle clé que jouent ces filiales dans l'économie canadienne et à l'étranger.

Ainsi, comme il ressort de cette brève évaluation, les filiales étrangères représentaient 12,0 p. 100 de l'emploi total au Canada en 2014 et ont réalisé 55,1 p. 100 du commerce total de marchandises du Canada et près de la moitié de l'ensemble des transactions internationales portant sur des services. De même, les filiales canadiennes à l'étranger mènent un important volume d'activité hors frontière¹. En 2014, les ventes des filiales canadiennes à l'étranger étaient presque aussi importantes que les exportations traditionnelles.

Les filiales étrangères au Canada

L'emploi des filiales étrangères au Canada

Part de l'emploi total au Canada détenue par les filiales de sociétés étrangères, 2014



En 2014, les filiales étrangères employaient 1,9 million de Canadiens, l'Ontario accaparant la plus grande part (47,7 p. 100), suivie du Québec (16,2 p. 100), de l'Alberta (15,0 p. 100) et de la Colombie-Britannique (11,2 p. 100). Entre 2010 et 2014, l'emploi dans les filiales étrangères au Canada a progressé de 7,5 p. 100, ce qui est plus rapide que l'augmentation de 5,7 p. 100 observée pour les entreprises sous contrôle canadien – les filiales étrangères en Alberta enregistrant le taux de croissance de l'emploi le plus élevé (23,6 p. 100), suivies de celles de la Colombie-Britannique (15,2 p. 100) et de l'Ontario (5,0 p. 100).

En 2014, les filiales étrangères comptaient pour une part significative de l'emploi total au Canada dans plusieurs secteurs clés, notamment l'extraction minière, pétrolière et gazière et la fabrication (environ 30 p. 100 chacun), suivis du commerce de gros (27,4 p. 100) et du commerce de détail (20,7 p. 100).

Par pays, les entreprises contrôlées par des intérêts américains étaient la principale source des emplois créés par les filiales étrangères, employant 1,2 million de Canadiens, soit 64,3 p. 100 de l'emploi total des filiales étrangères en 2014, suivies de

¹ Les filiales étrangères au Canada et les filiales canadiennes à l'étranger représentent des entreprises de propriété majoritaire (plus de 50 p. 100 des actions avec droit de vote) résidant respectivement au Canada et à l'étranger.

celles du Royaume-Uni (7,0 p. 100), de la France (5,0 p. 100), du Japon (3,8 p. 100) et de la Suisse (2,9 p. 100). Plus de 90 p. 100 de l'emploi des filiales étrangères provient toujours de 10 pays; tous sauf un (l'Inde) sont des économies avancées de l'OCDE.

Le commerce international des filiales étrangères au Canada

En 2014, les filiales étrangères ont réalisé 53,3 p. 100 du commerce de marchandises du Canada et près de la moitié de toutes les transactions internationales portant sur des services commerciaux.

Les filiales étrangères au Canada ont été à l'origine de 49,3 p. 100 des exportations de marchandises, de 41,8 p. 100 des exportations de services commerciaux, de 57,5 p. 100 des importations de marchandises et de 53,0 p. 100 des importations de services commerciaux.

Globalement, le commerce total des entreprises étrangères a augmenté de 26,2 p. 100 du côté des marchandises et de 39,7 p. 100 du côté des services commerciaux entre 2010 et 2014.

Au niveau sectoriel, près de 90 p. 100 des exportations des filiales étrangères en 2014 provenait de trois secteurs clés : la fabrication (60,3 p. 100), le commerce de gros (14,5 p. 100) et l'exploitation minière, pétrolière et gazière (13,2 p. 100).

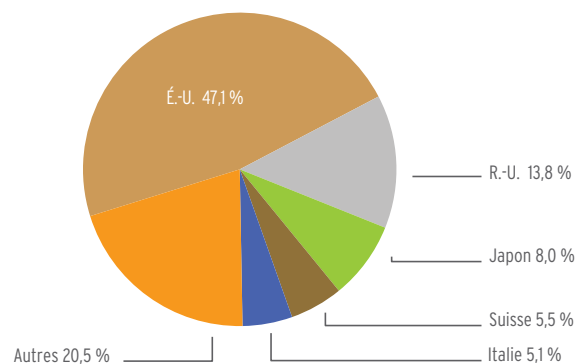
Compte tenu de la proximité et de l'intégration profonde du Canada avec les États-Unis, il n'est pas étonnant que les filiales américaines représentent près de la moitié de toutes les exportations des filiales étrangères et plus de la moitié de toutes leurs importations.

La recherche-développement (R-D) des filiales étrangères au Canada

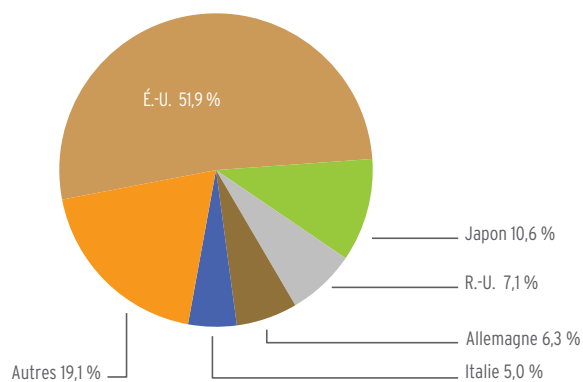
En 2013, les filiales étrangères ont dépensé 5,9 milliards de dollars en R-D, ce qui représente 35,5 p. 100 des dépenses totales de R-D au Canada². Par pays de contrôle ultime, les entreprises américaines détenaient la part la plus importante des dépenses de R-D effectuées par les filiales étrangères (62,0 p. 100), suivies de celles du Royaume-Uni (6,6 p. 100) et de la France (5,8 p. 100).

En 2013, 38 984 employés étaient engagés dans des activités de R-D dans les filiales étrangères. Celles-ci affichaient une plus forte intensité de R-D que les entreprises nationales : elles employaient 12,0 p. 100 de tous les travailleurs au Canada, mais plus du quart (29,5 p. 100) de tout le personnel de R-D. Comme pour les dépenses de R-D, les États-Unis accaparaient la plus grande part du personnel de R-D employé par les filiales étrangères (62,0 p. 100), suivis de la France (8,9 p. 100) et de la Suède (6,1 p. 100).

Part des exportations totales détenue par les entreprises étrangères, selon le pays de contrôle, 2014 (%)



Part des importations totales détenue par les entreprises étrangères, selon le pays de contrôle, 2014 (%)



² L'année la plus récente pour laquelle des données sur la R-D sont disponibles.

Les avoirs et les revenus des filiales étrangères au Canada

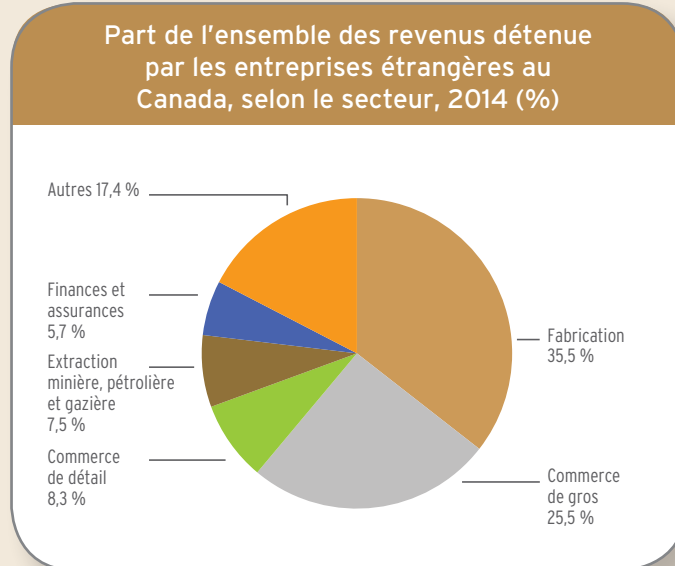
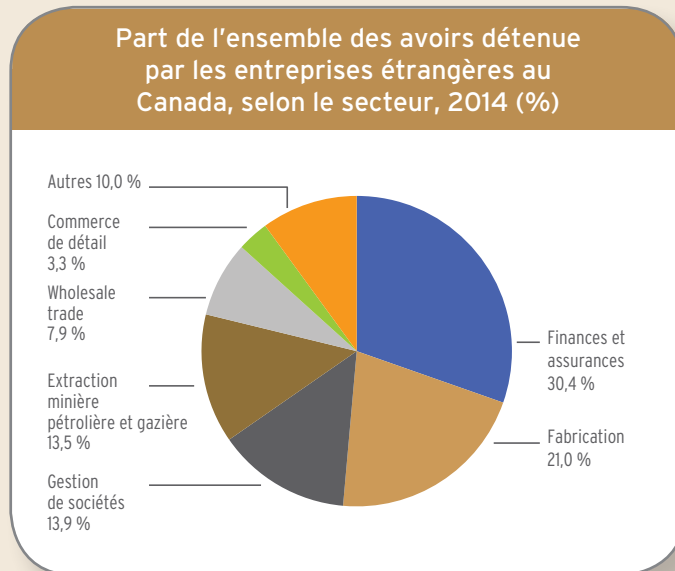
Les filiales étrangères contrôlaient 19,5 p. 100 des avoirs des sociétés au Canada en 2014, soit 2 100 milliards \$, ce qui équivalait à environ trois fois la valeur du stock d'IED au Canada.

De tous les avoirs contrôlés par des étrangers, 52,0 p. 100 étaient sous le contrôle de filiales américaines, 33,5 p. 100 étaient contrôlés par des filiales européennes (dont près de 40 p. 100 par des filiales venant du Royaume-Uni) et 11,0 p. 100 étaient contrôlés par des filiales d'Asie et d'Océanie.

Par secteur, les filiales étrangères en finances et assurances représentaient 30,4 p. 100 des avoirs totaux, suivies des filiales étrangères des secteurs de la fabrication (21,0 p. 100) et de la gestion de sociétés (13,9 p. 100)³.

En 2014, les filiales étrangères ont généré 28,2 p. 100 de l'ensemble des revenus d'exploitation au Canada, dont 55,6 p. 100 étaient sous contrôle américain.

Les activités des secteurs de la fabrication et du commerce de gros sont celles qui ont contribué le plus aux revenus généraux des filiales étrangères, soit 35,5 p. 100 et 25,5 p. 100 respectivement.



³ Le groupe comprend les établissements dont l'activité principale est de gérer des sociétés et des entreprises, ou de détenir des titres ou des actifs financiers de sociétés et d'entreprises.

Les filiales canadiennes à l'étranger

Les entreprises canadiennes s'installent souvent à l'étranger pour rester concurrentielles, par le biais d'accès aux intrants et à la technologie, et afin d'accroître l'accès aux marchés étrangers. En 2014, les ventes des filiales canadiennes à l'étranger étaient presque aussi importantes que les exportations traditionnelles, totalisant 541,8 milliards de dollars, soit près de 90 p. 100 de la valeur des exportations de biens et de services.

Les ventes des filiales canadiennes à l'étranger ont augmenté de 13,2 p. 100 entre 2011 et 2014, mais ont été légèrement devancées par l'expansion des exportations canadiennes de biens et de services (15,8 p. 100). En particulier, la croissance des ventes de services à l'étranger (30,7 p. 100) a été presque deux fois plus rapide que celle des exportations. En 2014, les services représentaient 53,1 p. 100 des ventes totales des filiales canadiennes à l'étranger, alors qu'ils ne représentaient que 15,6 p. 100 du total des exportations canadiennes de biens et de services.

Par secteur, la fabrication détenait la part la plus importante (26,8 p. 100) des ventes des filiales en 2014, suivie de celles du secteur de l'exploitation minière, pétrolière et gazière (18,5 p. 100) et de celles du secteur des finances et des assurances (17,6 p. 100).

Par pays, les filiales canadiennes aux États-Unis ont été à l'origine de 55,1 p. 100 des ventes globales à l'étranger en 2014, contre 72,5 p. 100 des exportations de biens et de services ayant pris la direction des États-Unis, ce qui souligne la plus grande diversité des ventes des filiales canadiennes par rapport aux exportations traditionnelles. Entre 2011 et 2014, les États-Unis ont également compté pour la plus grande partie de la croissance des ventes des filiales canadiennes à l'étranger (56,8 p. 100), suivis de la Suède (9,2 p. 100), de la Norvège (6,7 p. 100) et de l'Allemagne (5,5 p. 100).

Part des biens et services dans les ventes des filiales canadiennes à l'étranger (FCE) et les exportations en 2014 (%)

